

**Déclaration de projet**  
**valant mise en compatibilité du PLU de Sussargues**  
**pour la création du parc d'activités économique**  
**sur le site du stade Jules Rimet**

**DOSSIER DE CONCERTATION**

**Au titre de l'article L. 103-2 du code  
de l'urbanisme**

**Annexe 1**

**DOSSIER DE SYNTHÈSE DES ÉTUDES  
ENVIRONNEMENTALES**

**Pièce**

**G**



**Dossier de synthèse des études environnementales  
du projet d'aménagement du PAE Jules Rimet (Sussargues),  
mis à disposition du public dans le cadre de la concertation  
préalable à la mise en compatibilité du PLU avec le projet**

# SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE / CONTEXTE DU PRESENT DOCUMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>2. OBJET / RESUME DES ENJEUX ET INCIDENCE.....</b>	<b>3</b>
<b>3. PRESENTATION DU PROJET A L'ORIGINE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU.....</b>	<b>4</b>
3.1. Localisation du projet.....	4
3.2. Principales caractéristiques du projet (zones constructibles).....	5
<b>4. JUSTIFICATION DU PROJET .....</b>	<b>6</b>
4.1. les objectifs métropolitains de développement de l'économie du territoire .....	6
4.2. Le choix du site d'implantation .....	7
4.2.1. Documents de planification .....	7
4.2.2. Caractéristiques spécifiques du site propice à l'implantation d'un parc d'activités de proximité.....	7
4.2.3. Enjeux et objectifs spécifiques du projet .....	8
<b>5. SITUATION VIS-A-VIS DU PLU ET ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 10</b>	
5.1. Compatibilité du projet avec le SCOT .....	10
5.2. Compatibilité avec le PLU en vigueur et les règles d'Urbanisme applicables.....	10
5.2.1. Analyse au regard du PADD.....	10
5.2.2. Analyse au regard des pièces réglementaires .....	11
5.3. Consistance de la mise en compatibilité .....	11
<b>6. ETAT INITIAL DU SITE.....</b>	<b>12</b>
6.1. Milieu physique.....	12
6.1.1. Occupation du sol et topographie.....	12
6.1.2. Géologie.....	12
6.1.3. Eaux superficielles et souterraines.....	12
6.1.4. Espaces boisés de plus de 4ha.....	17
6.1.5. Risques naturels.....	18
6.2. Milieu naturel .....	19
6.2.1. Périmètres d'inventaire et de protection.....	19
6.2.2. Diagnostic écologique .....	20
6.3. Milieu humain.....	21
6.3.1. Bâti, équipements, réseaux .....	21
6.3.2. Sites et sols pollués .....	23
6.3.3. Mobilité / trafic.....	23
6.4. Paysage et patrimoine.....	24
6.4.1. Patrimoine .....	24

6.4.2. Paysage.....	24
6.5. Cadre de vie .....	24
6.5.1. Ambiance acoustique .....	24
6.5.2. Qualité de l'air .....	25
<b>7. EVALUATION DES INCIDENCES ET MESURES MISES EN ŒUVRE .....</b>	<b>28</b>
7.1. Effets positifs.....	28
7.2. Mesures d'évitement .....	28
7.2.1. Evitement vis-à-vis du milieu naturel .....	28
7.2.2. Evitement vis-à-vis du risque inondation .....	28
7.2.3. Evitement vis-à-vis du paysage .....	29
7.3. Incidences sur le milieu physique et mesures mises en œuvre .....	29
7.3.1. Eaux souterraines et périmètres de protection de captage AEP.....	29
7.3.2. Eaux superficielles et risque inondation.....	30
7.3.3. Espace minimum de bon fonctionnement du cours d'eau .....	31
7.3.4. Risques D'incendie.....	31
7.3.5. Autres risques naturels.....	31
7.4. Incidences sur le milieu naturel et mesures mises en œuvre.....	32
7.4.1. Incidences du futur parc d'activités Jules Rimet sur les zonages écologiques .....	32
7.4.2. Analyse des incidences sur les trames vertes et bleues (TVB).....	33
7.4.3. Analyse des incidences sur les milieux naturels et les espèces protégées et/ou à enjeu local de conservation.....	33
7.4.4. Mesures de réduction et d'accompagnement afin d'éviter les atteintes à l'environnement.....	34
7.5. Incidences sur le milieu humain et mesures mises en œuvre .....	38
7.5.1. Bâti, équipements et réseaux.....	38
7.5.2. Mobilité / Trafic .....	38
7.6. Incidences sur le paysage et LE patrimoine et mesures mises en œuvre .....	40
7.6.1. Patrimoine .....	40
7.6.2. Paysage.....	40
7.7. Incidences sur le cadre de vie et mesures mises en œuvre.....	43
7.7.1. Ambiance acoustique .....	43
7.7.2. Qualité de l'air .....	43
<b>8. SYNTHESE GENERALE .....</b>	<b>44</b>

## 1. PREAMBULE / CONTEXTE DU PRESENT DOCUMENT

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SA3M, Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la réalisation de l'opération d'aménagement dite du « Parc d'Activités Economiques (PAE) Jules Rimet » sur la commune de Sussargues, de part et d'autre des stades existants, dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La réalisation de cette opération d'aménagement répond aux objectifs des principaux documents de planification du territoire (SCoT, SAE), et nécessite de mener plusieurs procédures réglementaires dont :

- La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU communal (DP/MEC du PLU), afin de permettre la réalisation du projet de PAE en créant une zone à urbaniser (dite zone AU2) et en réduisant une zone naturelle (dite zone N et N5).
- L'évaluation environnementale de la DP/MEC du PLU.
- La demande d'examen au cas par cas « Projets » visant à statuer sur la nécessité ou pas de soumettre à évaluation environnementale le projet de création de la voie destinée à la desserte du secteur Nord du projet de PAE, comprise dans le programme des équipements publics de l'opération d'aménagement, et destinée à être remise en propriété/gestion à Montpellier Méditerranée Métropole (rubrique 6.a de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'Environnement).
- Le dossier de déclaration Loi sur l'Eau.
- Le dossier de demande de défrichement pour la partie du projet située dans le périmètre d'un espace boisé de plus de 4ha.

**Dans le cadre de la concertation préalable avec le public de la mise en compatibilité du PLU, organisée au titre de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, la SA3M a souhaité mettre à la disposition du public la synthèse des études environnementales réalisées, destinées à apprécier les incidences pressenties du projet, ainsi qu'à présenter les mesures qu'il est envisagé de mettre en œuvre, tant au titre du projet, qu'au titre de la mise en compatibilité du PLU.**

**Ces études sont résumées dans le corps du présent document, et synthétisées en fin de document.**

## 2. OBJET / RESUME DES ENJEUX ET INCIDENCE

Le présent **dossier de synthèse des études environnementales** présente, pour une parfaite information du public :

- **Le contexte de développement de cette opération de création d'un parc d'activités économiques** dit « de proximité » sur le territoire de la commune de Sussargues, et sur le site du Stade Jules Rimet, à la pointe Sud de la commune (**Chapitres 3 à 5**)
- **L'état initial du site** : milieux physique, naturel, humain, paysage & patrimoine, cadre de vie (**Chapitre 6**).
- **Les incidences pressenties et les mesures générales mises en œuvre** (**Chapitre 7**)

**Le tableau de synthèse général en fin de document (chapitre 8)** permet de présenter de manière synthétique :

- Les enjeux ;
- les incidences induites par le projet ;
- les mesures prises :
  - o dans le cadre du projet ;
  - o dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU avec le projet (OAP, PADD, Plan de zonage, et Règlement).

Ce déroulé permet de mettre en évidence que les enjeux environnementaux ont été intégrés dès la conception du projet.

### Enjeux hydrauliques et de bon fonctionnement du cours d'eau du Valentibus :

Le périmètre du projet a été adapté afin d'éviter la zone inondable (PPRi) du Valentibus, ainsi que l'emprise minimum de bon fonctionnement (EMBF) de ce cours d'eau. Un système de gestion des eaux pluviales adapté sera également mis en œuvre. **Il n'y aura donc aucune incidence sur le risque inondation et le bon fonctionnement du cours d'eau bordant le projet (Valentibus).**

### Enjeux écologiques :

Dès l'origine des projets urbains de la commune, et de l'établissement de son PLU actuellement en vigueur, les enjeux écologiques avaient été pris en compte, avec une approche globale des projets d'aménagement à l'échelle du Sud du territoire communal. Par la suite, dans le cadre des études préalables à l'aménagement du parc d'activités, des orientations plus ciblées ont été définies en concertation avec la DREAL. Le périmètre des zones à urbaniser a été réduit afin d'éviter les zones d'enjeux les plus fortes au Nord du site, tout en offrant un recul vis à vis du hameau des Garrigues Basses, ces espaces créant un écrin végétal autour du PAE qui participe à sa valorisation. **Des dispositions complémentaires ont été étudiées pour réduire les incidences restantes, et accompagner la réalisation de l'opération, dans le respect des enjeux environnementaux.**



**Espaces verts :**

En bordure d’opération, les zones naturelles sont préservées en zone N., tout comme les corridors écologiques qui sont également renforcés par l’aménagement d’une continuité Nord / Sud favorable au Lézard Ocellé à l’Ouest du projet.

A l’intérieur des zones urbanisables, les espaces libres végétalisés maintiendront les milieux favorables à la biodiversité

**La zone AU2 urbanisable à créer représente 3,45 ha**, soit 1,6 % des surfaces totales des zones naturelles, 2,5 % des zones U et AU de Sussargues et 0,5% du territoire communal. Il s’agit d’un espace à caractère déjà en grande partie anthropisé et au sein duquel les prescriptions définies dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU concourent à des incidences limitées sur les milieux naturels.

**Le périmètre à urbaniser se situe en dehors de tout élément du patrimoine architectural ou culturel.**

**Les engagements environnementaux envisagés sont retranscrits dans ce document, et seront mise en œuvre :**

- Dans le cadre de la réalisation du projet
- Dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU, à travers l’OAP, le plan de zonage, et le règlement.

**L’ensemble de ces dispositions permet de réduire significativement les incidences de l’urbanisation projetée sur le paysage et de garantir la préservation du caractère naturel du site.**

**En outre, il n’y aura aucune incidence sur les espaces protégés et en particulier les sites Natura 2000** du fait de leur éloignement et de l’absence de connexion écologique avec le site du projet.

L’éco-conception du projet d’aménagement du PAE Jules Rimet a permis d’éviter les enjeux environnementaux les plus forts (zone inondable PPRi, espace minimum d bin fonctionnement (EMBF) du Valentibus, zones d’enjeux écologiques). En outre, les mesures définies vont permettre de réduire significativement les incidences du projet sur l’environnement.

Pour ce qui concerne la mise en compatibilité du PLU de Sussargues, la zone à urbaniser représente un périmètre réduit, localisé en dehors des zones à enjeux les plus forts. Le PADD modifié, ainsi que les pièces règlementaires créées ou modifiées, formalisent et rendent opposables les mesures en faveur de la préservation de l’environnement, et garantissent une faible incidence de la mise en compatibilité du PLU sur les enjeux environnementaux locaux.

**3. PRESENTATION DU PROJET A L’ORIGINE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**

**3.1. LOCALISATION DU PROJET**

Le projet est localisé sur la commune de Sussargues, dans le département de l’Hérault, à la pointe Sud du territoire communal, aux abords immédiats de l’actuel stade Jules Rimet, le long de la RM54.

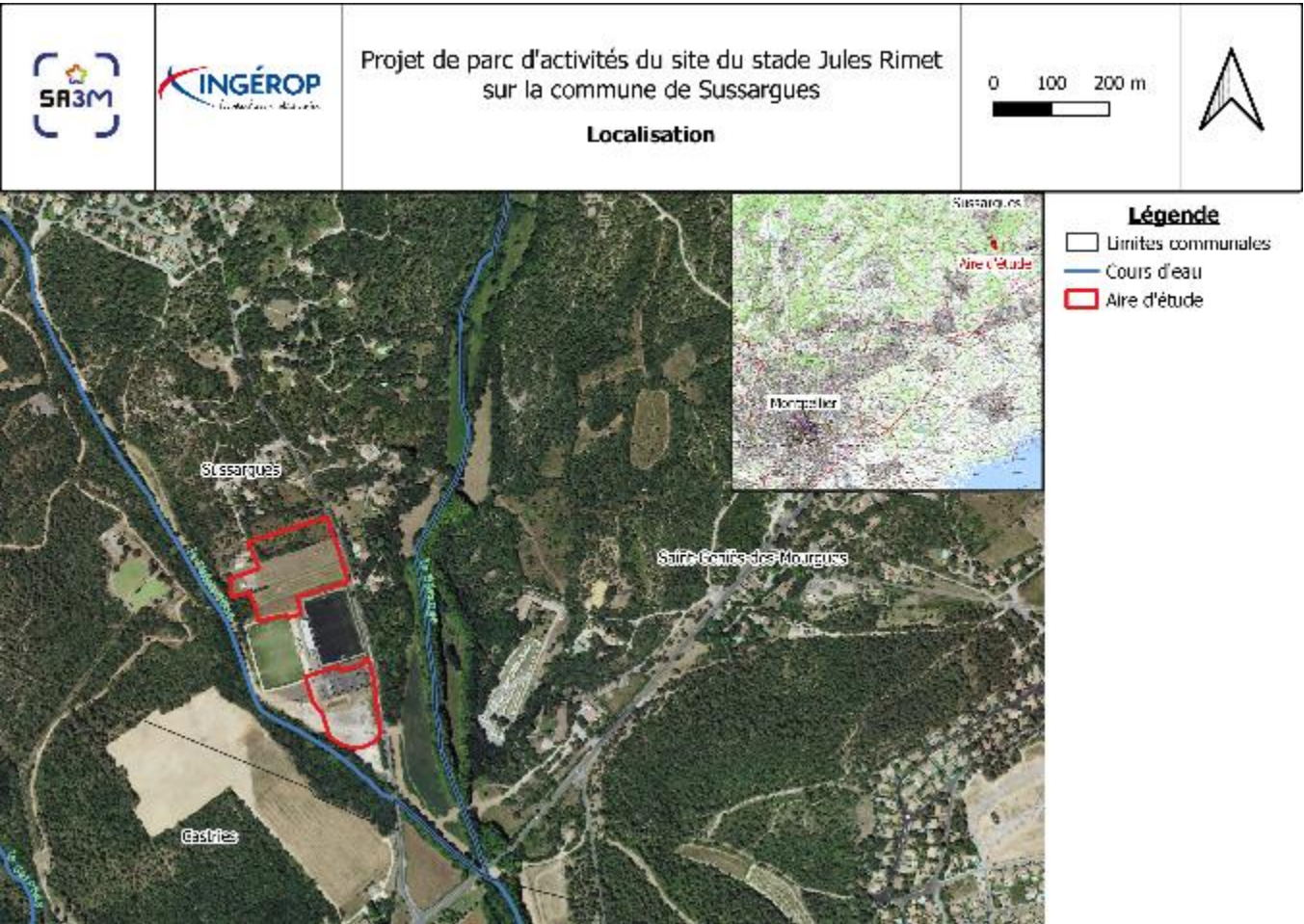


Figure 1 : Localisation du projet



### 3.2. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET (ZONES CONSTRUCTIBLES)

Le projet consiste en l'aménagement d'un parc d'activités divisés en deux secteurs :

- Le **Secteur Nord (2,11 ha constructibles)**, au Nord du stade Jules Rimet, est destiné à accueillir un parc artisanal de trois îlots divisibles, la création d'une voie d'accès en impasse d'une longueur d'environ 130m depuis la RM54, un bassin de rétention des eaux pluviales, et des liaisons piétonnes.
- Le **Secteur Sud (1,34 ha constructibles)**, au Sud du stade Jules Rimet, est destiné à accueillir un îlot cessible d'environ 5.000 m, le déplacement du bassin de rétention des eaux pluviales existants au profit d'un bassin unique plus grand au Sud du projet, ainsi que des liaisons piétonnes.

Le projet global porte ainsi sur une superficie totale constructible (zone AU2) de 3,45 ha et prévoit une surface de plancher (SDP) d'environ 9.000 à 9.500 m<sup>2</sup>.

Le plan de composition général présenté ci-après permet de visualiser les principes d'aménagement du PAE, et la délimitation du futur zonage AU2.



Figure 2 : Plan de composition du PAE Jules Rimet (source : SMU/ORTA)

## 4. JUSTIFICATION DU PROJET

### 4.1. LES OBJECTIFS METROPOLITAINS DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE DU TERRITOIRE

**L'activité économique constitue une ressource créatrice de richesses et d'emplois durables pour tous.**

L'un des enjeux énoncés par le **Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) métropolitain**, approuvé en conseil de métropole le 24 novembre 2016, réside dans le **renforcement de l'offre de foncier d'activités**.

Ces activités sont indispensables au développement du tissu économique du territoire, et génèrent une part d'emplois contribuant à l'équilibre entre l'habitat et l'emploi. Par ailleurs, il a été constaté un déséquilibre entre la nature des nouveaux emplois créés et la qualification des actifs. Il manquerait ainsi globalement au territoire métropolitain entre 10.000 et 12.000 emplois et ce, essentiellement dans le segment industriel et manufacturier.

Les activités à accueillir sont donc prioritairement de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi les activités constitutives de l'économie présente qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante.

Par délibération n°13814, en date du 26 mai 2016, le Conseil de Métropole a défini les **opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain**. Il s'agit, conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, des opérations d'aménagement réalisées dans le cadre de la compétence développement et aménagement économique, social et culturel, qui concourent à la création, l'aménagement ou la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Les orientations et objectifs généraux à l'échelle du territoire métropolitain ont été définis par le SCOT révisé.

#### **Les objectifs quantitatifs du SAE et du document d'orientation et d'objectifs (DOO) du SCOT**

**Le SAE métropolitain** identifie sur les 15 prochaines années un besoin annuel moyen d'environ 17,5 hectares cessibles de foncier économique, à destination des entreprises.

#### **Les typologies et programmations définies au SAE et au DOO du SCOT**

Les objectifs de développement s'orientent sur le territoire métropolitain par la requalification des parcs existants (Salaison, Lauze, Mijoulan, ...), parallèlement à la création de nouvelles polarités lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits dans les parcs existants.

Quatre typologies de polarités économiques dans l'urbanisation existante et les extensions urbaines, ont été définies :

- Polarités économiques rayonnantes en tissu mixte
- Polarités économiques rayonnantes à dominante d'activités
- Polarités économiques d'équilibre à dominante d'activités
- **Polarités économiques de proximité à dominante d'activités (correspondant au projet)**

Pour ce qui concerne **les polarités économiques de proximité**, l'enjeu est d'accueillir l'artisanat au plus proche des zones d'habitat, pour les activités qui ne sont pas adaptées à une localisation en tissus urbain mixte dense.

Ces polarités « de proximité » ont aussi pour vocation à accueillir les activités du « quotidien » qui accompagnent la vie des villes et villages, notamment les entreprises artisanales existantes enserrées dans le tissu urbain et ayant besoin de se développer, sans pour autant devoir quitter le territoire communal.

**L'enjeu est ainsi de développer ces polarités de proximité pour :**

- **répondre aux besoins des entreprises et de les raccrocher au fonctionnement des communes afin de réintroduire l'activité, notamment artisanale, dans la proximité de la ville.**
- **Contribuer généralement à l'équilibre entre l'habitat et l'emploi, et réduire les déplacements pendulaires en rapprochant l'emploi vers les zones d'habitat.**

Ces petites polarités participent au rééquilibrage de l'offre d'emploi sur le territoire dans le cadre de la solidarité métropolitaine, dans le cadre d'un maillage du territoire.

Seront accueillis préférentiellement dans ces parcs d'activités de proximité, en fonction des caractéristiques et de la vocation de ces secteurs, des activités et filières dominantes suivantes :

- les villages d'entreprises artisanales et de services (VEAS),
- les locaux artisanaux,
- les ateliers, bureaux technologiques,
- le négoce.

Et éventuellement en complément des activités et filières citées précédemment, mais de manière minoritaire :

- tout projet non intégrable dans les secteurs mixtes, sous réserve de ne pas dénaturer, notamment par leur ampleur, la vocation principale de chacun de ces parcs,
- les bâtiments de production, stockage, transformation et distribution liés à l'économie agricole



Les objectifs qualitatifs du SAE et du DOO du SCOT

Il s'agit :

- d'adapter les conceptions urbaines, architecturales et paysagères d'ensemble, et à l'échelle de chaque lot ou parcelle, pour assurer la bonne intégration des parcs d'activités à leur environnement en « adoucissant » leurs impacts visuels, et en mettant en place des outils pour promouvoir un cadre de travail agréable.
- de rechercher et favoriser dès que possible l'accessibilité par les réseaux de transport collectif et supports des modes actifs, existants ou à créer ;
- de développer la mutualisation des équipements et services destinés à répondre aux besoins des entreprises (mutualisation des espaces verts, des stationnements pour véhicule de tourisme ou poids-lourds, aires de giration, besoins spécifiques comme les aires le lavage, de stations d'entretien, stations GNP / électrique...) ;
- utiliser des zones non aedificandi pour créer des espaces de détente.

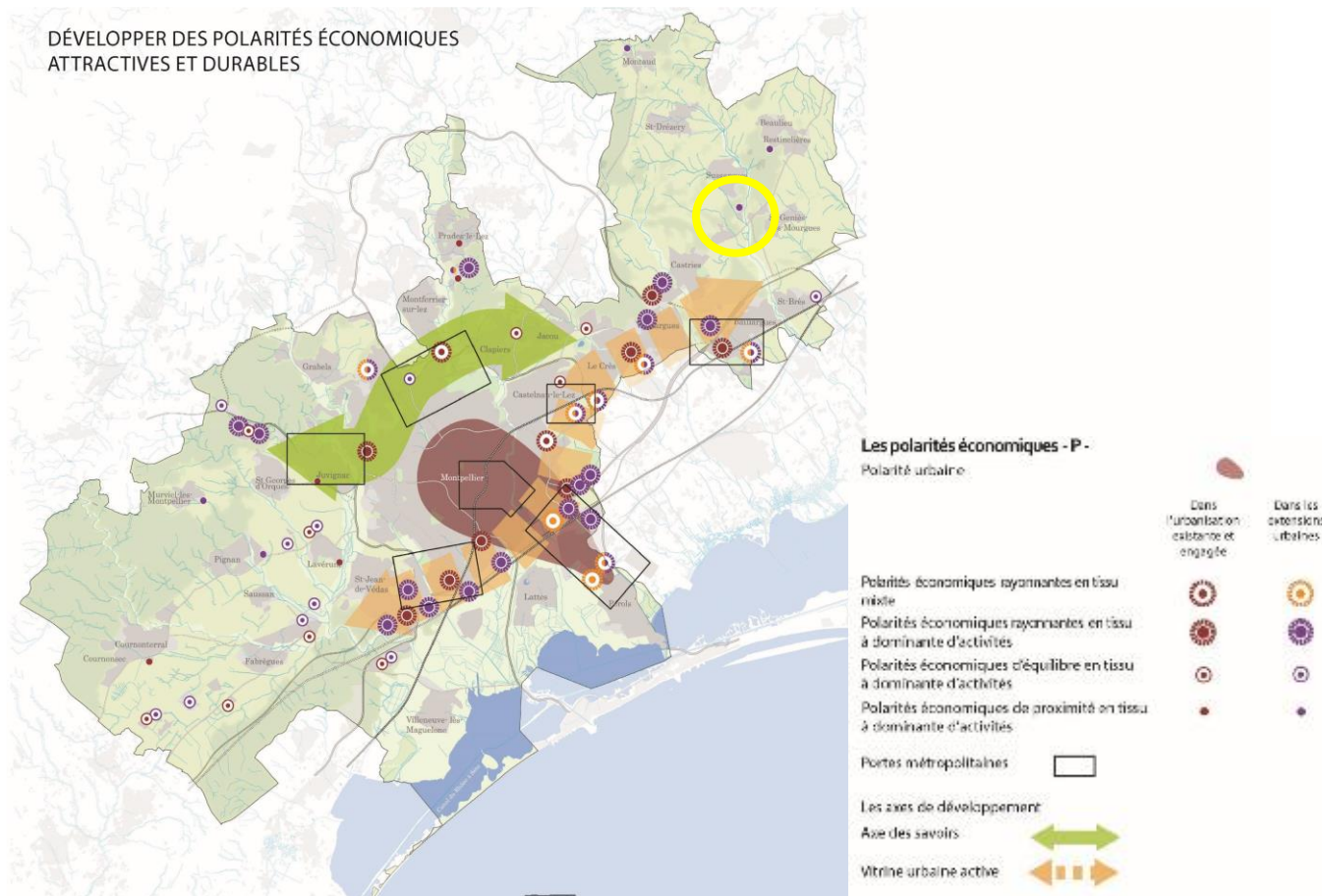


Figure 3 : Carte des polarités économiques du SCOT (source : 3M)

Dans le prolongement des études relatives à la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé, et au Schéma d'accueil des entreprises (SAE), et eu égard à ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté en 2018 la SA3M, afin de réaliser l'ensemble des études préalables à l'aménagement d'un parc d'activités sur la Commune de Sussargues.

4.2. LE CHOIX DU SITE D'IMPLANTATION

A l'issue de ces études préalables, la faisabilité économique et technique du projet d'aménagement a été confirmée par Montpellier Méditerranée Métropole, qui a souhaité le mettre en œuvre dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée à la SA3M.

4.2.1. DOCUMENTS DE PLANIFICATION

En continuité et en adéquation avec les besoins du territoire, dans ce secteur Est de la Métropole, l'implantation d'un parc d'activités de proximité sur la commune de Sussargues est inscrite dans les documents de planification territoriale en vigueur.

Le SCOT révisé de Montpellier Méditerranée Métropole identifie dans son DOO, aux abords du stade Jule Rimet, une future zone d'extension urbaine à dominante d'activités, en continuité avec le complexe sportif existant.

Le projet fait également l'objet d'une OAP dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.

4.2.2. CARACTERISTIQUES SPECIFIQUES DU SITE PROPICE A L'IMPLANTATION D'UN PARC D'ACTIVITES DE PROXIMITE

Le site d'implantation du PAE est particulièrement adapté à l'aménagement d'un projet de parc d'activités pour les raisons suivantes.

- L'existence d'un besoin réel d'offre foncière destinée à :
  - répondre à la carence de l'offre pour les activités économiques sur la commune.
  - si nécessaire, permettre la relocalisation d'activités économiques situées dans le village, mais dont les locaux ou leur environnement sont inadaptées, et qui ont fait connaître leur besoin de réimplantation sur le territoire communal.
  - répondre aux demandes des entreprises "PME, TPE" artisanales, et contribuera à renforcer, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dit de "proximité",

Le diagnostic de programmation économique réalisé lors des études préalables met en évidence un fort besoin de développement en zone d'activités sur ce site. Actuellement, il existe peu de possibilités d'implantation pour les entreprises artisanales sur de petites surfaces de plancher de 150 à 400 m² (SDP), alors que dans la zone d'influence du projet (15 minutes), ces entreprises représentent 3.457 établissements.



Notamment le VEAS Minerve de la ZAE Via Domicia (Castries), le plus proche, accueille surtout des activités de services aux entreprises (bureaux et ateliers), et il existe dans les parcs existants une très faible disponibilité (peu d'annonces). Actuellement il existe donc très peu d'offre pour les entreprises artisanales dans la zone proche du projet et sur le secteur Est, et pas d'offre concurrente proche de Montpellier, les autres zones artisanales en projet au Nord de la RN113 sont plus éloignées et dans d'autres secteurs.

En outre, en contact étroit avec les collectivités, la SA3M a d'ores et déjà enregistré **des demandes concrètes d'entreprises**, qui ont remis une fiche projet résumant leurs prévisions de développement à moyen terme.

- **Un site déjà en partie déjà urbanisé :**

Le site d'implantation du PAE se situe à l'entrée de la commune de Sussargues, venant de Montpellier et Castries. Il est déjà partiellement urbanisé puisqu'il abrite le complexe sportif Jules RIMET composé de deux stades de football dont un avec tribunes (hameau, équipement sportif), et fortement anthropisé (remblais).

A ce titre il est déjà desservi par :

- un accès routier (RM54),
- des réseaux secs et humides (AEP, EP, EU, Electricité, ...).

Les aménagements complémentaires nécessaires sont donc limités et consisteront en :

- la création d'un 2<sup>e</sup> accès sur la RM54 pour le secteur Nord et la création d'une voie de desserte interne
- la prolongation du réseau d'eau potable depuis le sud du village par la Régie des Eaux,
- la prolongation du réseau fibre depuis le sud du village,
- la création/déplacement de bassins de rétention des eaux pluviales,
- la création de réseaux internes.

En outre, le site dispose d'une offre de stationnement existante de 80 emplacements sur le secteur Sud, pouvant être mutualisée dans le cadre d'un foisonnement des usages.

- **Un site géographiquement bien desservi**

Le site d'implantation du PAE est directement accessible :

- Par les axes routiers structurants.
- Par les transports en communs : ligne de bus 27 et 31 du réseau métropolitain (arrêt Les Carrières) qui emprunte la RM54 bordant le projet.

L'entrée sud de Sussargues présente en effet une très bonne accessibilité. Le futur PAE Jules Rimet est d'ores et déjà connecté au réseau routier, via :

- la RM 54 qui longe le site, et qui dispose déjà d'un accès qui sera mutualisé avec le stade ;

- la RM610 distante de moins de 500m.

Au-delà de ces axes locaux, Sussargues profite également

- de sa proximité avec l'autoroute A709, dont l'échangeur le plus proche est situé à Baillargues/Vendargues ;
- de la mise en service de la déviation de Castries a accentué les facilités d'accès depuis et vers le réseau autoroutier, celui-ci étant maintenant accessible en seulement 10 minutes.

L'implantation sur ce site permet d'accéder aux principales communes de l'Est de la Métropole en moins de 15 minutes.

En matière démographique, 147.974 habitants résident à moins de 20 minutes du projet, et plus de 480 000 habitants à 30 minutes.

- **Un cadre de vie agréable pour les usagers :**

Le site d'implantation du PAE bénéficie :

- d'une proximité immédiate avec des espaces verts accessibles au public, que ce soit le cheminement sur les berges du Valentibus (à l'Ouest - qui se prolonge jusqu'au village), et l'aire de loisirs des anciennes carrières (au Nord),
- des équipements sportifs existant du stade.,

Le caractère naturel et en partie boisé des pourtours du site est assez exceptionnel pour un parc d'activités.

- **Une dynamique économique du territoire Est de Montpellier**

Ce site bénéficie de la proximité d'autres pôles économiques rayonnants de la Métropole : Via Domitia et Les Cousteliers (Castries), les Parcs d'activités de la Biste / Aftalion / Massane (Baillargues), et la Zone industrielle du Salaison (Vendargues).

- **Des emprises foncières en partie déjà maîtrisées, permettant un développement rapide d'une première tranche.**

Montpellier Méditerranée Métropole est déjà propriétaire de la totalité du secteur Sud, et d'une partie du secteur Nord. Les deux terrains restants du Secteur Nord sont en cours d'acquisition à l'amiable auprès de propriétaires privés.

#### 4.2.3. **ENJEUX ET OBJECTIFS SPECIFIQUES DU PROJET**

La qualité du site, de son fonctionnement, et du futur cadre de vie, seront renforcés par le parti d'aménagement envisagé, qui prendra en considération les enjeux du site, dans le cadre de principes d'aménagement environnementaux, urbains, et architecturaux, plus amplement décrits dans l'OAP, et repris ci-après :

## Objectifs environnementaux, économiques, sociaux et urbains visés

- **Palier à la carence de l'offre foncière destinée à l'implantation des entreprises productives (artisanat, industrie, etc.) à l'échelle du territoire métropolitain, et en particulier répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises par une offre de foncier adaptée**, en cohérence avec les objectifs du schéma d'accueil des entreprises (SAE) et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé de Montpellier Méditerranée Métropole, visant à dynamiser durablement l'emploi sur le territoire ;
- **Renforcer le maillage de zones économiques de proximité sur l'est du territoire** de la Métropole, où s'exprime particulièrement ce besoin, afin de participer au **rééquilibrage de l'offre d'emploi** là où la fonction résidentielle est prédominante, dans le cadre de la solidarité métropolitaine et en vue de réduire les déplacements pendulaires ;
- **Proposer un aménagement offrant un cadre de travail qualitatif** (végétalisation, création d'espaces de détente, de promenade, services adaptés, ...) **et favoriser le rapprochement entre lieu d'habitation, d'emploi et de loisirs** (accueil d'entreprises locales de rayonnement communal, proximité du village, d'équipements et d'espaces de loisirs/nature) ;
- **Veiller à un impact environnemental minimal** du projet : préservation, restauration ou renforcement des secteurs à enjeux écologiques et patrimoniaux (corridors et réservoirs identifiés par le SCoT; EMBF; gîtes du lézard Ocellé) ; limitation du ruissellement ; intégration paysagère des îlots à bâtir et des bâtiments ; etc.

## Enjeux environnementaux, patrimoniaux et urbains

### Enjeux urbains :

- **Raccrocher le site du PAE au village de Sussargues et aux chemins existants**, par les liaisons actives (piétons, cycles, ...) ;
- **Relier les deux secteurs du PAE** par le cheminement existant entre les deux terrains de jeu du complexe sportif et **valoriser les « accroches » avec la RM54 et le complexe sportif existant** ;
- **Favoriser au sein du secteur le partage des usages (activités/loisirs) et mutualiser les équipements et les services** entre les activités et avec le stade.

### Enjeux paysagers et patrimoniaux :

- **Valoriser le patrimoine paysager existant aux abords du site** : ripisylve du Valentibus et du Bérange, garrigues boisées et ancienne carrière de la Font d'Armand, domaine de Fontmagne au Sud, murets de pierre, etc. ;

### Enjeux environnementaux :

- **Conserver la richesse écologique des abords du site** : évitement du périmètre de l'espace minimum de bon fonctionnement (EMBF) le long du Valentibus et des réservoirs et corridors de biodiversité identifiés par le SCoT en périphérie ; limiter les impacts sur les sites à enjeux de biodiversité identifiés par l'étude naturaliste (CBE, juillet 2018) dans et aux abords du site (notamment murets et enrochements favorables aux gîtes des reptiles) ;

- **Se préserver du risque inondation** : le PPRi du bassin versant de l'étang de l'Or détermine une zone inondable rouge, inconstructible, le long du Valentibus ;
- **Tenir compte de la présence d'anciennes carrières** aux alentours, dans la portance des terrains et l'infiltration des eaux de surfaces des terrains ;
- **Intégrer la préservation des zones de captage** des forages Fontmagne Nord et Sud.

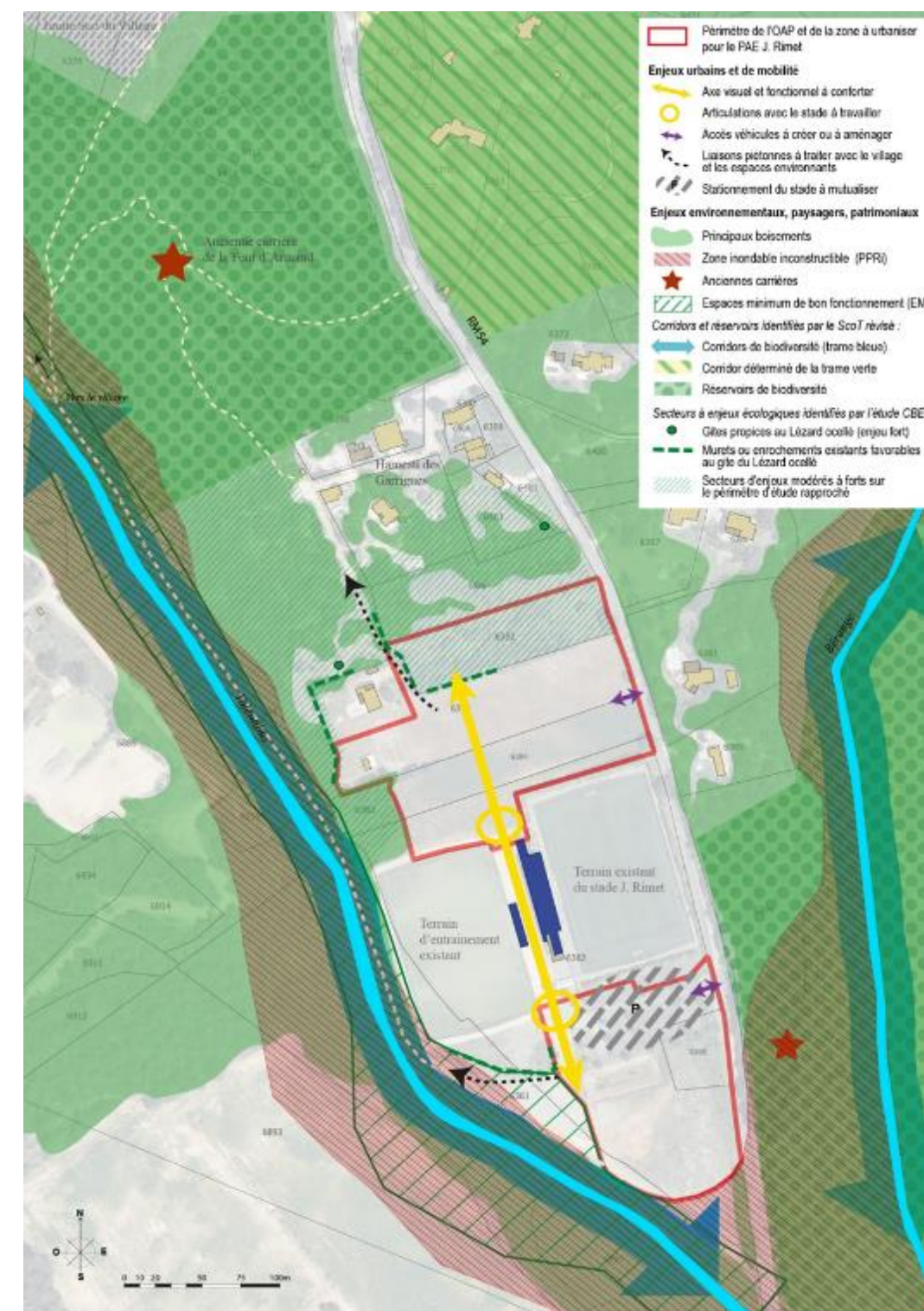


Figure 4 : Synthèse des enjeux du site (source : DiverCités – Mars 2022)



## 5. SITUATION VIS-A-VIS DU PLU ET ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

### 5.1. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SCOT

Le Schéma de Cohérence Territoriale n°2 (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé par délibération du conseil métropolitain du 18 novembre 2019, définit à l'horizon 2040, les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain.

Il fixe les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles.

Le projet de PAE J. Rimet s'inscrit dans le défi 3 du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT n°2 : « Une métropole dynamique et attractive », et répond aux orientations « 2.4. Renforcer et diversifier l'économie » et « 2.5 créer de fonciers économiques attractifs et durables » Cette dernière distingue quatre catégories de polarités économiques en extension urbaine, parmi lesquelles figurent les polarités économiques de proximité à dominante d'activités auxquelles sera rattaché le futur PAE Jules RIMET.

La planche graphique du DOO du SCOT relative au secteur Cadoule et Bérange, auquel appartient la commune, identifie les secteurs de projets objets de la mise en compatibilité du PLU pour partie en « extension urbaine à dominante d'activités » (secteur Nord) et pour partie en « urbanisation existante ou engagée » (secteur sud) – Cf. Carte ci-contre.

L'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs, de part et d'autre du stade Jules Rimet, pour la création d'un parc d'activités de proximité, est ainsi pleinement compatible avec le SCoT n°2

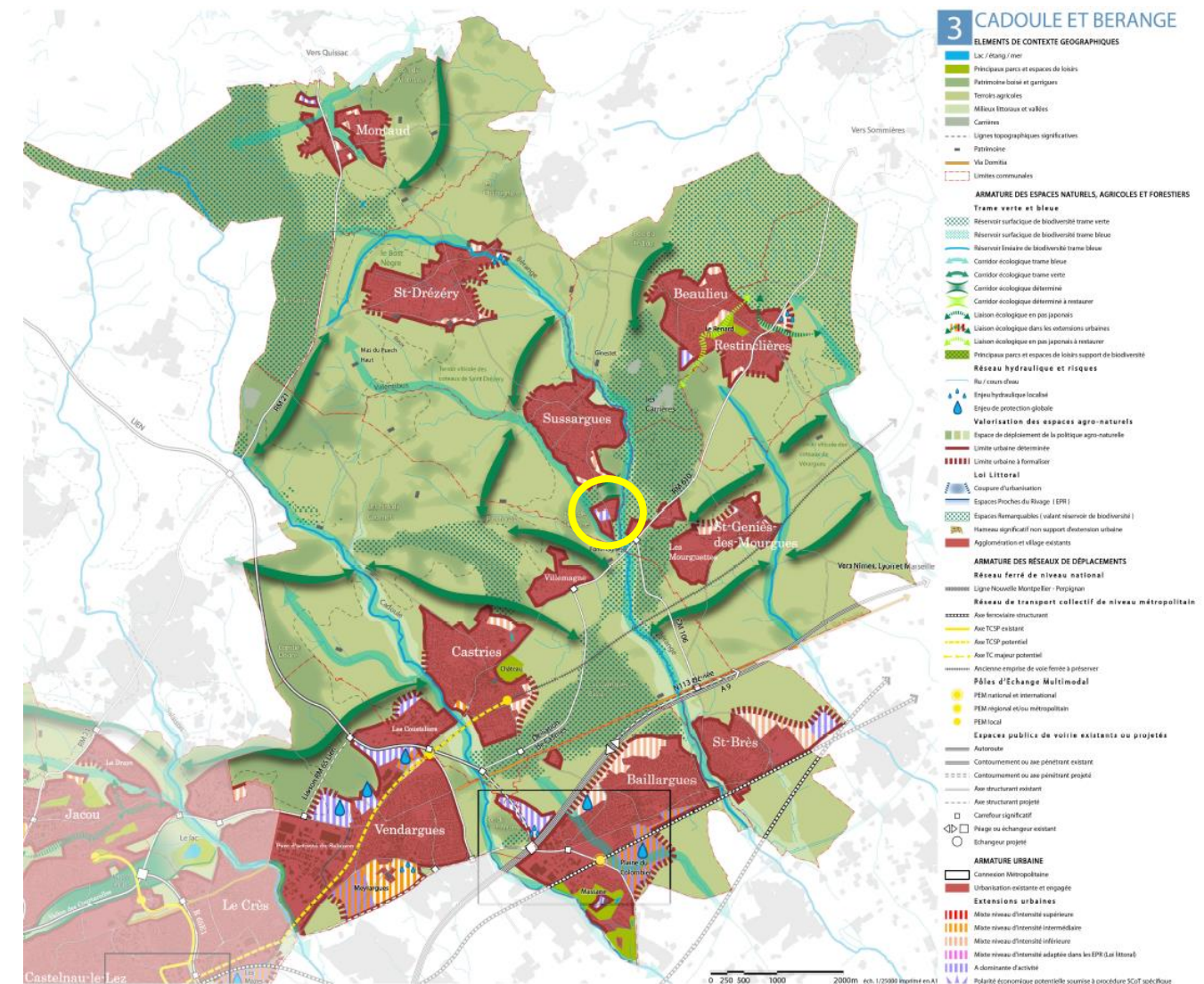


Figure 5 – Plan du DOO du SCOT

### 5.2. COMPATIBILITE AVEC LE PLU EN VIGUEUR ET LES REGLES D'URBANISME APPLICABLES

Le PLU de Sussargues a été approuvé municipal le 24 juin 2013, par délibération du Conseil Municipal.

#### 5.2.1. ANALYSE AU REGARD DU PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) s'articule autour de deux grandes orientations :

- Protéger et valoriser au mieux les territoires naturels et agricoles pour leur valeur économique, environnementale et paysagère ;
- Développer le village tout en assurant la qualité du cadre de vie.

A travers ses orientations générales d'aménagement et de développement, le projet urbain de la ville de Sussargues tend à préciser les trois valeurs essentielles définies par le Schéma de Cohérence Territoriale révisé, soit pour les années à venir :



- la valeur environnementale (préserver le capital Nature)
- la valeur sociale (promouvoir un village des proximités)
- la valeur économique (intensifier le développement et économiser l'espace).

A ce jour, le projet de parc d'activités économiques J. Rimet n'est pas compatible avec le PADD. En effet, le développement économique sur la commune, sous forme de zone dédiée, ne fait partie d'aucune des orientations générales du PADD. Et la création d'équipements sportifs ou halle des sports au nord du stade n'a plus d'objet. Le PADD nécessite ainsi d'être adapté sur ces points.

### 5.2.2. ANALYSE AU REGARD DES PIÈCES RÉGLEMENTAIRES

Le site du projet se situe en zone naturelle (zone N) du PLU, et majoritairement en secteur N5 et très ponctuellement en secteur N1 :

- le secteur N1 correspond aux grands ensembles boisés et aux corridors écologiques le long des ruisseaux. Il s'agit d'espaces sensibles à préserver où il y a très peu de constructions et où les nouvelles constructions ne sont pas autorisées.
- le secteur N5, situé autour du stade, où seuls les équipements d'intérêt général ainsi que les constructions, installations et aménagements nécessaires aux activités sportives et de loisirs sont autorisées, pour autant qu'ils soient conçus dans un plan d'aménagement d'ensemble, dans la limite de 2500 m<sup>2</sup> de surface de plancher au total.

Au vu de la vocation et des prescriptions affiliées à la zone naturelle et à ces deux secteurs N1 et N5, le projet n'est pas compatible avec le plan de zonage et le règlement du PLU opposables.

**En l'état, la faisabilité de ce projet de PAE dans ce secteur de la commune, nécessite la mise en compatibilité du PLU.**

Par ailleurs, le site est concerné par plusieurs servitudes d'utilité publique :

- le zonage du PPRI ;
- le périmètre de protection rapproché du captage de Fontmagne Sud ;
- une servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission (PT2) ;
- un emplacement réservé en bordure Est, le long de la RM54 (ER D1), destiné à l'élargissement de cet axe.

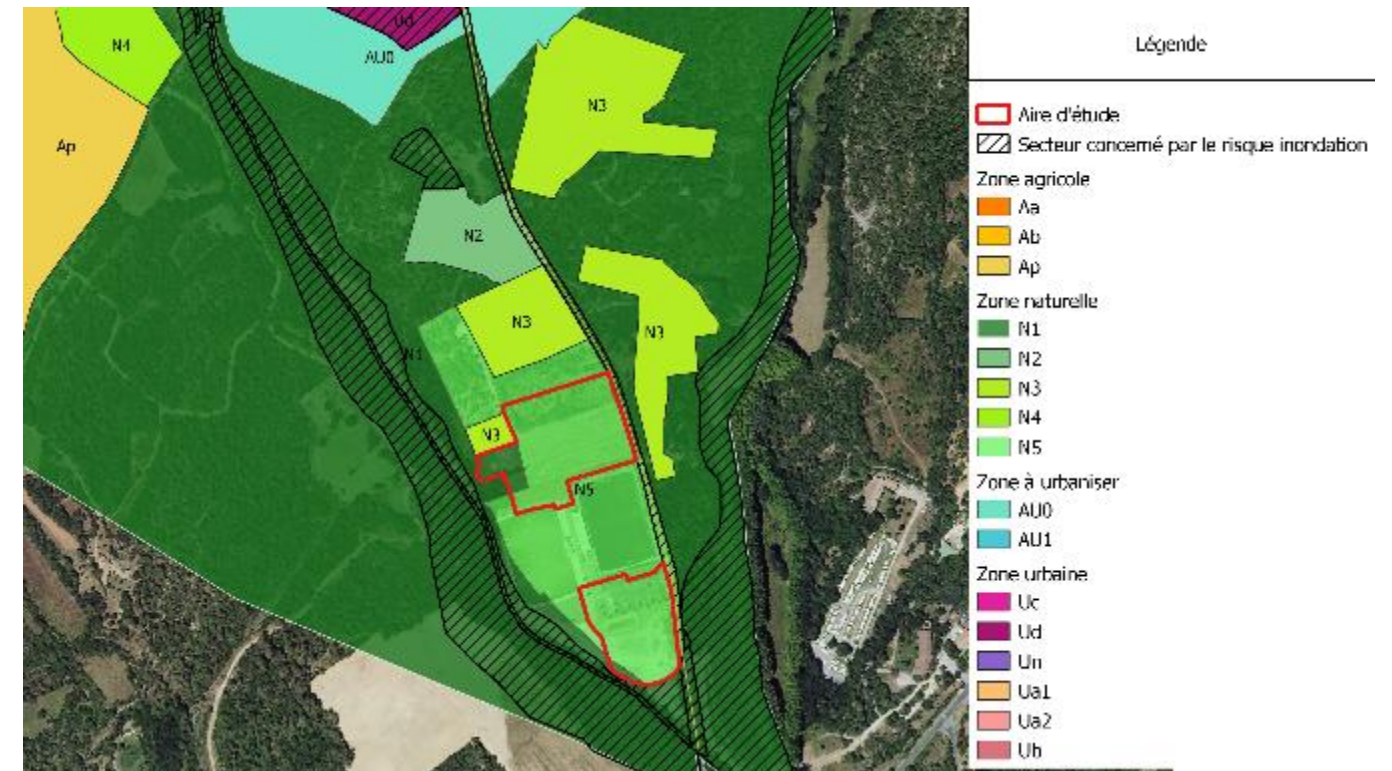


Figure 6 : PLU de Sussargues

### 5.3. CONSISTANCE DE LA MISE EN COMPATIBILITÉ

La mise en compatibilité consiste en :

- La création d'un nouveau secteur à urbaniser (AU2) destiné aux parcs d'activités économiques de proximité.
- la création d'un nouveau règlement pour ce nouveau secteur à urbaniser à vocation économique ;
- la réalisation d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) spécifique
- l'adaptation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), afin d'intégrer des dispositions spécifiques à cette future zone d'activités économiques.



## 6. ETAT INITIAL DU SITE

### 6.1. MILIEU PHYSIQUE

#### 6.1.1. OCCUPATION DU SOL ET TOPOGRAPHIE

Le secteur est actuellement occupé par des infrastructures sportives récentes : deux stades en revêtement synthétique, tribunes, voies d'accès en enrobé, voie piétonne en stabilisé, parkings et espaces verts.

Les îlots au nord et au sud qui ont été retenus pour des aménagements sont composés :

- Pour le secteur Nord : de friches et de terrains enherbés ainsi que de lisières boisées.
- Pour le secteur Sud : de sols (remblais) quasiment nus (terre et graviers) avec une très faible végétation herbacée, et d'un bassin d rétention des eaux pluviales.



Figure 7 : Occupation du sol

Le secteur présente une topographie relativement plane aux alentours de 45m NGF, avec une légère pente Nord / Sud.



Figure 8 : Topographie du secteur (source : Topographic-map)

#### 6.1.2. GEOLOGIE

Une étude géotechnique réalisée par le bureau d'étude EGSA en janvier 2019 a permis de préciser le contexte géologique local. Les sondages et essais réalisés ont ainsi mis en évidence la succession lithologique suivante :

- Matériaux remblayés : ces matériaux sont constitués de graves et blocs de taille pluri-décimétrique baignant dans une matrice plutôt limoneuse, et dont l'épaisseur est difficile à estimer
- Colluvions : au-delà de la couche localisée de remblai évoquée précédemment, les fouilles à la tractopelle, ont systématiquement permis de visualiser des matériaux d'origine colluviale sous une forme de limon argileux présentant quelques graves et blocs épars.
- Substratum Miocène constitué de grès calcaire très compact.

#### 6.1.3. EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

Dans le cadre des études préalables à l'aménagement du PAE, une étude hydraulique et de gestion des eaux pluviales a été réalisée par le bureau d'étude CEREG, en janvier 2019. Les éléments présentés ci-après sont extraits de cette étude spécifique.



#### 6.1.3.1. EAUX SUPERFICIELLES

##### A. Réseau hydrographique

Le projet est bordé par le Valentibus à l'Ouest. Ce cours d'eau est un affluent du Bérange qui s'écoule à l'Est du projet, à une centaine de mètres de la RM54.

Les deux cours d'eau confluent au niveau de l'ouvrage de franchissement de la RM610, 270 m au sud du projet.

Le Bérange parcourt ensuite 12 km avant de se rejeter dans l'étang de l'Or. Aucune station hydrométrique n'assure le suivi débit métrique de ce cours d'eau.

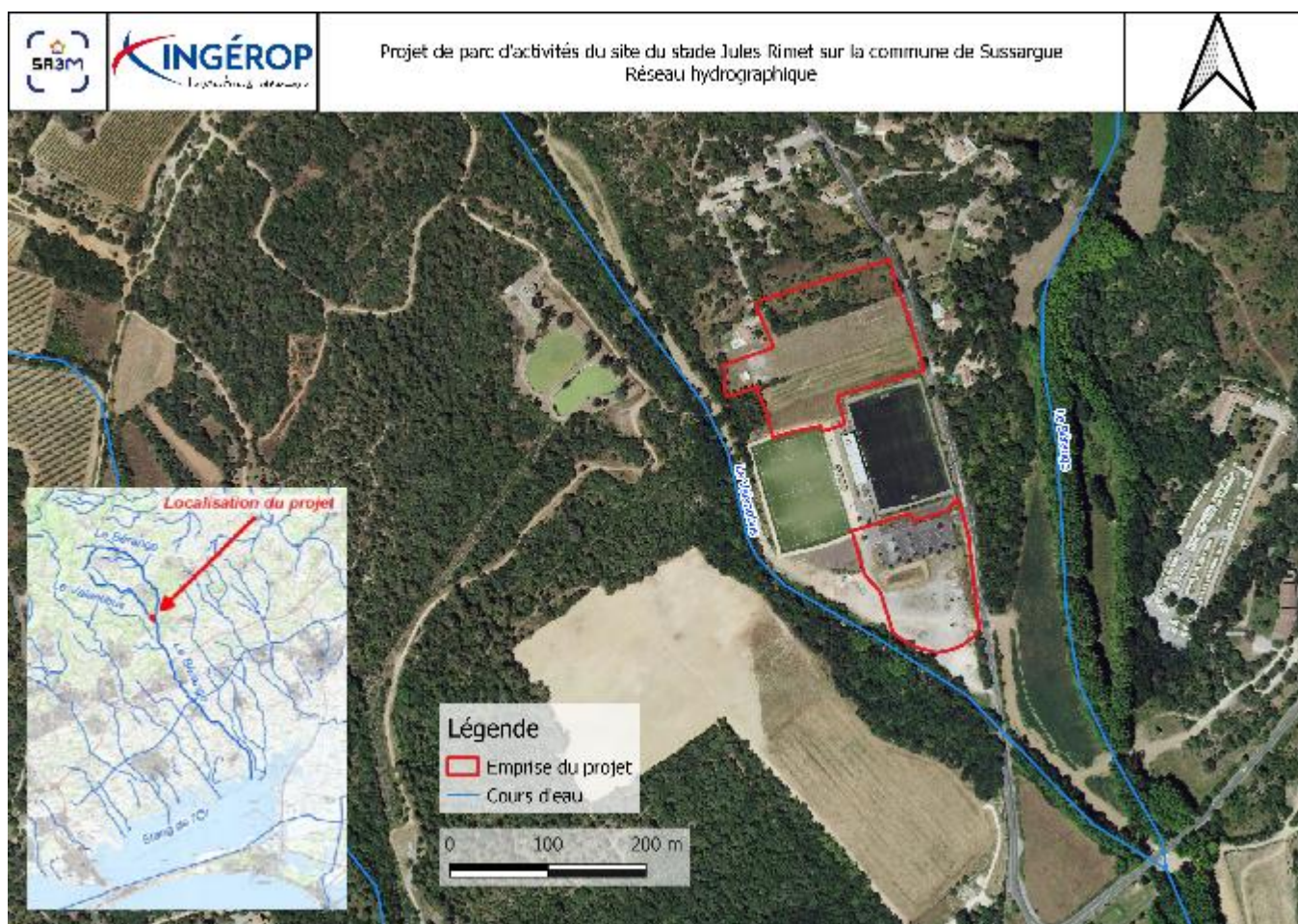


Figure 9 : Réseau hydrographique

##### B. Bassins versants

Le projet s'inscrit au sein du bassin versant du Bérange (masse d'eau FRDR138), plus particulièrement sur le sous bassin versant du Valentibus, affluent rive droite du Bérange.

Le bassin versant du Bérange draine 77 km<sup>2</sup>, celui du Valentibus 7 km<sup>2</sup> (9% du bassin du Bérange).

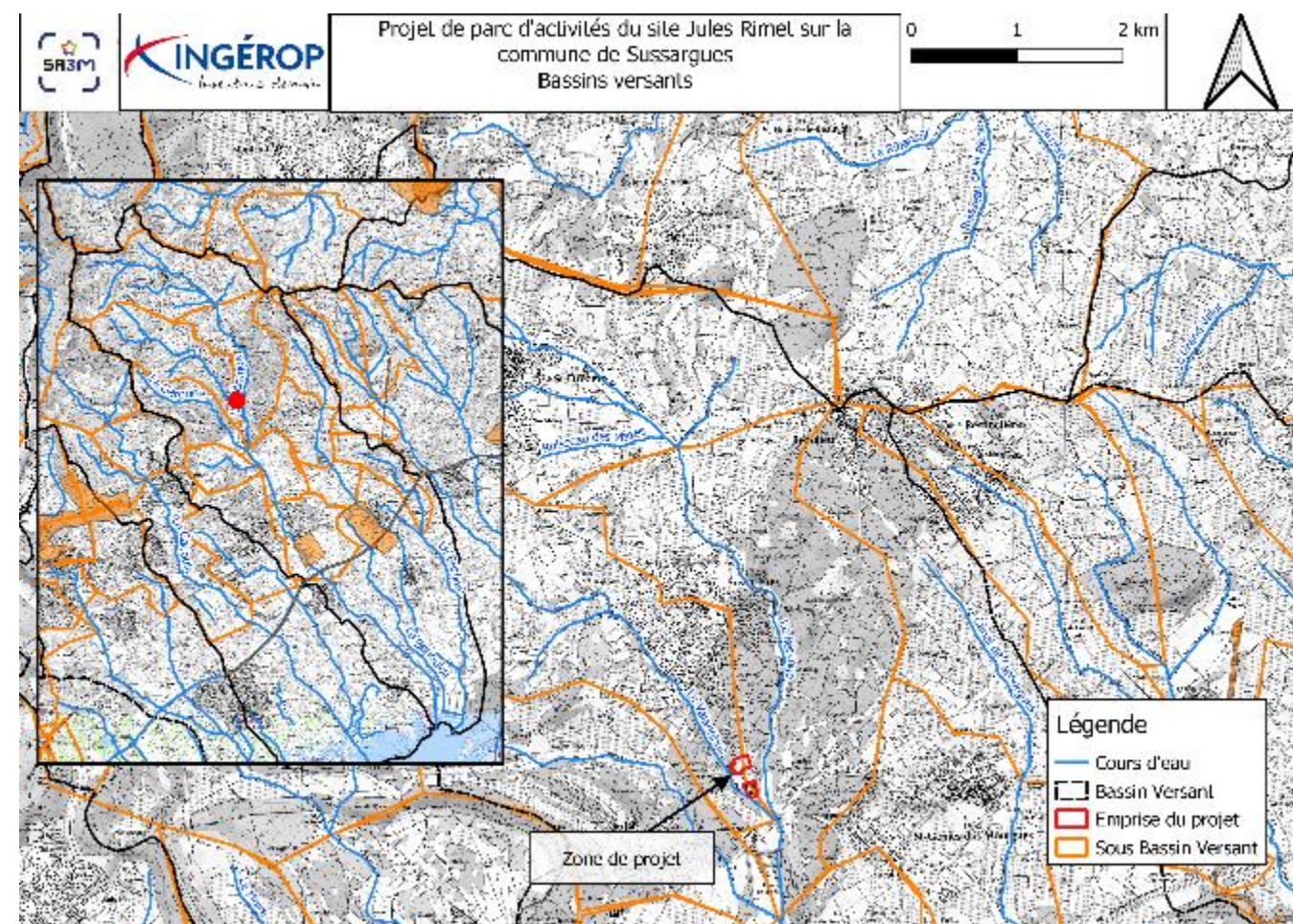


Figure 10 : Bassins versants

#### 6.1.3.2. EAUX SOUTERRAINES

Deux piézomètres se situent à proximité du projet :

- Le piézomètre de la décharge sur la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues, à 600 m du projet. Ce piézomètre se situe à 53 m NGF et enregistre les niveaux de nappe depuis 1981 ;
- Le piézomètre de Bérange Nord sur la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues, à 800 m du projet. Ce piézomètre se situe à 54 m NGF et enregistre les niveaux de nappe depuis 2000.





Figure 11 : Piézomètres à proximité

L'analyse des relevés montre une profondeur de nappe relativement élevée : le niveau de nappe le plus haut observé à Béranges Nord est de 13.52 m sous le terrain naturel (13/03/2001). A la décharge, le niveau de nappe maximal observé était situé à 9.5 m du terrain naturel (01/02/1988).

On remarque que la dynamique des saisons hydrologiques est très marquée, ce qui traduit le caractère réactif de la nappe, probablement liée à une bonne perméabilité des calcaires du Burdigalien.

Par ailleurs, au cours de l'étude géotechnique menée en juillet 2019 par le bureau d'études EGSA, aucune arrivée d'eau n'a été observée à la faveur des fouilles à la pelle réalisées jusqu'à -2,5 m par rapport au niveau du terrain actuel, et le sondage piézométrique a relevé un niveau d'eau à 7,5 m par rapport au terrain actuel, c'est-à-dire à 37,3 m NGF. Ce niveau correspondant vraisemblablement au toit de la nappe phréatique, ce qui indique l'absence de nappe phréatique à faible profondeur. L'étude précise toutefois que les niveaux de nappe peuvent connaître des fluctuations d'ordre métrique lors de périodes très pluvieuses : un tube piézométrique a été ainsi installé pour pouvoir suivre l'évolution du toit de la nappe dans l.

**Néanmoins, même si le niveau de la nappe subit une hausse importante, celle-ci n'est pas affleurante et n'est pas susceptible de venir perturber le projet d'aménagement.**

### 6.1.3.3. PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGE

Le site se trouve dans le périmètre de protection de plusieurs captages, dont l'objet est la protection contre la migration de substances polluantes.

#### **SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PLAN DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU : AQUIFERE MOLASSIQUE DE CASTRIES (556B2)**

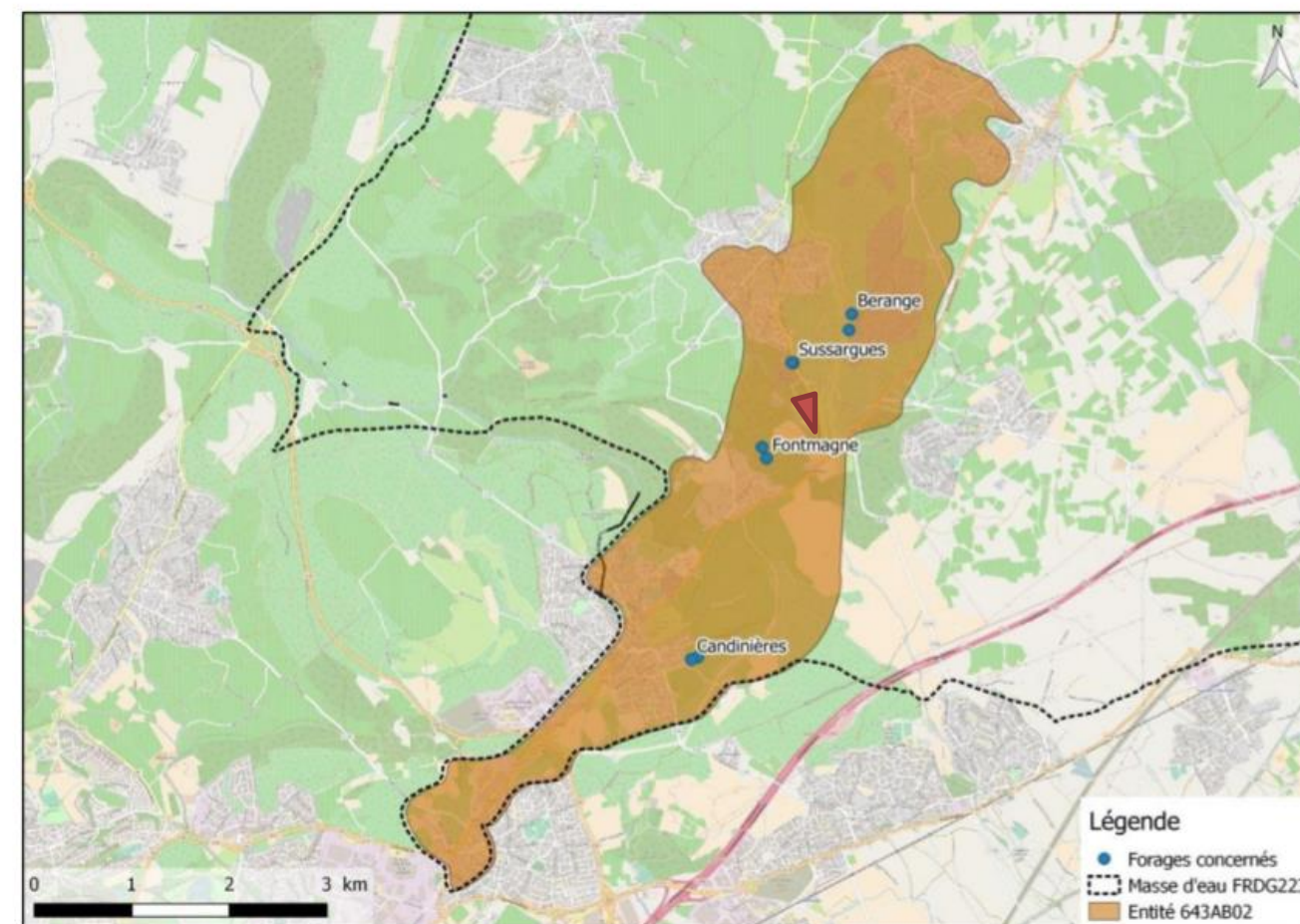


Figure 12 : Localisation des captages (zone projet PAE en rouge)

Les prescriptions applicables au sein de ces périmètres font l'objet des arrêtés cités ci-dessous.



- **Périmètre de protection rapproché du captage de Fontmagne Sud et Nord**  
arrêté n°2003-01-3521

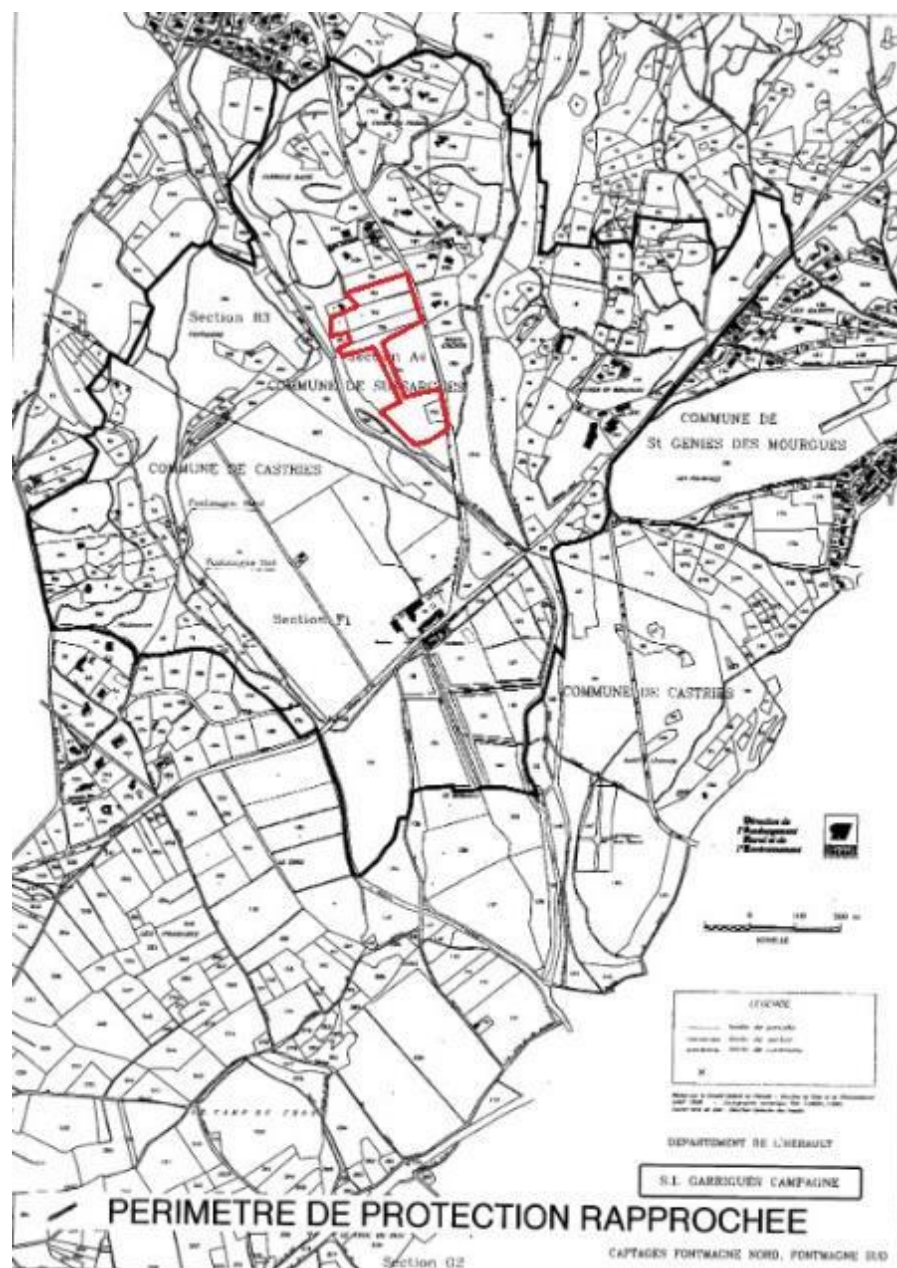


Figure 13 : Périmètre de protection rapprochée des captages de Fontmagne (source : DUP)

- **Périmètre de protection éloigné Bérange Sud et Nord.**  
arrêté n°2003-01-3522

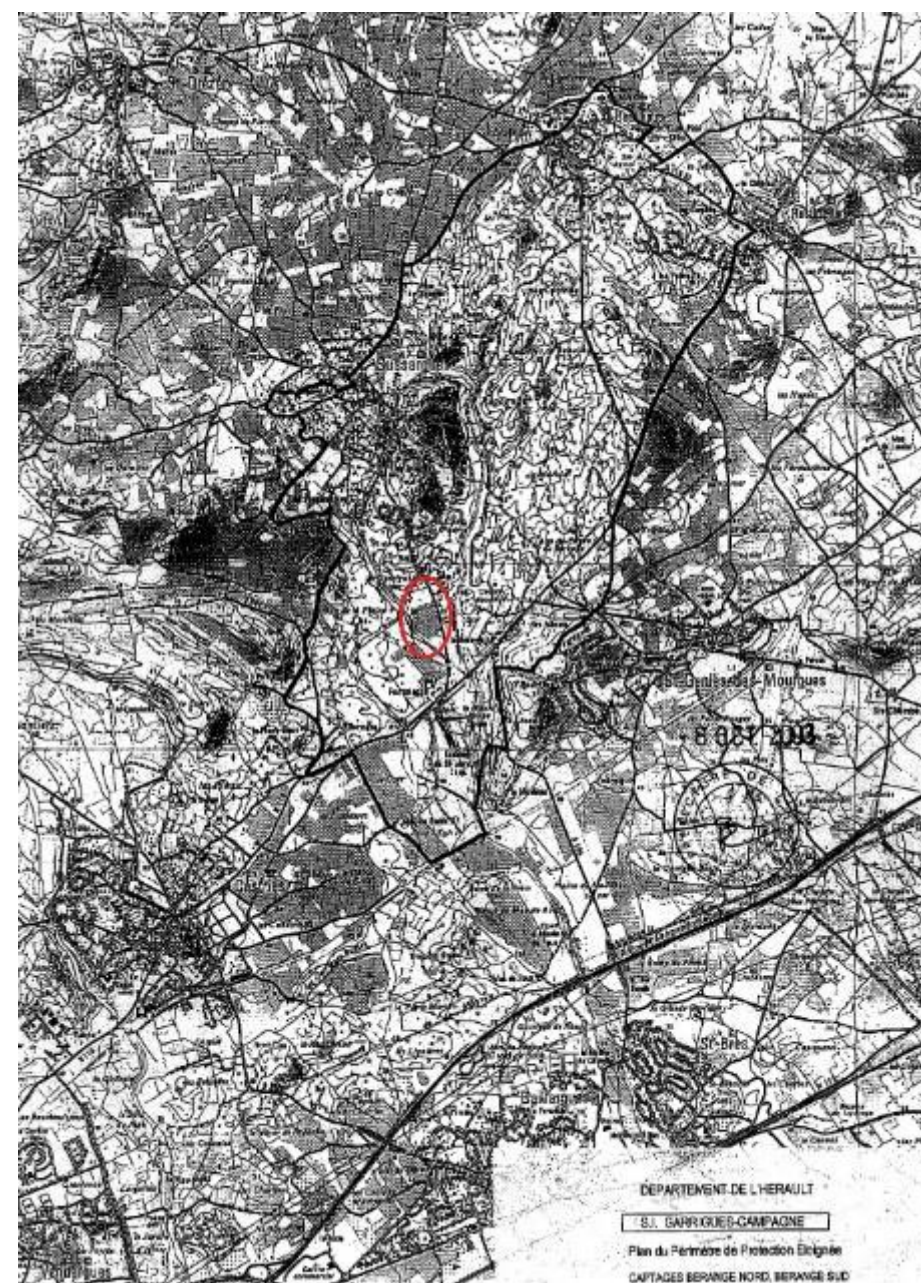


Figure 14 : Périmètre de protection éloignée des captages de Bérange (source : DUP)



- **Périmètre de protection éloigné Candinières.**

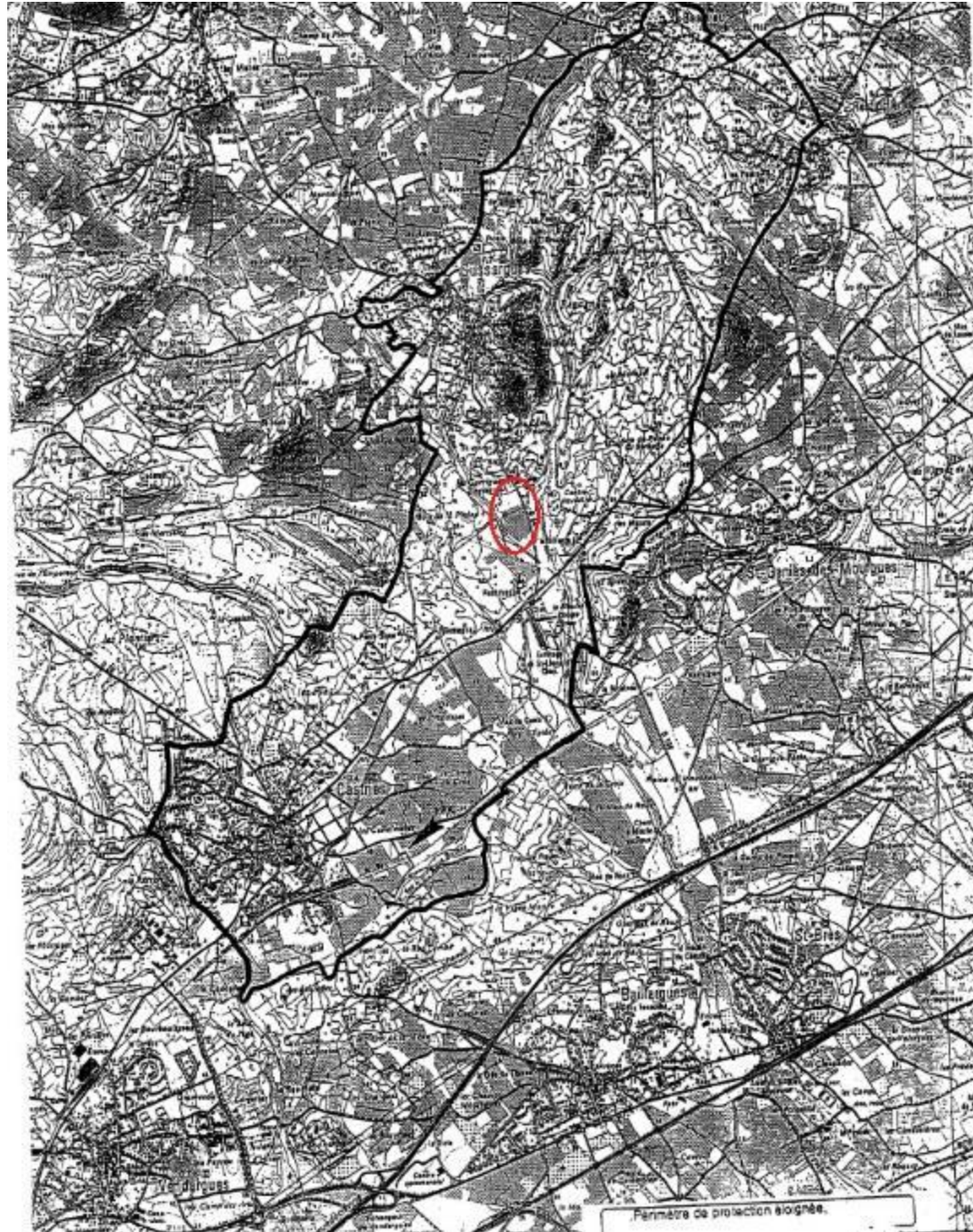


Figure 15 : Périmètres de protection des captage AEP Candinières (source : DUP)

- **Périmètre de protection éloigné des Garrigues Basses**

Les deux captages des Garrigues Basses sont inscrits sur la liste des captages prioritaires du SDAGE, car présentant une qualité dégradée par les pollutions diffuses, et sur la liste nationale des 501 captages prioritaires « Grenelle » menacés par les pollutions diffuses. Ils sont intégrés dans le périmètre constituant l'aire d'alimentation de l'ensemble des captages (AAC) de Garrigues Basses et Bérange délimitée par arrêté préfectoral n°DDT34-2019-08-10653 en date du 28 août 2019, dont l'objet est de mettre en œuvre une démarche de protection de la ressource sur la zone de protection de captage (ZPC), qui correspond à l'ensemble de l'AAC, afin de reconquérir sa qualité et pérenniser l'alimentation en eau potable de la commune de Sussargues, à travers un programme d'actions porté et animé par Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne.

Les forages de Garrigues Basses ont été rebouchés et abandonnés, seuls les forages de Bérange perdurent à ce jour pour l'alimentation en eau potable. Ce point est repris dans l'arrêté du 28/08/2019.

Les forages de Garrigues Basses n'apparaissent donc plus sur la cartographie de l'ARS

- **Synthèse des périmètres de protection des captages en activités**

La carte de l'ARS ci-après récapitule les périmètres de protection des captages concernés par le projet.



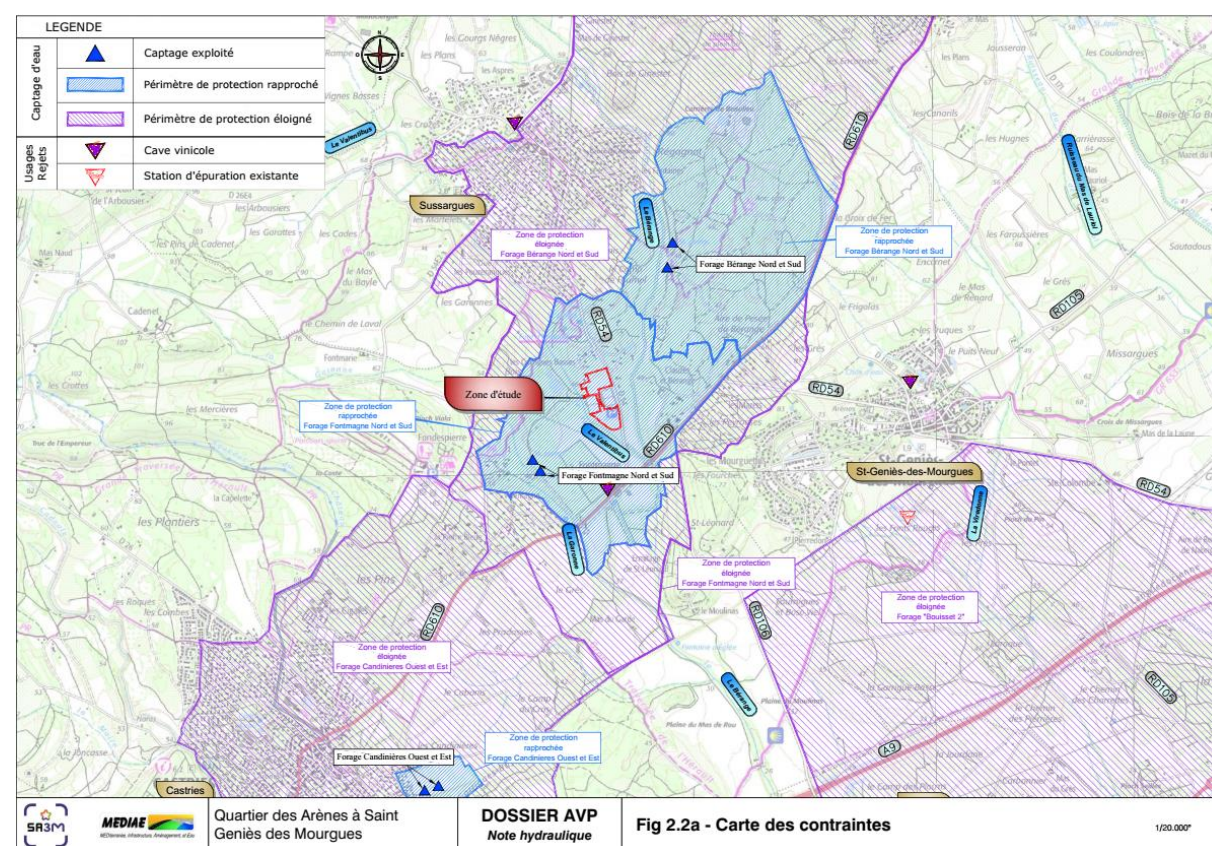


Figure 17 : Carte de synthèse des périmètres de protection concernés (source : ARS)

#### 6.1.3.4. ZONE DE SAUVEGARDE DE LA RESSOURCE EN EAU EXPLOITEE (ZSE) DE « SAINT GENIES/SUSSARGUES »

Face à la sensibilité de la ressource en eau souterraine dans ce secteur, et dans le cadre de l'élaboration de son projet de plan local d'urbanisme intercommunale (PLUi), Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser une étude sur le secteur du captage de Bérange par le bureau d'études BERGA SUD. L'objet de cette étude porte sur l'extension et l'homogénéisation des cartographies caractérisant la vulnérabilité intrinsèque des aquifères stratégiques pour l'eau potable, c'est-à-dire leur sensibilité naturelle au transfert de pollutions. Ces cartographies distinguent des Zones de Sauvegarde de la ressource en eau Exploitée Actuellement (ZSEA) et des Zones de Sauvegarde de la ressource en eau Non Exploitées Actuellement (ZSNEA).

Le périmètre du projet s'inscrit dans le périmètre de la ZSEA de « Saint-Génies / Sussargues », d'une superficie de 168 ha et englobant les captages d'eau potable de Bérange et de Fontmagne pour l'alimentation locale en eau. Cette zone présente un indice de vulnérabilité globalement élevé pour la ressource en eau. Un tel zonage suppose la mise en place de mesures d'évitement et/ou de réduction des impacts, non encore opposables à ce jour, afin de ne pas porter atteinte à la ressource en eau souterraine existante.

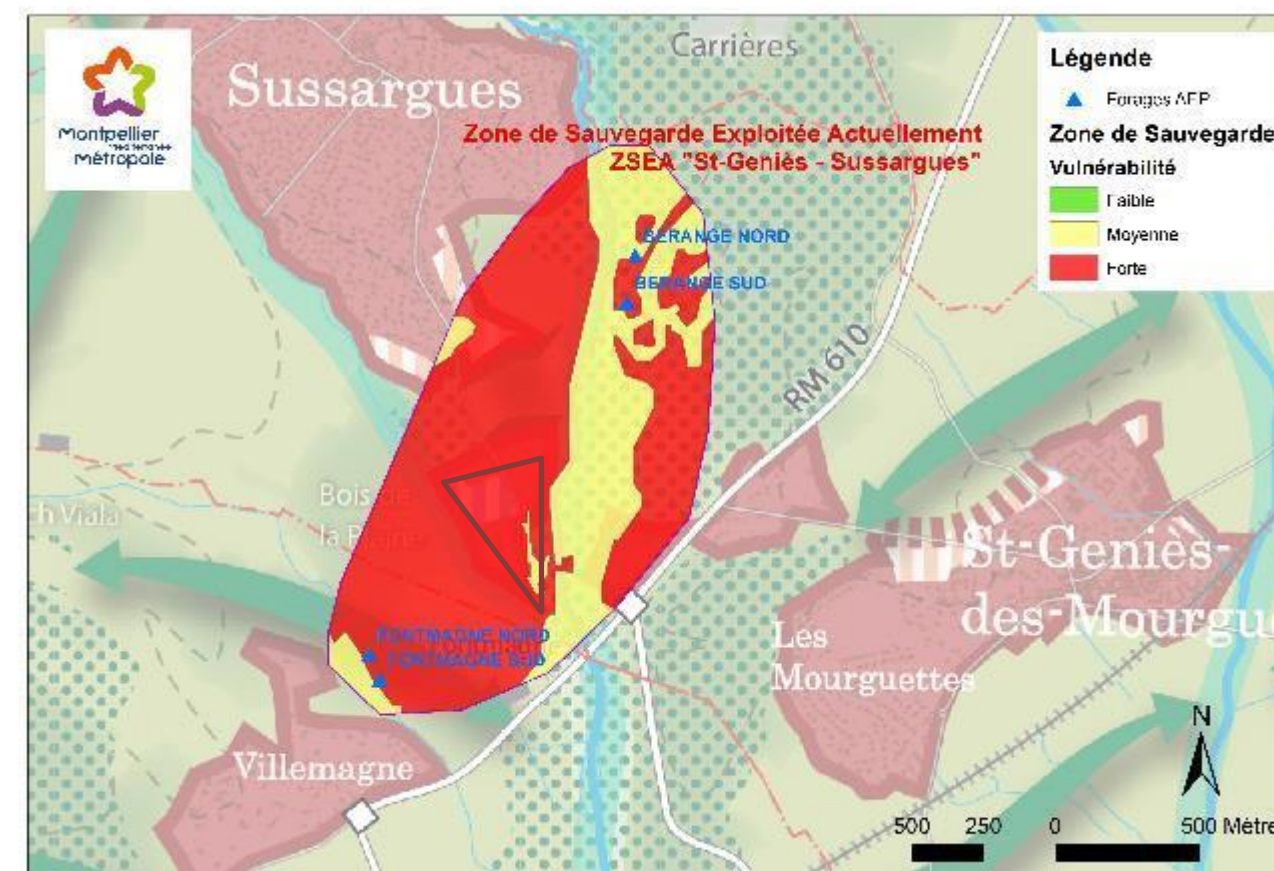


Figure 18 : ZSE de Saint-Génies/Sussargues (zone projet trait foncé)

#### 6.1.4. ESPACES BOISES DE PLUS DE 4HA

Le site se situe en partie, dans sa limite Nord, au sein d'un espace boisé de plus de 4ha, tel que défini dans les cartes de la DDTM, établies sur la base des cartes IGN 2017, sur lequel s'applique la réglementation relative au défrichement.

**Cette partie du projet sera soumise à autorisation défrichement**, et à compensation en nature ou en espèce. **En outre, vu l'emprise de la surface à défricher une demande d'examen au cas par cas sera effectuée afin de déterminer si ce défrichement est soumis ou non à la réalisation d'une évaluation environnementale.**





Figure 19 : Zonage des boisements (source : site internet Préfecture de l'Hérault)

#### 6.1.5. RISQUES NATURELS

##### 6.1.5.1. RISQUE INONDATION

**Le principal risque naturel identifié sur le secteur est le risque inondation.**

En effet, le projet est bordé par le Valentibus qui s'inscrit dans le PPRI du bassin versant Nord de l'Etang de l'Or, approuvé par arrêté préfectoral le 18 mars 2004.

D'après le plan de zonage de ce document, l'îlot situé au Sud de la zone du projet est très partiellement concerné par la zone rouge « R » du PPRI (voir ci-dessous).

Cette zone correspond aux zones inondables naturelles, peu ou non urbanisées, d'aléa fort.

Sur cette emprise, aucune modification de l'occupation du sol n'est autorisée.

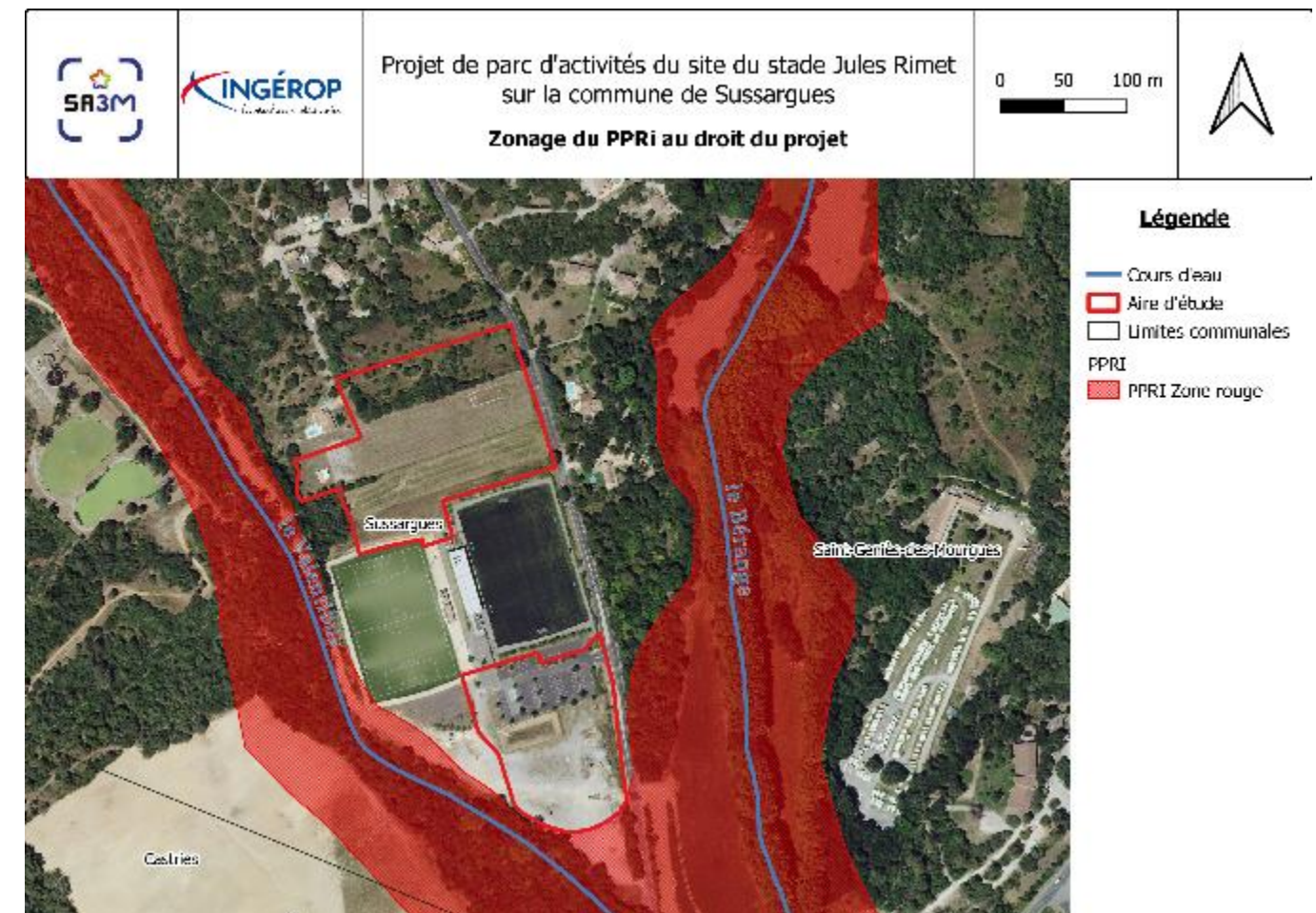


Figure 20 : Zonage du PPRI au droit du projet

##### 6.1.5.2. ALEAS FEUX DE FORETS

###### PPRIF

**Le projet est situé en dehors des zones de protection des risques d'incendie de feux de forêt (PPRIF).**

###### ALEA FEUX DE FORETS

La préfecture de l'Hérault a procédé fin 2021 à l'actualisation de la carte départementale de l'aléa feux de forêts sur les zones forestières et assimilées (landes), et l'a portée à la connaissance des différentes collectivités au mois de février 2022. La commune de Sussargues est concernée par cet aléa dont le zonage est disponible sur le site internet de la DDTM 34.

**Au vu de ces cartes, le périmètre de projet se situant en limite d'espaces boisés, il est impacté par cet aléa, et plus particulièrement le secteur Nord envisagé en amont du complexe sportif qui est en partie classé en zone d'aléa fort.**



Selon la notice d'urbanisme jointe au porter à connaissance de l'aléa feu de forêt départemental réalisée par la DDTM 34 dans ce type de zone : ***l'extension d'une zone urbanisée peut être admise dans le cadre d'une nouvelle opération d'ensemble sous conditions renforcées et après réalisation d'une étude de risques destinée à définir le programme des équipements à mettre en œuvre pour réduire l'aléa et la vulnérabilité de la zone au feu de forêt.***

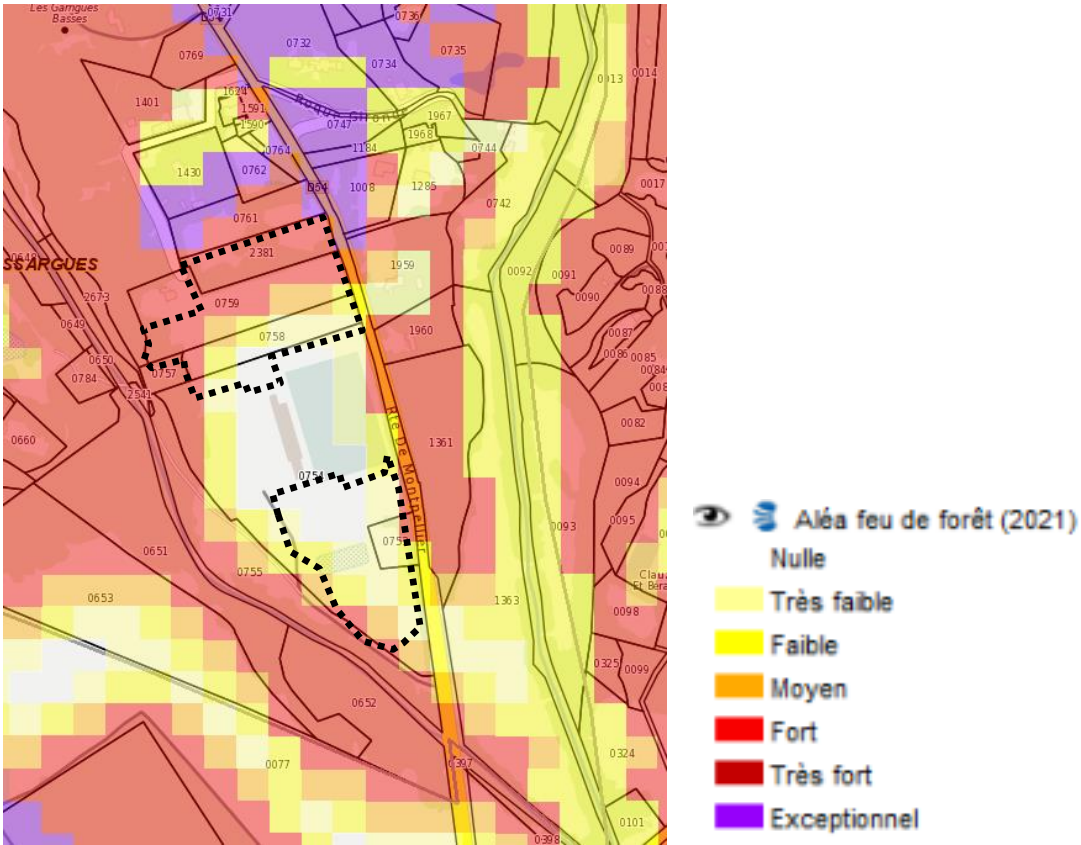


Figure 21 : Zonage de l'aléa feux de forêt (source : site internet Préfecture de l'Hérault)

6.1.5.3. AUTRES RISQUES NATURELS

RISQUE SISMIQUE

La commune de Sussargues est située en zone de sismicité de niveau 2 (faible).

RISQUE RETRAIT / GONFLEMENT DES ARGILES

Par ailleurs, le secteur d'étude est partiellement concerné par un aléa moyen de retrait / gonflement des argiles. L'îlot Sud et l'extrémité Est de l'îlot Nord sont ainsi exposés.

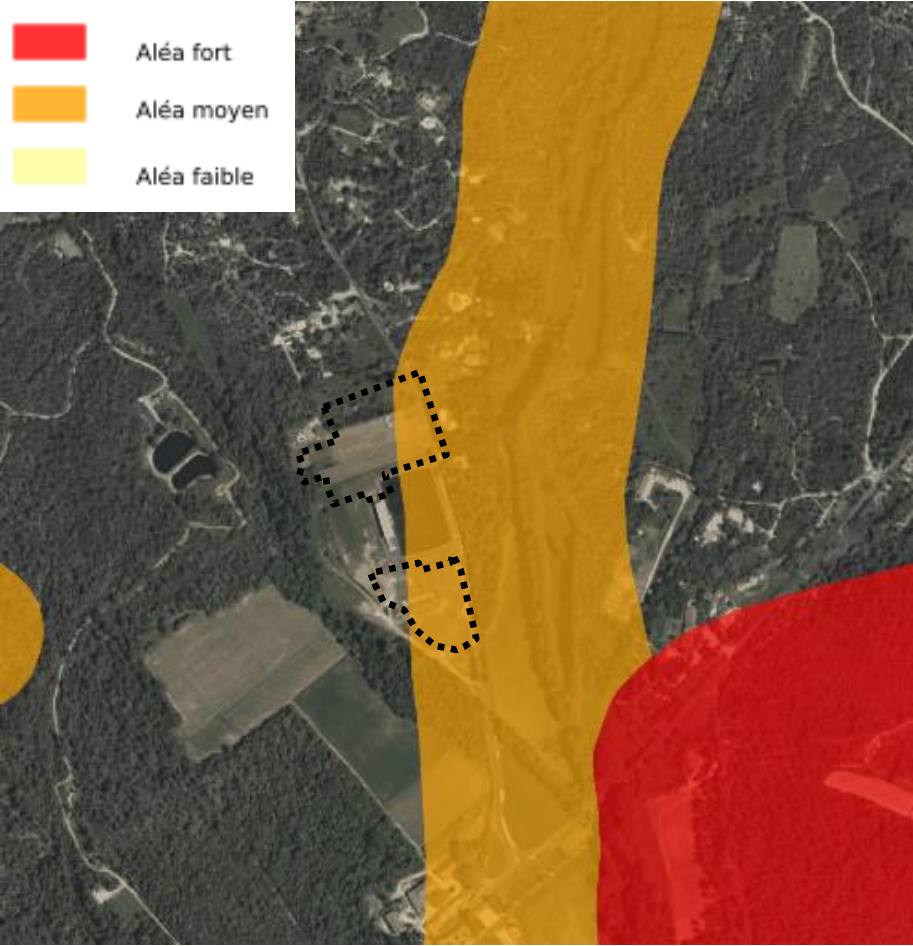


Figure 22 : Risque retrait gonflement des argiles (source : Infoterre-BRGM)

6.2. MILIEU NATUREL

6.2.1. ***PERIMETRES D'INVENTAIRE ET DE PROTECTION***

**Aucun périmètre de protection réglementaire du patrimoine naturel n'est recensé** (parc national, réserve naturelle, APPB, site inscrit/classé, espace boisé classé...)

**De même, aucun site Natura 2000 n'est concerné.** Le site le plus proche est la Zone de Protection Spéciale (ZPS) FR9112004 Hautes garrigues du Montpelliérais localisée à environ 5 kilomètres à l'Ouest.

**Plusieurs Plans Nationaux d'Action (PNA) sont recensés à proximité.** Les plus proches sont les PNA Lézard ocellé et Odonates distants d'environ 80m.

**Le secteur est également bordé par deux Zones Naturelles d'Intérêt Floristique et Faunistique (ZNIEFF) de type 1 :** la ZNIEFF « Garrigues basses de Sussargues » au Nord et la ZNIEFF « Vallée de la rivière du Bérange » à l'Est.



Aucune zone humide n'est concernée par le projet, mais plusieurs sont recensées à proximité, en particulier au niveau des anciennes carrières de Sussargues, à quelques centaines de mètres au Nord.

Enfin, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) identifie un réservoir et un corridor écologique sur le secteur lié aux deux cours d'eau, le Bérange et le Valentibus, et leur ripisylve.

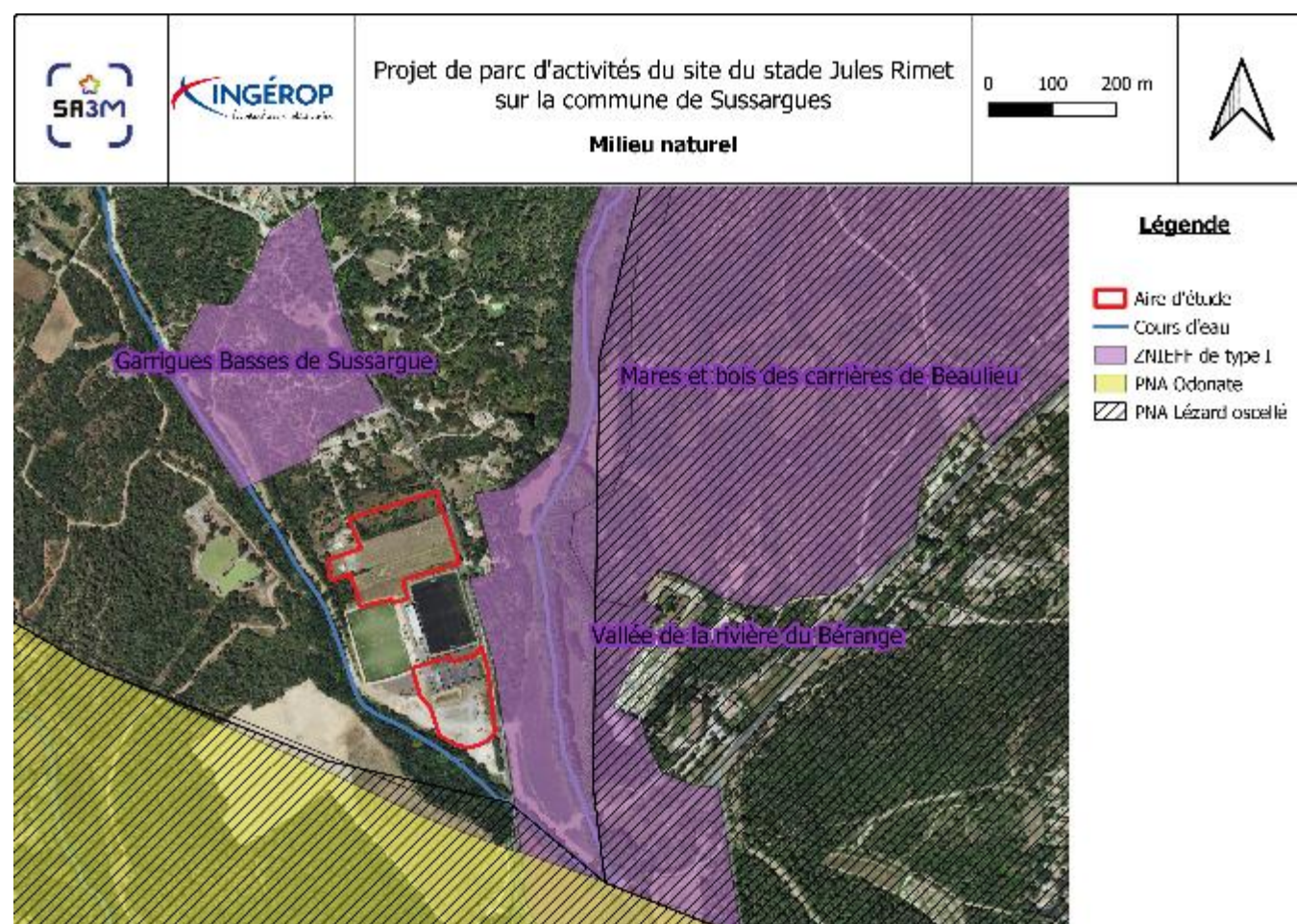


Figure 23 : Carte de synthèse des périmètres d'inventaire et de protection du milieu naturel

## 6.2.2. DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

La prise en compte des enjeux écologiques a fait l'objet d'une première approche globale à l'échelle de tout le Sud du territoire communal, puis d'une seconde approche spécifique au site du future PAE

## 6.2.2.1. HISTORIQUE DES ETUDES SUR LE TERRITOIRE SUD DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES

### ETUDES REALISEES PREALABLEMENT A L'ETUDE DU PROJET :

Rappelons que dès l'élaboration du PLU communal, actuellement en vigueur, la commune de Sussargues avait déjà engagé une vaste étude écologique sur le tout le territoire Sud de la commune, afin de déterminer les capacités d'urbanisation nouvelle sur le territoire communal.

A ce titre, le Cabinet Barbanson Environnement (CBE) avait réalisé en 2011/2012 des premières études habitats, faune et flore à l'échelle de ce vaste territoire. Ces prospections visaient à comprendre les différents enjeux écologiques du territoire, afin de pouvoir définir un projet d'aménagement respectueux de ces enjeux.

En concertation avec les services de la DREAL et les différents acteurs du territoire, le résultat de cette étude (présentés sur la carte de bilan des enjeux ci-avant) avaient déjà conduit à réduire déjà fortement les capacités d'urbanisation de cette partie sud du territoire de la commune de Sussargues, afin de garantir l'évitement des enjeux les plus importants et la préservation du patrimoine écologique.

La commune de Sussargues en collaboration avec Montpellier Méditerranée Métropole avait ainsi défini deux secteurs de développement, repris dans son PLU (actuellement en vigueur) :

- un premier secteur à vocation résidentiel, en continuité sud de l'urbanisation existante du village (secteur AU1 du PLU) – Ce secteur a fait l'objet d'études préalables, et est en cours de mise au point.
- un second secteur à vocation sportive situé à la pointe sud du territoire communal (secteur N5). Ce secteur a été aménagé, avec la réalisation de deux stades et d'une tribune.

Figure 24 : Localisation des périmètres de projets retenus vis-à-vis des enjeux écologiques mis en évidence en 2010-2012 par le cabinet Barbanson Environnement

## 6.2.2.2. RESULTATS DU DIAGNOSTIC COMPLEMENTAIRE REALISE SUR LE SITE DU PROJET

### ETUDES COMPLEMENTAIRES A L'ECHELLE DU PROJET :

Dans le cadre des études préalables à l'aménagement d'un Parc d'Activités de part et d'autre du stade Jules Rimet existant, des inventaires et études écologiques complémentaires et spécifiques ont été réalisés par CBE sur la zone de projet et ses abords en 2017/2018. Sur ces bases, le volet naturel de l'état initial (VNEI) a été rédigé par l'Agence MTDA en juin 2019. Sont repris ci-dessous leurs principales conclusions.

Le diagnostic écologique réalisé a permis de mettre en évidence 3 enjeux forts et 2 enjeux moyens :



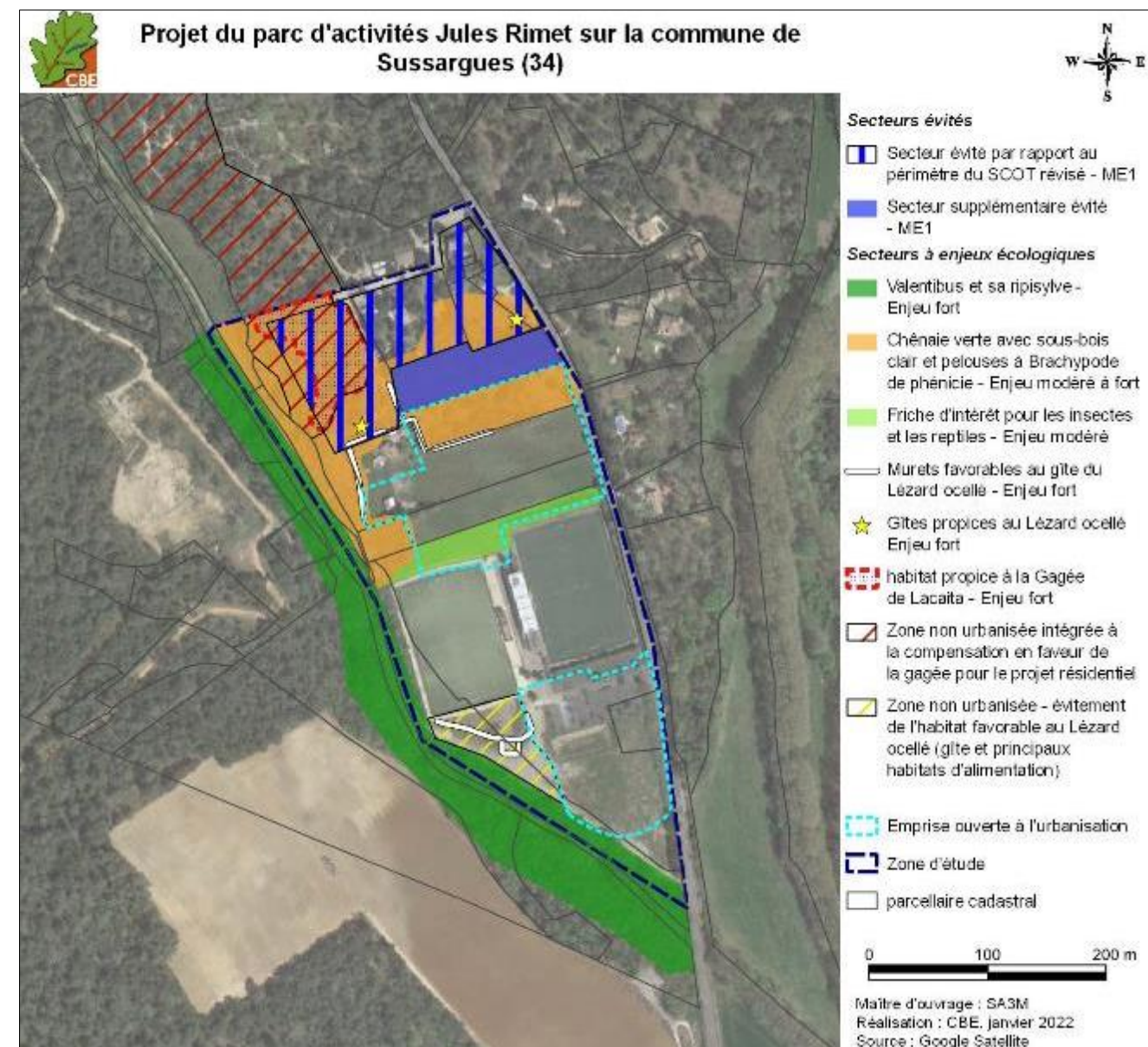
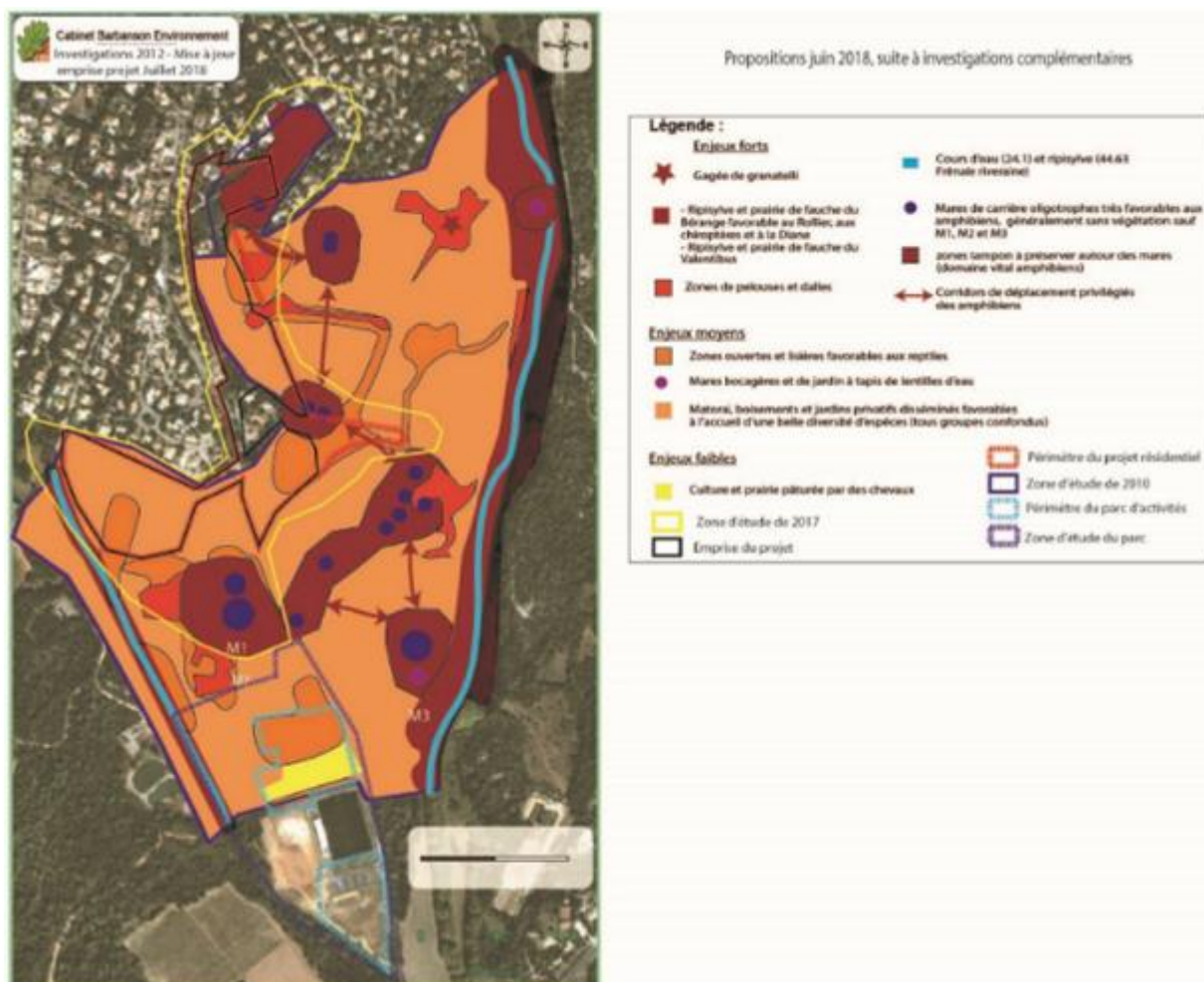


Figure 25 : Secteurs à enjeux écologiques – source : CBE BARBANSON

## 6.3. MILIEU HUMAIN

### 6.3.1. **BATI, EQUIPEMENTS, RESEAUX**

#### BATI & EQUIPEMENTS :

Le site d'implantation du projet nécessitant la mise en compatibilité du PLU n'abrite aucune habitation.

En revanche, il accueille un équipement communal sportif majeur, le stade Jules Rimet, composé de deux terrains de sport avec tribunes et vestiaires, ainsi qu'un parking associé.

Le site compte également un bassin de rétention hydraulique résultant des aménagements précédemment évoqués, à déplacer dans le périmètre de l'opération.

#### RESEAUX :

#### ➤ **Enjeux forts :**

- **Valentibus et sa ripisylve** – habitat naturel d'intérêt communautaire, corridor écologique et habitat d'espèces animales à enjeu de conservation.
- **Lézard ocellé** – murets et zones d'alimentation.
- **Gagée lacaitae** – stations botaniques intégrées au sein d'une zone de compensation.

#### ➤ **Enjeux moyens :**

- **Mosaïque de boisement de chênes verts et de pelouses** – enjeux floristiques et faunistiques
- **Friches d'intérêt pour les insectes et les reptiles**

La carte des secteurs à enjeux écologiques ci-après permet de localiser les enjeux écologiques du site.



Le site est par ailleurs déjà desservi et traversé par de multiples réseaux secs et humides alimentant le stade et/ou les habitations implantées à proximité.

- AEP (syndicat mixte Garrigues Campagne)
- ELEC
- EP
- EU
- AEP
- FIBRE
- TELECOM
- GAZ

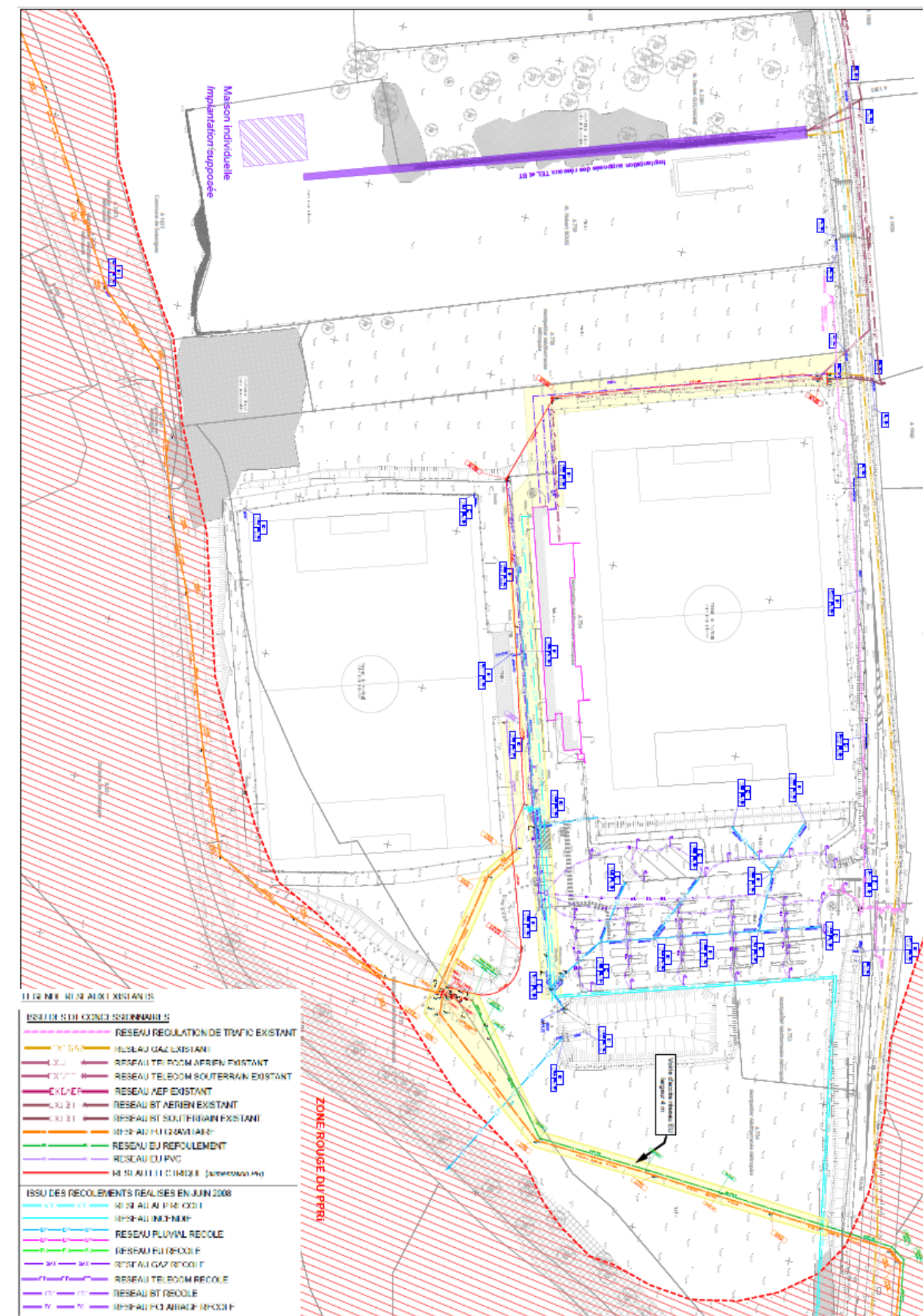


Figure 26 : Plan des réseaux existants



### 6.3.2. *SITES ET SOLS POLLUES*

**Aucun site ou sol pollué ou potentiellement pollué recensé dans les bases de données BASOL et BASIAS ne concerne le site du projet.**

Dans le cadre du projet, une étude historique et un diagnostic des sols ont été réalisés par le bureau d'étude SOCOTEC en mai 2019 afin de vérifier la présence éventuelle de sources de contaminations des sols et le cas échéant définir les investigations à mettre en œuvre.

Cette étude n'a pas mis en évidence la présence potentielle de contamination dans les sols liés aux activités ayant été exercées sur les lieux.

Malgré l'absence de source de pollution potentielle suspectée sur site, SA3M a souhaité réaliser des sondages localisés sur les milieux sols et terres à excaver afin de compléter sa connaissance sur l'existence ou non de sources de pollution sur site. Ces investigations ont consisté en la réalisation de 9 sondages jusqu'à une profondeur maximale de 3 m au moyen d'une pelle mécanique.

**Les résultats d'analyses n'ont pas mis en évidence de source de pollution significative des sols sur le site, au droit de l'ensemble des zones investiguées.**

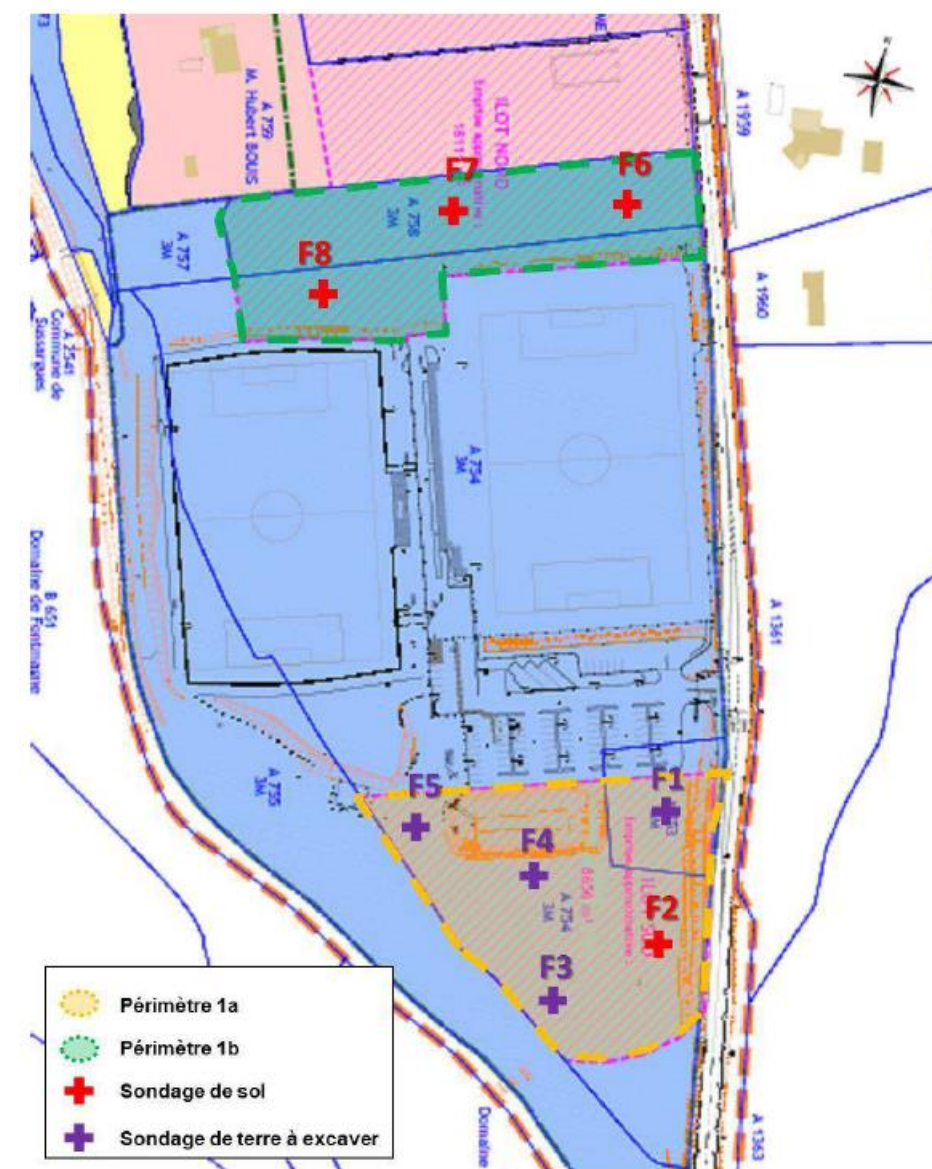


Figure 27 : Plan d'implantation des sondages (source : SOCOTEC)

### 6.3.3. MOBILITE / TRAFIC

**Une étude mobilité / stationnement a été réalisée dans le cadre du projet par Horizon Conseil.**

#### 6.3.3.1. SYNTHESE DES TRAFICS MOYENS JOURNALIERS PAR SENS DE CIRCULATION

Route Métropolitaine 610 :

- Des trafics moyens journaliers compris entre 16 410 véh/jour à l'est de la RM54 et 19 440 véh/jour deux sens côté Castries
- Des volumes équilibrés par sens,



- Des niveaux élevés sur cette infrastructure à deux voies mais un axe présentant des réserves de capacité compte tenu de son environnement de type « rase campagne » (le débit de saturation de la section étudiée peut être évalué autour de 25 000 véhicules/jour deux sens).
- Un trafic Poids Lourds logiquement très faible, représentant à peine 1 % du trafic total, compte tenu de la limitation de tonnage en vigueur sur la RM610 (max 12 tonnes)

#### Route Métropolitaine 54 :

- Un flux journalier de 6 000 véh/jour deux sens, équilibré par sens de circulation,
- Un trafic modéré et en adéquation avec les caractéristiques géométriques de l'axe, disposant de convenables réserves de capacité en section courante.

#### 6.3.3.2. CONDITIONS D'ÉCOULEMENT DES TRAFICS AUTOMOBILES EN HEURES DE POINTES DU MATIN (HPM) ET DU SOIR (HPS)

#### Heure de Pointe du Matin :

- Une situation perturbée sur la RM54 avec une remontée de file de 8 à 10 véhicules en moyenne en amont de l'intersection de la RM54 avec la RM610, compte tenu des trafics sur cette dernière,
- Le constat de quelques comportements « à risques » des automobilistes en provenance de Sussargues.

#### Heure de Pointe du Soir :

- Absence de rétention sur la RM54,
- Situation de fluidité due à l'existence d'une voie de Tourne à Gauche sur la RM610 permettant le stockage des flux en provenance de Castries et à destination de Sussargues.

#### 6.3.3.3. AMÉNAGEMENTS EXISTANTS D'ACCÈS AU STADE JULES RIMET

L'accès au stade Jules Rimet est actuellement possible grâce à l'aménagement d'un carrefour à feux.

## 6.4. PAYSAGE ET PATRIMOINE

### 6.4.1. **PATRIMOINE**

**Le site d'étude n'est concerné par aucun élément du patrimoine culturel ou architectural** (monuments historiques, sites inscrits/classés, SPR/PVAP...).

**Il n'est pas non plus couvert par une Zone de Présomption de Prescriptions Archéologiques (ZPPA) et n'abrite pas de vestiges archéologiques connus.**

Néanmoins, dans le cadre du projet, SA3M a formulé une demande d'information préalable au titre de l'article R.523-12 du Code du patrimoine auprès de la DRAC.

En réponse à cette sollicitation, la DRAC a indiqué par courrier en date du 19 novembre 2018 que « *en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Ce projet donnera lieu à une prescription de diagnostic archéologique* ».

Une demande volontaire de réalisation d'un diagnostic anticipé au titre des articles L et R 524-1 à 10, a été sollicité par la SA3M auprès de la DRAC le 4 mai 2021. afin de préciser la présence ou non de vestiges archéologiques sur le secteur.

**La DRAC Occitanie, Service régional d'archéologie, a répondu le 24 janvier 2022, en précisant qu'elle n'émettrait finalement pas de prescription d'archéologie préventive sur ce projet.**

### 6.4.2. **PAYSAGE**

**Le site dispose d'un contexte paysager de qualité, lié à la présence à proximité plus ou moins immédiate de ripisylves, boisements et franges boisées.**

Ainsi, plusieurs ambiances se distinguent : celle liée aux cours d'eau (le Valentibus et plus lointain le Bérange) donnant lieux à une ripisylve abondante participant au cocon végétal du site ; celle liée à la présence d'anciennes carrières au Nord et à l'Est du PAE investies par la garrigue boisée, ainsi que des boisements et haies champêtres délimitant l'ancien parcellaire agricole.

**Cette richesse paysagère doit servir de socle à l'élaboration du parti d'aménagement.**

## 6.5. CADRE DE VIE

### 6.5.1. **AMBIANCE ACOUSTIQUE**

Le secteur se situe en périphérie du centre urbain de Sussargues, en milieu majoritairement naturel.

En dehors des aménagements sportifs existants (stades) pouvant être à l'origine d'émissions sonores ponctuelles perceptibles par le voisinage le plus proche, aucune activité n'est à l'origine de nuisances sonores.

L'ambiance sonore locale est ainsi principalement déterminée par la RM54 et son trafic routier.

Dans le département de l'Hérault, le préfet a procédé à la révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestre bruyantes avec six arrêtés préfectoraux le 21 mai 2014. La RM54 est ainsi classée en catégorie de niveau 3 sur sa section Sud.

Cela signifie qu'une bande de 100m de part et d'autre de l'infrastructure est considérée comme impactée par le bruit lié au trafic routier sur cet axe. Cette distance couvre ainsi les secteurs visés par le projet d'aménagement.



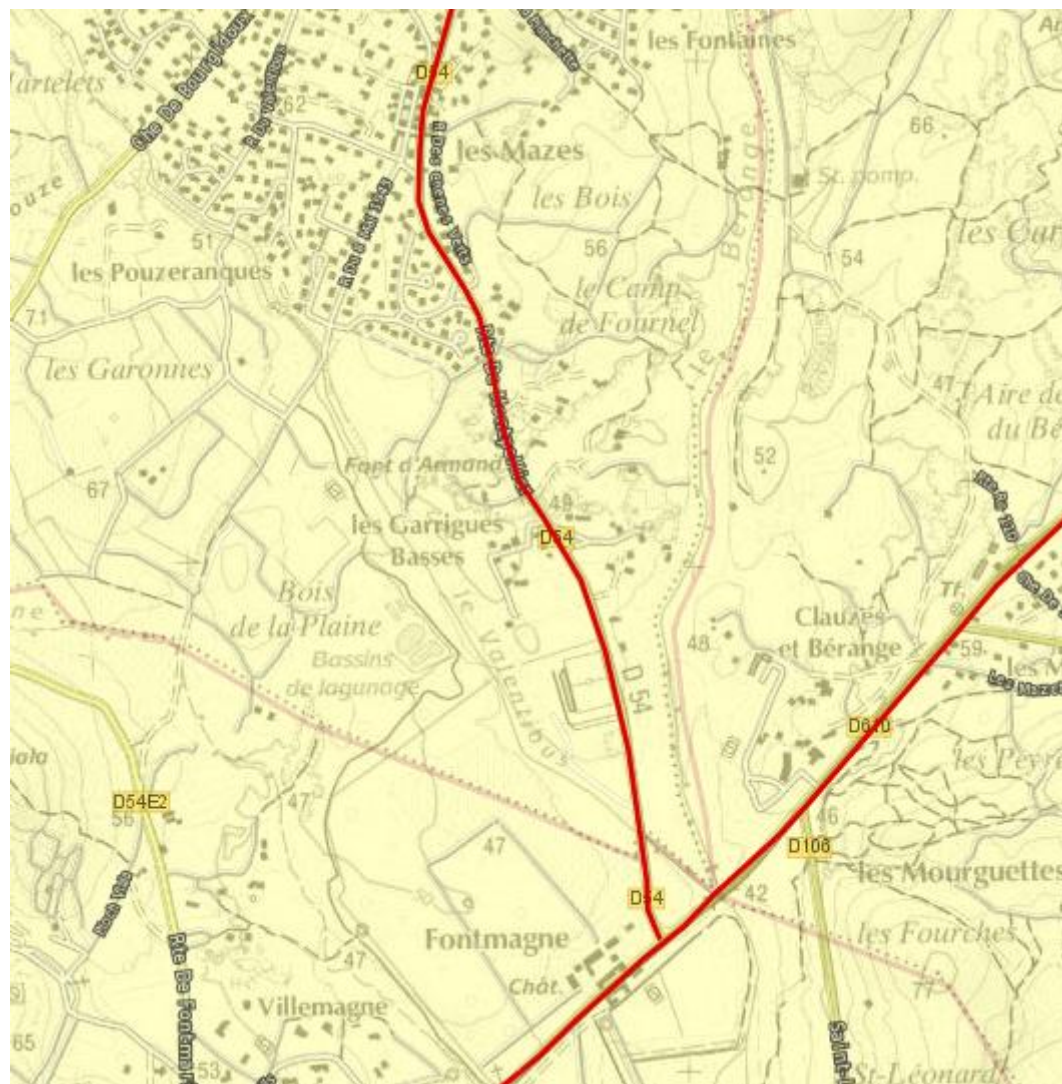


Figure 28 : Classement des infrastructures de transport terrestres bruyantes (source : DDTM34 - 2014)

## 6.5.2. QUALITE DE L'AIR

Une étude air et santé de niveau III a été réalisée dans le cadre du projet. Sont repris ci-dessous, ses principaux éléments.

### 6.5.2.1. DOCUMENTS CADRES

#### Schéma régional climat, air, énergie



La loi Grenelle 2 prévoit l'élaboration dans chaque région d'un Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE). Elaboré conjointement par l'Etat et la Région, sa vocation est de définir les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables, qualité de l'air et adaptation au changement climatique.

Le **SRCAE** de l'ex-région **Languedoc-Roussillon** a été approuvé par la Région et l'Etat, respectivement en session plénière du Conseil Régional le **19 avril 2013**, et par arrêté préfectoral du **24 avril 2013**. Ce document constitue le document stratégique en vigueur, permettant à l'ensemble des acteurs de disposer d'un cadre cohérent « Climat-Air-Energie », en attendant l'élaboration de celui de la région Occitanie.

Co-élaboré par le préfet de région et le Président du Conseil Régional, il doit servir de cadre stratégique régional pour faciliter et coordonner les actions menées localement en faveur du climat, de l'air et de l'énergie, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux dans ces domaines.

Le SRCAE définit ainsi des orientations et objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 pour :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique,
- baisser les émissions de polluants atmosphériques et améliorer la qualité de l'air (à ce titre, le SRCAE remplace le Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) établi en 1999)
- maîtriser les consommations énergétiques et développer les énergies renouvelables (un schéma régional de raccordement au réseau électrique des énergies renouvelables devra être élaboré par RTE pour permettre d'atteindre les objectifs du SRCAE)

Ces orientations et objectifs sont établis sur la base des potentialités et spécificités régionales et permettent l'articulation des stratégies nationales, régionales et locales.

Sur la base de l'état des lieux et des scénarii réalisés dans le rapport du SRCAE et du Plan Climat de la Région, le SRCAE définit 12 orientations issues de la concertation régionale :

- Préserver les ressources et milieux naturels dans un contexte d'évolution climatique ;
- Promouvoir un urbanisme durable intégrant les enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air ;
- Renforcer les alternatives à la voiture individuelle pour le transport des personnes ;
- Favoriser le report modal vers la mer, le rail et le fluvial pour le transport de marchandises ;
- Adapter les bâtiments aux enjeux énergétiques et climatiques de demain ;



- Développer les énergies renouvelables en tenant compte de l'environnement et des territoires ;
- La transition climatique et énergétique : une opportunité pour la compétitivité des entreprises et des territoires ;
- Préserver la santé de la population et lutter contre la précarité énergétique ;
- Favoriser la mobilisation citoyenne face aux enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air ;
- Vers une exemplarité de l'État et des collectivités territoriales ;
- Développer la recherche et l'innovation dans les domaines du climat, de l'air et de l'énergie ;
- Animer, communiquer et informer pour une prise de conscience collective et partagée.

Ces orientations doivent permettre d'atteindre les objectifs retenus dans le SRCAE, à savoir :

- réduire les consommations d'énergie de 9% par rapport au scénario tendanciel à l'horizon 2020 (ce qui correspond à un retour au niveau de consommations de 2005) et de 44% à l'horizon 2050 ;
- assurer une production d'énergies renouvelables représentant 29% de la consommation énergétique finale à l'horizon 2020 et 71% à l'horizon 2050 ;
- réduire les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 d'environ 34% en 2020 et 64% en 2050 par habitant ;
- réduire les émissions de polluants atmosphériques entre 2007 et 2020 de 44% pour les oxydes d'azote (NOx), de 24% pour les particules (PM2.5), de 75% pour le benzène, de 31% pour les composés organiques volatils par habitant ;
- définir une stratégie d'adaptation aux effets attendus du changement climatique.

Les orientations et objectifs du SRCAE ont vocation à être déclinés localement en particulier aux travers des **Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET)**, des **Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA)** et des **Plans de Déplacements Urbains (PDU)** qui doivent être compatibles avec le SRCAE (c'est-à-dire ne pas être en contrariété avec ce dernier, avec toutefois la possibilité de diverger sur certains points à condition que les orientations fondamentales du SRCAE ne soient pas remises en cause). Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent, quant à eux, prendre en compte les Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET), c'est-à-dire ne pas ignorer leur contenu mais avec la possibilité d'y déroger pour un motif justifié.

Au-delà des rapports de « compatibilité » et de « prise en compte » indiqués par la Loi, ces documents s'inscrivent, avant tout, dans des démarches de développement et de planification locale portées par les élus et leurs partenaires.

Ces derniers doivent donc être sensibilisés aux enjeux du climat, de l'air et de l'énergie et accompagnés pour une bonne prise en compte du SRCAE. Plus largement, le SRCAE s'adresse à tous les acteurs locaux susceptibles d'agir dans les domaines impactant le climat, la qualité de l'air et l'énergie.

### Plan climat énergie territorial



*Un Plan Climat Énergie Territorial (PCET) est un programme d'actions en faveur du développement durable sur un territoire. Apparus dans le plan climat national de 2004 comme un outil à disposition des collectivités, les PCET ont été rendus obligatoires au 31 décembre 2012, pour les collectivités de plus de 50 000 habitants, par la loi « Grenelle 2 ». La loi sur la Transition énergétique pour la croissance verte du 17/08/2015 a transformé les PCET en plans climat air énergie territoriaux (PCAET).*

Action clé du Plan Climat de la Région et première mesure mise en œuvre après son adoption, un « appel à candidature pour la mise en œuvre de Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET) en Languedoc-Roussillon » a été lancé à l'automne 2009 par la Région et l'ADEME. Son objectif était de favoriser l'émergence de démarches volontaires d'élaboration de PCET dans des territoires variés : collectivités rurales et urbaines, territoires de projets tels que des Pays et des Parcs Naturels Régionaux (PNR). Treize territoires ont été sélectionnés et ont permis de structurer un réseau régional des PCET, animé par la Région et l'ADEME. Ce réseau régional a depuis été rejoint par les Départements et d'autres collectivités et territoires, plus ou moins avancés dans la mise en œuvre de leur PCET.

Les PCET de la Région Languedoc-Roussillon, du Conseil départemental de l'Hérault et de Montpellier Méditerranée Métropole sont actuellement validés (respectivement en 2009, 2013 et février 2014). La commune de Sussargues est couverte par le PCET de Montpellier Méditerranée Métropole.

### Plan de protection de l'atmosphère



*Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), issu de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (Titre III, article 8) est un outil permettant au Préfet de prendre des mesures pour lutter contre la pollution atmosphérique. Il est obligatoire pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants et les zones dans lesquelles le niveau dans l'air ambiant de l'un au moins des polluants, évalué conformément aux dispositions des articles R. 221-1 à R. 221-3, dépasse ou risque de dépasser une valeur limite ou une valeur cible mentionnée à l'article R. 221-1.*

Il a fait l'objet en 2011 d'une évaluation quinquennale prévue au Code de l'Environnement et qui a montré la nécessité de le réviser.

Le nouveau PPA de l'aire urbaine de Montpellier a ainsi été approuvé par arrêté préfectoral le 20 octobre 2014. Il couvre un périmètre géographique constitué de l'ensemble des communes de l'aire urbaine de Montpellier, à l'exception de la commune de Corconne située dans le département du Gard. Ce périmètre comprend 115 communes.



Il s'étend sur 1 660 km<sup>2</sup> et regroupe une population totale de 606 800 habitants soit environ 52 % de la population du département de l'Hérault.

Le PPA instaure 16 actions en faveur de la qualité de l'air :

- 1. Rendre obligatoire l'élaboration des Plans de Déplacement Entreprises (PDE) et Administrations (PDA) et promouvoir l'élaboration des Plans de Déplacements Établissements Scolaires (PDES) ;
- 2. Inciter les gestionnaires d'infrastructures routières à étudier des réductions de vitesses de circulation et leurs effets ;
- 3. Inciter les entreprises de transports de marchandises et de voyageurs à adopter la charte « Objectif CO<sub>2</sub>, les transporteurs s'engagent » ;
- 4. Améliorer la connaissance du parc de véhicules des administrations et des collectivités et imposer l'intégration de « véhicules propres » ;
- 5. Mener une réflexion pour restreindre la circulation des véhicules utilitaires les plus polluants ;
- 6. Améliorer les modalités de livraisons des marchandises en ville ;
- 7. Promouvoir la mobilité durable et améliorer l'offre existante ;
- 8. Réduire les émissions de poussières dues aux activités des chantiers et au BTP, aux industries et au transport des produits pulvérulents ;
- 9. Rendre obligatoire la caractérisation de la granulométrie des émissions de particules pour certaines ICPE ;
- 10. Renforcer les actions de contrôles des ICPE fortement émettrices de COV (Composés Organiques Volatils) ;
- 11. Imposer des attendus minimaux en termes d'analyse de la qualité de l'air dans les études d'impact ;
- 12. Obliger les collectivités à systématiquement se positionner dans leurs documents d'urbanisme sur la pertinence des dispositions permettant de réduire les consommations et les productions d'énergie et indirectement d'améliorer la qualité de l'air ;
- 13. Imposer des valeurs limites d'émissions pour les petites chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 2 MW ;
- 14. Réaffirmer et rappeler l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts ;
- 15. Encourager les actions d'éducation, d'information et de sensibilisation de la population sur la qualité de l'air
- 16. Diminuer les émissions en cas de pic de pollution : mise en œuvre de la procédure inter-préfecturale d'information et d'alerte de la population.

Ce plan d'action comporte des mesures :

- à caractère réglementaire et opposable dont le respect est obligatoire (celles en gras) ;

- d'incitation et de partenariat dont la mise en œuvre correspond à une recommandation

Les actions 8, 13 et 14 peuvent s'appliquer à un projet de développement urbain

Un bilan quinquennal est établi par ATMO Occitanie afin d'évaluer les objectifs, atteints ou non.

Le rapport, daté de juin 2019, indique :

*« Entre 2007 et 2018, sur la zone du PPA de Montpellier, on observe une nette amélioration de la qualité de l'air que ce soit pour le NO<sub>2</sub> et les particules PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub>.*

*Cependant, les objectifs de réduction des émissions 2015 et 2020 ne sont pas atteints pour les NO<sub>x</sub>, pour les secteurs du transport routier et du résidentiel-tertiaire.*

*Les efforts de réductions des émissions de NO<sub>x</sub> doivent donc être maintenus pour le respect de la valeur limite en NO<sub>2</sub> sur le territoire.*

*Les objectifs 2015 et 2020 de réduction des émissions des particules PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub> ne sont pas atteints. Cependant les objectifs sont respectés pour les concentrations et l'exposition des populations. »*

#### 6.5.2.2. SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR A PROXIMITE DU PROJET

En France, la surveillance et l'information relatives à la qualité de l'air sont confiées dans chaque région à une Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) qui est « ATMO OCCITANIE » pour la région concernée par le présent projet. Cette association est membre de la fédération ATMO, qui regroupe les 35 AASQA en France.

Cette surveillance a pour principaux objectifs de :

- Répondre aux exigences réglementaires ;
- Satisfaire aux attentes des acteurs locaux (collectivités, associations, industriels, ...) face aux enjeux sur la qualité de l'air auxquels ils sont confrontés.

Les éléments principaux pris en compte dans la surveillance sont :

- L'état de la qualité de l'air par rapport aux seuils réglementaires ;
- L'exposition des populations à la pollution ;
- Les questions locales liées à l'aménagement et à la qualité de l'air ;
- Les problématiques locales particulières (zones protégées, établissements sensibles, zones agricoles utilisant des pesticides, activités émettrices d'une pollution spécifique).

**Aucun dispositif permanent de surveillance du territoire à proximité de Sussargues n'est répertorié.**

**Le plus proche est situé à Lunel-Viel.**

**Les résultats pour l'année 2018 sont bons.**

**Aucune valeur ne dépasse le seuil réglementaire des polluants mesurés.**



## 7. EVALUATION DES INCIDENCES ET MESURES MISES EN ŒUVRE

### 7.1. EFFETS POSITIFS

L'aménagement du Parc d'Activité Economique Jules Rimet répondra aux **besoins du territoire en matière de développement socio-économique** et de limitation des impacts environnementaux du trafic routier. Il offrira un parc d'activités de proximité répondant à une **demande d'implantation des TPE/PME**, favorable au développement économique du territoire communal et plus généralement du secteur Est de la métropole montpelliéraine. Ainsi, à terme, **le PAE pourrait permettre d'accueillir environ 90 emplois** (sur la base de 50 emplois à l'hectare, en prenant en compte environ 1,8 ha de surface cessible des terrains à bâtir).

Par ailleurs, en rapprochant les zones d'emplois des secteurs habités, il contribuera à **limiter les déplacements pendulaires entre les communes résidentielles et le bassin d'emploi métropolitain**, réduisant par là même les nuisances sonores et environnementales de ce trafic routier.

### 7.2. MESURES D'EVITEMENT

#### 7.2.1. *EVITEMENT VIS-A-VIS DU MILIEU NATUREL*

**Le périmètre proposé de Parc d'activités résulte de plusieurs mesures d'évitement, tant à l'échelle de l'ensemble du territoire Sud de la commune, que de la zone d'étude du projet.**

- **Rappelons, comme indiqué au chapitre 6.2.2, que les prospections menées dans le cadre de l'élaboration du PLU communal, sur tout le territoire Sud de la commune, avaient déjà conduit à réduire fortement les capacités d'urbanisation de tout le territoire sud de la commune de Sussargues**, afin de garantir l'évitement des enjeux les plus importants et la préservation du patrimoine écologique.
- **Dans le cadre du SCOT révisé, deux secteurs de développement ont ainsi été identifiés** : un premier secteur à vocation résidentielle en continuité de l'urbanisation existante du village (déjà identifié dans le PLU communal en secteur AU1), et un **second secteur à vocation économique objet de la présente concertation situé de part et d'autre du complexe sportif Jules Rimet récemment construit.**
- **Par rapport à ce nouveau périmètre défini dans le SCOT révisé, le périmètre d'opération retenu a encore été réduit pour tenir compte de l'urbanisation en place et d'enjeux écologiques identifiés dans la zone d'études proche (Mesure ME1) :**

- o A la suite des inventaires réalisés sur la zone en 2017 et début 2018, **une réduction notable du projet a eu lieu dans sa partie Nord-Ouest afin d'éviter des parcelles présentant des enjeux modérés à fort d'un point de vue écologique** (secteurs notamment propices à la Gagée de Lacaita et au Lézard ocellé). Cette zone évitée permettra de constituer un secteur de compensation écologique pour le projet à vocation résidentielle précité, en continuité de l'urbanisation existante au sud du village.
- o **Un dernier évitement** d'une parcelle disponible juste au nord du projet a, enfin, été réalisé. Cet évitement permet non seulement de préserver des milieux servant à la reproduction, le repos de plusieurs espèces protégées / patrimoniales mais il permet également de faire une zone « tampon » avec le futur aménagement et de maintenir un corridor entre les espaces plus naturels à l'est et à l'ouest (même si la présence de la RM54 crée une certaine barrière aux déplacements de la faune dans la partie est).
- o **Ces deux évitements correspondent à environ 2,4 ha**, dont environ 5 000 m<sup>2</sup> pour la parcelle au nord-est de l'urbanisation. Ces mesures d'évitement sont renseignées sur la Figure 29 qui localise l'ensemble des mesures mises en œuvre (chapitre 7.4).

**Ainsi, les terrains conservés pour l'opération d'aménagement concernent deux secteurs délimités de part et d'autre de l'équipement sportif :**

- **Le secteur Nord AU2 (2,11 ha), au Nord du stade**, constitué d'espaces représentant des enjeux écologiques plus faibles et correspondant en majorité à un pré de pâturage équin.
- **Le secteur Sud AU2 (1,35 ha), au Sud du Stade**, constitué d'espaces fortement anthropisés (ancien bassin de rétention et remblais du stade)

Enfin, l'aménagement paysager du projet prévoit dans son périmètre, en mesure d'accompagnement, une revalorisation de prairies, propices au développement de la biodiversité, le long de la ripisylve du Valentibus, qui sont exclues des secteurs à urbaniser.

**Au titre du projet, les secteurs à plus forts enjeux (correspondant à la ripisylve du Valentibus et aux boisements clairs de Chênes verts en mélange avec des pelouses en partie nord-ouest et ouest de la zone d'étude) ont été évités, et ne sont donc pas touchés.**

**Au titre de la mise en compatibilité du PLU, les secteurs à urbaniser portent sur environ 3,45 ha au lieu des 5,5 ha du périmètre des études préalables, précédemment confié par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M, excluant ainsi les principaux secteurs à enjeux.**

#### 7.2.2. *EVITEMENT VIS-A-VIS DU RISQUE INONDATION*

La proximité du Valentibus et d'une moindre mesure du Bérange, est à l'origine d'un risque inondation important traduit par la mise en œuvre d'un PPRI sur le secteur. Cette contrainte majeure pour l'urbanisation du site a été prise en compte dès la phase de conception de l'ilot Sud. Ainsi aucun aménagement n'est programmé en zone inondable identifiée au PPRI.



Le périmètre du projet envisagé évite toute emprise au sein du zonage PPRI conformément à son règlement applicable.

Le périmètre du projet, et les secteurs à urbaniser au titre de la mise en compatibilité du PLU, n'auront donc aucune incidence sur le risque d'inondation.

### 7.2.3. EVITEMENT VIS-A-VIS DU PAYSAGE

Afin de garantir le respect des caractéristiques paysagères du site et de garantir l'intégration du projet à son environnement, le périmètre du projet d'aménagement a été adapté et conçu de manière à **préserver les éléments paysagers d'intérêt identifiés, en dehors des zones à urbaniser**. La ripisylve du Valentibus sera préservée afin de garantir le maintien de sa fonction paysagère et écologique.

En cas de besoin, un entretien raisonné pourra être entrepris, en conformité avec les souhaits de la DREAL.

**Les espaces naturels de qualité sont ainsi préservés en limite extérieure du projet et des zones à urbaniser de la mise en compatibilité du PLU, pour leur intérêt écologique ou paysager.**

## 7.3. INCIDENCES SUR LE MILIEU PHYSIQUE ET MESURES MISES EN ŒUVRE

### 7.3.1. EAUX SOUTERRAINES ET PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGE AEP

**Pour rappel le suivi de la nappe disponible permet de conclure que la nappe n'est pas affleurante et est relativement bien protégée. Aucune incidence n'est donc pressentie sur les masses d'eau souterraines.**

Néanmoins, la présence de périmètres de protection de captage implique des prescriptions spécifiques définies dans les arrêtés préfectoraux de chacun d'eux, et rappelées ci-dessous.

**Au sein du périmètre de protection rapprochée Fontmagne Nord et Sud**, l'arrêté stipule également que toute activité nouvelle doit prendre en compte la protection des ressources en eau de surface et souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable au projet.

Sur ces parcelles, toute activité susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau est interdite, et en particulier :

- Exploitation de nouvelles carrières,
- Installations classées pour la protection de l'environnement pouvant porter atteinte à la qualité des eaux souterraines,

- Dépôts de matières dangereuses ou toxiques,
- Réservoirs d'hydrocarbures autres que domestiques et les réservoirs industriels, hormis ceux existants avant la signature du présent arrêté. Ces derniers devront être équipés de dispositifs permettant de contenir les fuites éventuelles,
- Stockage ou dépôts d'eaux usées industrielles, agricoles ou domestiques,
- Ateliers de démontage, récupération, recyclage de matériel automobile,
- Dépôts d'ordures ménagères, installations de traitement et/ou stockage, même temporaire, d'ordures et autres résidus urbains,
- Dépôts de déchets inertes, de déblais, de gravats de démolition, d'encombrants, de carcasses de véhicules, de métaux,
- Centre de traitement de déchets domestiques industriels ou agricoles,
- Centre de tri sélectif,
- Déchetteries,
- Dépôts de fumier,
- Aménagement de terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs, bungalows, stationnement de caravanes,
- Création de cimetières,
- Dispositifs épuratoires d'effluents industriels,
- Installation de canalisations de transport d'hydrocarbures, de produits chimiques,
- Epandages superficiels et souterrains, déversements ou rejet au sol ou en sous-sol, d'eaux usées, même traitées, de boues industrielles ou domestiques, de vinasses, ainsi que tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- L'aménagement des ouvrages de captage (forages ou piézomètres) respecte les principes de protection immédiate définis pour les captages destinés à l'alimentation en eau potable,
- Les exploitants agricoles sont informés de la présence de ce périmètre de protection et de la pollution des eaux souterraines que peuvent provoquer les surcharges d'engrais et de produits phytosanitaires. Des procédures pour une utilisation de ces produits respectant mieux les eaux souterraines doivent être recherchées en concertation avec les agriculteurs,
- Les coupes de bois sont effectuées de façon à ne pas provoquer l'érosion des sols,
- La surveillance et le nettoyage des zones d'affleurement des molasses burdigaliennes sont effectués par les communes et le SIGC, afin de prévenir la mise en place de décharges sauvages.

Sur ces parcelles les prescriptions particulières sont les suivantes :

- La mise en conformité des ouvrages existants (ouvrages de captage, cuves de stockage d'hydrocarbures ou produits divers, et assainissements autonomes existants) sera réalisée dans un délai de 1 an à dater de la signature de l'arrêté
- Plan d'alerte et d'intervention : les voies routières situées dans le périmètre font l'objet d'un plan d'alerte et d'intervention, en cas d'accidents de la circulation avec déversement de produits susceptibles de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines.



**Au sein du périmètre de protection éloignée Bérange Sud et Nord**, c'est la réglementation générale relative à la protection des eaux qui s'applique. Les prescriptions plus spécifiques suivantes s'appliquent :

- *Dans le cas de projets qui sont soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration préfectorale, les documents d'impact à fournir doivent faire le point sur les risques de pollution de l'aquifère capté créés par les projets.*
- *En règle générale, toute activité nouvelle doit prendre en compte la protection des ressources en eau de surface et souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable au projet.*
- *Les exploitants agricoles sont informés de la présence de ce périmètre de protection et de la pollution des eaux souterraines que peuvent provoquer les surcharges d'engrais et de produits phytosanitaires. Des procédures pour une utilisation de ces produits respectant mieux les eaux souterraines doivent être recherchées en concertation avec les agriculteurs.*
- *Les voies routières situées dans le périmètre font l'objet d'un plan d'alerte et d'intervention, en cas d'accidents de circulation avec déversement de produits susceptibles de dégrader la qualité des eaux superficielles et souterraines.*
- *Enfin, les communes du périmètre et le Syndicat Intercommunal Garrigues Campagne (SIGC) sont incitées à procéder à la surveillance des zones d'affleurement des molasses burdigaliennes, ceci afin de prévenir la mise en place de décharges sauvages.*

**Au sein du périmètre de protection éloigné des Candinières Est et Ouest**, c'est la réglementation générale relative à la protection des eaux qui s'applique. Les prescriptions plus spécifiques suivantes s'appliquent :

- *Une attention particulière sera portée sur le cours d'eau de la Cadoule qui peut être en contact en profondeur avec l'aquifère.*
- *Dans le cas de projets qui sont soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration préfectorale, les documents d'impact à fournir doivent faire le point sur les risques de pollution de l'aquifère capté créés par les projets.*
- *En règle générale, toute activité nouvelle doit prendre en compte la protection des ressources en eau de surface et souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable au projet.*
- *Les exploitants agricoles sont informés de la présence de ce périmètre de protection et de la pollution des eaux souterraines que peuvent provoquer les surcharges d'engrais et de produits phytosanitaires. Des procédures pour une utilisation de ces produits respectant mieux les eaux souterraines doivent être recherchées en concertation avec les agriculteurs.*
- *Les voies routières situées dans le périmètre font l'objet d'un plan d'alerte et d'intervention, en cas d'accidents de circulation avec déversement de produits susceptibles de dégrader la qualité des eaux superficielles et souterraines.*
- *Enfin, les communes du périmètre et le Syndicat Intercommunal Garrigues Campagne (SIGC) sont incitées à procéder à la surveillance des zones d'affleurement des molasses burdigaliennes, ceci afin de prévenir la mise en place de décharges sauvages.*

**Au titre du projet d'aménagement et des projets de constructions ultérieurs, les prescriptions réglementaires applicables au sein des périmètres de protection rapprochée seront respectées. L'aménageur reprendra celles-ci dans les fiches de lot et les contrats de cession qui s'imposeront aux constructeurs.**

Toute activité susceptible de représenter un risque pour la qualité des eaux sera proscrite.

Par ailleurs, il est prévu la mise en place de dispositifs de collecte, de stockage, et de traitement des eaux pluviales étanches avant rejet vers le milieu naturel (cloison siphonée, décantation...), afin d'éviter tout risque de contamination des eaux souterraines. Une attention particulière sera apportée.

Enfin, des études de sol et du sous-sol complémentaires seront réalisées pour préciser le niveau de vulnérabilité des terrains d'implantation des activités (infiltration, perméabilité, présence de nappes affleurantes ou de venues d'eau en période de hautes eaux), et adapter les aménagements et les mesures de prévention des risques adéquates à mettre en œuvre en conséquence.

Les dispositifs de prévention des risques de pollution en phase chantier comme en phase exploitation, ainsi que les dispositifs de gestion des eaux pluviales, seront déterminés précisément en concertation avec la DDTM dans le cadre de l'élaboration du dossier de déclaration loi sur l'eau, sur la base des études phase AVP.

**Au titre de la mise en compatibilité du PLU, le règlement permettra l'implantation d'activités artisanales et de petite industrie, à l'exclusion de celles interdites par les prescriptions liées au périmètre de protection rapprochée (cf. DUP de Fontmagne), et sous réserve de compatibilité avec les dispositions relatives aux zones de sauvegarde de la ressource en eau souterraine.**

### 7.3.2. EAUX SUPERFICIELLES ET RISQUE INONDATION

L'aménagement du PAE de Sussargues aura pour effet d'ouvrir à l'urbanisation des secteurs à caractère naturel. Cette urbanisation engendrera une imperméabilisation des sols et une modification des écoulements actuels. Le projet pourrait avoir un effet quantitatif et qualitatif sur les eaux superficielles et en particulier le Valentibus.

**Au titre du projet**, afin de palier à ces effets, un système de gestion des eaux pluviales sera mis en œuvre via notamment la création d'un bassin de rétention spécifique pour l'îlot Nord, celui existant du Stade au Sud étant déplacé et mutualisé avec les besoins de rétention induits par l'aménagement du secteur Sud du projet. Le ratio de dimensionnement retenu à ce stade est de 120 l/m<sup>2</sup>, supérieur au PPRi mais en adéquation avec le projet de PLUi. Le projet de PAE Jules Rimet étant soumis à un dossier déclaratif Loi eau, l'ensemble des dispositions et aménagements pris dans le cadre du projet seront précisés, via la réalisation d'une étude hydraulique fine et une concertation avec la DDTM, afin de garantir l'absence d'incidences sur les eaux superficielles et sur le risque inondation.



**Au titre de la mise en compatibilité du PLU**, les zones à urbaniser portent exclusivement sur des secteurs situés hors zone inondable identifiée au PPRI. Ce positionnement, couplé au dispositif de gestion des eaux pluviales, permet de garantir l'absence d'incidences sur le risque inondation.

### 7.3.3. **ESPACE MINIMUM DE BON FONCTIONNEMENT DU COURS D'EAU**

Un espace de bon fonctionnement du cours d'eau du Valentibus, bordant l'opération d'aménagement, a été défini par Montpellier Méditerranée Métropole.

**Au titre de l'aménagement des équipements publics du projet, les ouvrages hydrauliques à réaliser se situent en dehors de ce périmètre. L'aménagement projeté n'aura donc pas d'incidence sur l'EMBF.**

**Au titre de la mise en compatibilité du PLU, les secteurs à urbaniser ont été délimités en dehors de ce périmètre, et n'auront pas d'incidence sur l'EMBF.**

### 7.3.4. **RISQUES D'INCENDIE**

La faisabilité du futur parc d'activités économiques n'est pas remise en cause puisque :

- L'aménagement de ce secteur présente un réel enjeu pour la commune et s'inscrit dans le maillage métropolitain d'accueil des entreprises qui figure au SCOT approuvé. Ce secteur est considéré comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités destinée à accueillir des activités du quotidien qui accompagnent la vie des villes et des villages et qui permettra de limiter les déplacements pendulaires (domicile / travail).
- Ce projet de compétence métropolitaine se fera dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.
- Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP), précise les intentions urbaines d'aménagement.

A ce stade des études, il est prévu un certain nombre d'aménagements de nature à prévenir et réduire le risque d'incendie :

- ACCES : Le projet prévoit l'aménagement de nouveaux accès depuis la RM54 vers les futures constructions (voies ouvertes à la circulation publique), vers les ouvrages techniques (bassins de rétention, servitude au-dessus du passage du réseau EU) et vers les berges du Valentibus. Les espaces naturels au Nord du site seront également accessibles par une voie piétons/cycles, communiquant avec le chemin des Garrigues Basses.
- ESPACES BOISES : Au Nord du projet, une action de gestion du massif est prévue dans le cadre d'une compensation écologique, destinée à ouvrir le milieu (en jaune sur la figure 29), retenue pour un autre

projet de la Commune, sur des terrains maîtrisés par la collectivité. Par ailleurs, les obligations légales de débroussaillage s'appliquent à ce secteur (OLD).

- DEFENSE INCENDIE : Conformément aux prescriptions du SDIS dans le cadre de l'aménagement du parc d'activités Jules Rimet, il est prévu que chacun des deux secteurs du PAE soit raccordé à deux poteaux incendies (PI) en simultané :
  - Au Poteau Incendie existant, situé au Sud du mail piéton entre les deux stades (raccordé au réseau du Syndicat Mixte Garrigues & Béranger).
  - A un nouveau poteau Incendie à créer sur chacun des secteurs du PAE (à raccorder à l'extension du réseau de la Régie des Eaux depuis Sussargues).

Ces deux nouveau PI seront distants de moins 200 m du PI existant du stade, et à moins de 150 m des futurs bâtiments ; chacun pourra fonctionner simultanément avec le PI du stade.

Dans le cas où la réalisation du secteur Sud serait anticipée, avant la réalisation du prolongement du réseau de la REGIE DES EAUX, et avant l'aménagement du secteur Nord, une réserve incendie complémentaire par citerne privée sera réalisée sur le secteur Sud.

La mise en compatibilité prévoit des dispositions spécifiques dans le règlement de la zone AU2 : « *Les constructions, travaux, ouvrages ou installations doivent disposer des moyens permettant d'assurer la défense et la lutte contre l'incendie.* »

**Au titre du projet, les mesures de défense et de lutte contre l'incendie seront améliorées sur le site dans le cadre de la réalisation du projet.**

**Au titre de la mise en compatibilité du projet, le règlement de la zone AU2 intègre cette obligation.**

**Des discussions sont en cours avec la DDTM afin de valider les aménagements prévus dans le projet de nature à réduire le risque, ainsi que tout équipement de protection nécessaire pour assurer la défendabilité des constructions à venir (zones tampon, à réaliser, accès complémentaires, ...) et réduire ainsi le risque de feu de forêt.**

### 7.3.5. **AUTRES RISQUES NATURELS**

Les autres risques naturels sont intégrés à la conception du projet de PAE Jules Rimet à l'origine de la mise en compatibilité du PLU.

**Ainsi aucun effet n'est attendu vis-à-vis du risque sismique ou de retrait/gonflement des argiles.**

## 7.4. INCIDENCES SUR LE MILIEU NATUREL ET MESURES MISES EN ŒUVRE

### 7.4.1. *INCIDENCES DU FUTUR PARC D'ACTIVITES JULES RIMET SUR LES ZONAGES ECOLOGIQUES*

**Comme précisé dans les articles ci-après, le projet et la mise en compatibilité du PLU de Sussargues n'auront aucune incidence sur les zonages écologiques identifiés sur et à proximité de la commune. De fait, ces zonages conserveront leur intérêt et leur fonctionnalité localement. Les incidences précisées ci-dessous ont été définies par le BET environnemental BARBANSON en 2021.**

#### 7.4.1.1. ANALYSE DE L'INCIDENCE SUR LE RESEAU NATURA 2000

Certaines espèces ayant justifié la désignation de ce site sont présentes sur la zone d'étude et ses abords (Rollier d'Europe, Martin-pêcheur d'Europe, ...). Cependant, au vu des distances entre la zone de projet et le site Natura 2000, les individus fréquentant la zone de projet (notamment le ou les couples de Rollier d'Europe) ne sont pas les mêmes que ceux de la ZPS. Par ailleurs, si certains rapaces de la ZPS peuvent venir fréquenter la zone de projet, celle-ci est tout de même très proche de l'urbanisation existante (habitations et stades de Sussargues) et est, ainsi, globalement peu attractive. Pour ces raisons, même si certains individus venaient à chasser sur zone, celle-ci ne représente pas un enjeu notable pour les espèces. Seules des incidences très faibles sont, ainsi, à mettre en avant pour ces espèces.

**Aucune incidence notable n'est donc attendue sur le réseau Natura 2000 et les espèces concernées.** Cela ne remettra pas en cause l'état de conservation des habitats / espèces et n'affectera pas les objectifs de conservation définis.

#### 7.4.1.2. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES D'INVENTAIRE

Les cortèges floristiques et faunistiques identifiés sur les deux ZNIEFF de type I situées à proximité du site (Garrigues Basses de Sussargues et Vallée de la rivière du Bérange) sont en partie retrouvés sur la zone d'étude du futur parc d'activités, comme par exemple le Rollier d'Europe, la Gagée de Lacaita (mentionnée comme Gagée de Granatelli dans les inventaires ZNIEFF), certains chiroptères, insectes ou encore reptiles. Des mesures ont été prises pour éviter / limiter les impacts sur ces espèces. Ainsi, la Gagée de Lacaita est totalement évitée par le projet et les autres espèces sont très peu impactées par le projet (les secteurs les plus propices ont, ainsi, été évités ; cf. chapitre sur les mesures qui suit), permettant d'assurer le maintien des individus localement.

**Seules des incidences très faibles à nulles peuvent donc être mises en avant, ne remettant pas en cause la fonctionnalité des ZNIEFF précitées.**

En plus des ZNIEFF, plusieurs mares sont identifiées au niveau des anciennes carrières de Font d'Armand au nord de la zone concernée par le projet. Ce secteur est aussi mis en avant en tant que zone humide à vérifier par des

prospections. Le fonctionnement de ces mares ne sera pas affecté par les aménagements prévus. Cependant, une hausse de la fréquentation du site peut être réelle avec la mise en place d'aménagements à proximité.

**Cela ne devrait, toutefois, pas remettre en cause l'intérêt et les enjeux écologiques de ces mares et plus largement de ce secteur.**

**Aucun autre zonage d'inventaire n'est concerné par le projet.**

#### 7.4.1.3. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES DE PROTECTION REGLEMENTAIRES

Aucune zone de protection réglementaire n'est présente sur la commune de Sussargues. Précisons qu'un site inscrit, « Domaine de Fontmagne » (Castries) SI 1945112902, est localisé un peu plus au sud. Le projet ne remettra pas en cause ce domaine, sa faune et sa flore.

De fait, **aucune incidence n'est, ici, à mettre en avant.**

#### 7.4.1.4. ANALYSE DES INCIDENCES SUR D'AUTRES ZONAGES ECOLOGIQUES

##### **Les zonages de PNA**

Seuls deux zonages de PNA sont identifiés sur la commune de Sussargues et plus précisément au nord de cette dernière : un zonage de domaine vital de l'Aigle de Bonelli et un zonage lié à la Pie-grièche méridionale. La future zone d'urbanisation ne recoupe aucun de ces zonages et la zone de projet (et la zone d'étude plus largement) n'est pas propice à ces espèces du fait de la proximité urbaine. Aucune incidence n'est, donc, à attendre sur ces deux espèces et les zonages définis. Précisons également que la commune limitrophe de Castries (*i.e.* à quelques centaines de mètres de la zone de projet) est également concernée par plusieurs zonages de PNA, dont le PNA Odonates et Lézard ocellé. Ces deux zonages sont définis sans délimitation particulière et sont, ainsi, mis en avant à l'échelle d'une commune lorsque les enjeux concernent ladite commune. Par rapport à ces deux groupes d'espèces, la zone à l'étude peut être intéressante puisque le Valentibus (plus à l'ouest du projet) est intéressant pour des odonates (notamment pour l'Agrion de Mercure d'après les inventaires) et que le Lézard ocellé a été avéré sur la zone. Concernant les odonates, la ripisylve et le Valentibus ont été totalement évités, permettant de considérer qu'il n'y aura pas d'incidence sur les odonates. En ce qui concerne le Lézard ocellé, des mesures ont été prises pour limiter les impacts aussi bien sur les individus que sur ses habitats : évitement des secteurs les plus attractifs pour l'espèce, respect d'un calendrier pour le démarrage des travaux, démantèlement doux d'un muret et d'un ensemble de blocs propices à l'espèce lors du chantier, ces opérations étant accompagnées par un expert écologue. En plus de cela, deux mesures d'accompagnement tiennent compte de cette espèce : préconisations pour l'aménagement de zones favorables à l'espèce en périphérie du projet et suivi ciblé sur l'espèce une fois le projet en place. Ces mesures sont détaillées dans le chapitre suivant. Grâce à ces mesures, qui ont d'ailleurs été validées avec la DREAL-Occitanie du service espèces protégées, cette espèce ne sera que très faiblement impactée par le projet et pourra se maintenir dans les milieux périphériques où elle est aujourd'hui présente.

Les autres PNA mentionnés à plus large échelle (PNA Pie-grièche méridionale, Aigle de Bonelli ou encore Pie-grièche à tête rousse) ne concernent pas le secteur de la ZAE. Par ailleurs, comme évoqué, les milieux concernés par le projet ne sont pas propices à ces espèces.



**La mise en place des aménagements de la ZAE Jules Rimet ne remettra, ainsi, pas en cause ces zonages de PNA.**

#### **Les zones de compensation écologique sur le territoire de la commune**

Dans le cadre d'un projet urbain résidentiel porté par la commune en continuité du Village, plus au Nord par rapport au futur parc d'activités Jules Rimet, une zone de compensation écologique a été définie sur la commune et concerne notamment les milieux naturels présents au nord-ouest de la zone à l'étude (cf. carte dans les pages suivantes).

Le projet du PAE Jules Rimet a évité cette zone et aucun accès véhicule n'est prévu à proximité de celle-ci (le seul accès existant desservant une villa existante, devrait même être moins utilisé du fait que cette villa disposera d'un nouvel accès au sein de la ZAE).

**Aucune incidence n'est donc à attendre sur cette zone de compensation écologique.**

#### **7.4.2. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES TRAMES VERTES ET BLEUES (TVB)**

Le secteur à urbaniser est mis en évidence dans le SRCE de l'ex-région Languedoc-Roussillon comme réservoirs et corridors écologiques des milieux agricoles et forestiers. Ainsi, de forts enjeux liés à la fonctionnalité écologique sont mis en avant à l'échelle de la zone concernée pour l'aménagement. Précisons tout de même que parmi les entités présentant un enjeu en termes fonctionnels, il y a surtout le Valentibus et sa ripisylve. Les milieux agricoles sont plus marginaux (quelques parcelles le long du Valentibus ou ensuite bien plus au sud) et les zones mises en avant dans le SRCE (stades) sont en fait peu fonctionnelles pour les espèces liées aux milieux agricoles. Ces principaux éléments fonctionnels (Valentibus et sa ripisylve, cultures en limite de projet) ne sont pas directement concernés par le projet et une vigilance a été portée, dans l'aménagement, pour éviter des impacts indirects sur ces milieux.

Pour ces raisons, les incidences sur la fonctionnalité écologique locale seront très limitées et qualifiées de très faibles à nulles, ne remettant pas en cause le bon fonctionnement de ces entités.

**Les incidences sont jugées faibles sur les trames verte et bleue.**

#### **7.4.3. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LES ESPECES PROTEGEES ET/OU A ENJEU LOCAL DE CONSERVATION**

**Les incidences précisées ci-dessous ont été définies par le BET environnemental BARBANSON en 2021.**

La zone à l'étude peut servir de zone de reproduction à plusieurs espèces patrimoniales de flore et de faune, comme démontré dans l'état initial. Plusieurs habitats naturels sont également dits patrimoniaux et représentent des enjeux de conservation modérés à forts. Pour tenir compte de ces enjeux et afin d'éviter ou limiter au maximum tout impact

sur les habitats naturels, habitats d'espèces ou individus d'espèces protégées / patrimoniales, de nombreuses mesures ont été travaillées avec le porteur de projet et les architectes / paysagistes du projet. Ces mesures sont détaillées dans le chapitre suivant mais nous pouvons résumer les incidences comme suit :

- Les zones de plus forts enjeux écologiques ont été évitées (Valentibus et sa ripisylve, milieux naturels au nord du projet).
- Les éléments naturels concourant à la fonctionnalité écologique du site seront intégralement préservés.
- Les zones retenues pour l'aménagement du PAE concernent, ainsi, des milieux de moindre enjeu écologique et/ou déjà fortement anthropisés (en partie sud notamment) sur une surface d'environ 3,45 ha.
- Les incidences sur les habitats naturels peuvent être considérées comme faibles à très faibles car le projet concerne surtout des milieux anthropiques. De fait, seul un milieu naturel à enjeu faible sera impacté sur environ 5 000 m<sup>2</sup> en partie nord du projet (habitat mixte de Pelouse à Brachypode de Phénicie et Bosquets arborés).

Du point de vue de la flore, aucune des espèces patrimoniales identifiées sur la zone d'étude ne sera concernée par le projet d'aménagement (évitement) d'où des incidences jugées nulles.

Pour la faune, des incidences faibles à très faibles sont attendues du fait de l'artificialisation des sols et, de fait, de la perte des milieux naturels ou agricoles, support de la reproduction / sites d'alimentation de plusieurs espèces de reptiles, insectes, oiseaux et chiroptères notamment. Ce faible niveau d'impact est estimé grâce à l'application de la séquence Eviter / Réduire. Ainsi, une mesure d'évitement et plusieurs mesures de réduction ont été validées et sont présentées dans le chapitre suivant. Elles s'accompagnent aussi de plusieurs recommandations écologiques développées en mesures dites d'accompagnement. L'ensemble des mesures doit alors permettre à l'ensemble de la faune patrimoniale de se maintenir localement (les milieux les plus propices ayant été évités et des aménagements étant prévus sur des zones aujourd'hui dégradées, au sud du projet) et de limiter les risques de destruction d'individus. Pour ces raisons, nous considérons que le projet de parc d'activités Jules Rimet aura des incidences globalement faibles à très faibles sur les habitats et espèces à enjeu local de conservation.

**Conclusion : les incidences sont jugées faibles à très faibles sur les habitats naturels et la faune patrimoniale et/ou protégée. Elles sont jugées nulles sur la flore protégée / patrimoniale mise en avant localement.**

#### 7.4.4. MESURES DE REDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT AFIN D'EVITER LES ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

Les incidences ayant été jugées faibles à très faibles sur les habitats naturels et la faune patrimoniale et/ou protégée, un certain nombre de mesures ont néanmoins été élaborée afin de les réduire à terme et pendant la réalisation du projet.

##### 7.4.4.1. MESURES ENVISAGEES AU TITRE DU PROJET

L'objet de ce chapitre est de préciser l'ensemble des mesures écologiques prises pour le projet de parc d'activités Jules Rimet sur la commune de Sussargues (34). Il s'agit de l'application de la séquence ERC (Eviter-Réduire-Compenser) afin d'éviter les atteintes à l'environnement.

Par application de la séquence ERC, en complément de la mesure d'évitement déjà décrite :

- **Six mesures de réduction d'impact** ont été identifiées.
- A cela s'ajoute **trois mesures d'accompagnement** qui ont été définies afin d'appuyer les différentes mesures prises.

Ces mesures sont principalement situées en périphérie des zones à aménager. Une seule mesure (MR2) concernant le démantèlement d'un muret le long de la future voie du Secteur Nord, qui n'aura plus d'intérêt écologique, est situé en zone à urbaniser de la mise en compatibilité du PLU.

Ces mesures sont listées ci-après et détaillées dans les pages et la carte qui suivent. **Elles ont été élaborées par CBE (Cabinet Barbanson Environnement), résultent de la concertation avec la DREAL Occitanie, la ville de Sussargues, Montpellier Méditerranée métropole, et la SA3M.**

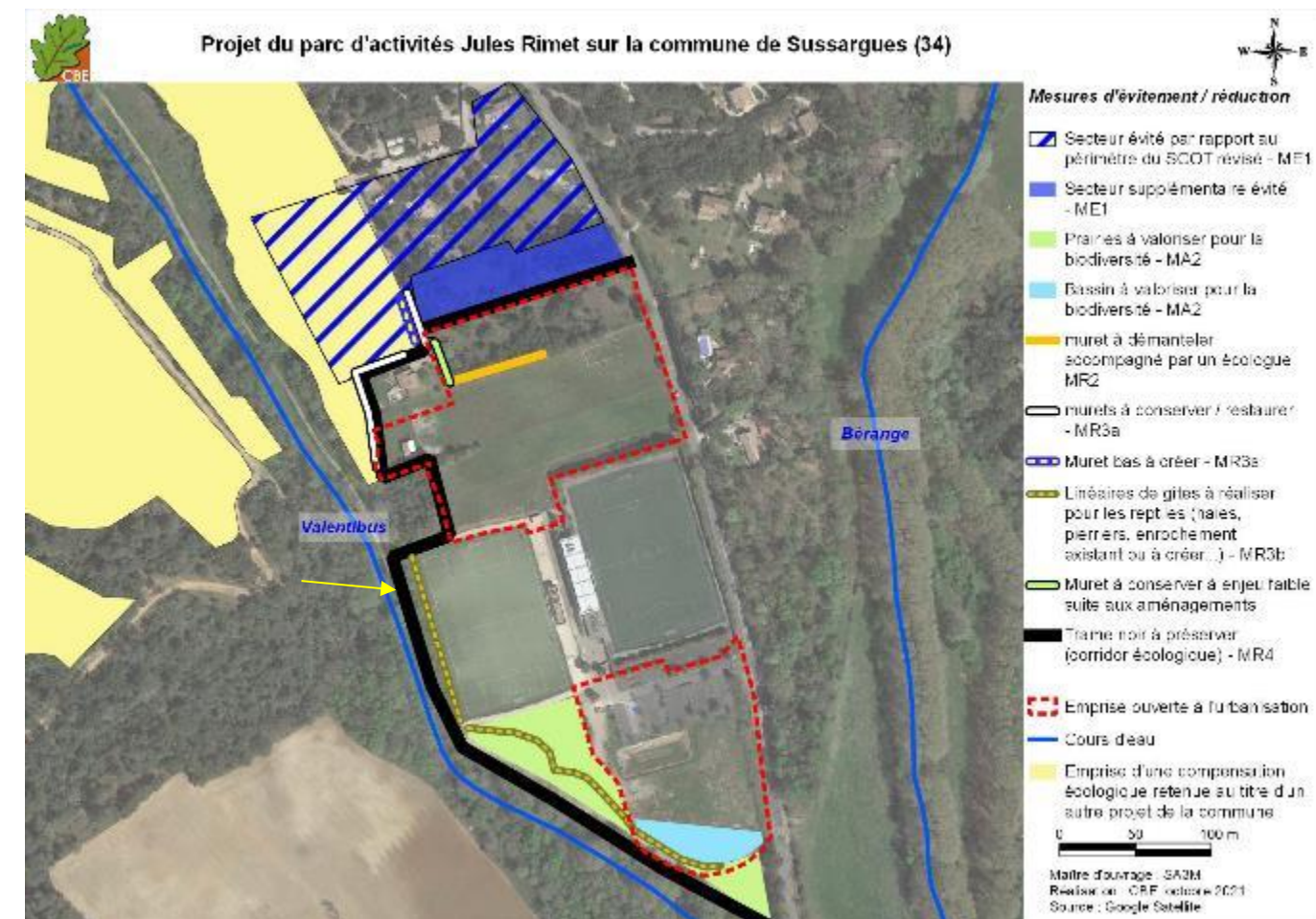


Figure 29 : Localisation des mesures écologiques prises sur le projet du parc d'activité Jules Rimet à Sussargues – source : CBE BARBANSON

##### Mesures d'évitement (ME 1) : Rappel chapitre 7.2.1

- Aucun aménagement en limite des habitations et plus largement de la partie Nord-Ouest de la zone d'études (enjeu écologique fort)
- Aucun aménagement sur la parcelle cadastrée A761, la plus au Nord, et conservation de son état semi-ouvert dans le plan de gestion du dossier CNPN résidentiel (zone « tampon » favorable au lézard ocellé)

##### Mesures de réduction (MR) :

- **MR1 : respect d'un calendrier d'intervention pour les travaux lourds lors du chantier**

Pour les amphibiens, les reptiles et les mammifères (dont chiroptères), les périodes les plus sensibles sont les périodes de reproduction (présence de pontes pour les reptiles et/ou de jeunes) et d'hivernage (individus en léthargie) : soit de mars à mi-septembre pour la reproduction et de mi-novembre à mars pour l'hivernage.

Pour l'avifaune, la période la plus sensible est la période de reproduction (présence de pontes/nichées), soit de mars à juillet pour les espèces locales.



Afin d'éviter de porter atteinte aux espèces de ces groupes, il est important de respecter un planning d'intervention pour les travaux lourds afférents au projet (coupe d'arbres, débroussaillage et terrassement notamment). Il conviendra donc de :

- démarrer et réaliser le débroussaillage et la coupe d'arbres à l'automne (mi-septembre à mi-novembre),
- enlever les principaux gros résidus de débroussaillage pour éviter l'installation d'espèces sur zone, notamment de reptiles ou de Hérisson d'Europe pour l'hiver suivant,
- réaliser les travaux de terrassement dans la continuité du débroussaillage. S'ils ne peuvent être réalisés dans la continuité temporelle du débroussaillage, ils ne devront démarrer qu'à l'automne suivant.

Le déroulement du chantier de manière continue est primordial. Cette continuité temporelle sera, en effet, le gage d'une gestion adéquate du chantier permettant, notamment, de limiter la destruction d'individus d'espèces protégées et le dérangement lors du chantier, notamment pour la faune comme les reptiles, les mammifères et les oiseaux.

- **MR2 : démantèlement doux du muret propice aux reptiles**

Dans le cadre de l'aménagement prévu, un muret le long de la future voie nouvelle deviendra enclavé, et sera moins propice d'un point de vue environnemental. Il sera soit conservé, soit détruit. En cas de démantèlement, herpétologue accompagnera le démantèlement de ce muret, afin de limiter le risque de destruction d'individus (potentiellement aussi d'autres espèces comme des amphibiens).

Pour cette mesure, il convient de démanteler le plus délicatement possible le muret identifié comme favorable aux reptiles, dont au Lézard ocellé. Ce travail devra au maximum être manuel (enlèvement des pierres à la main) pour être efficace. Pour les éléments les plus gros, il faudra les manipuler minutieusement à l'aide d'une mini pelle mécanique (idéalement pelle de 9 tonnes avec un godet orientable). L'objectif sera de déplacer avec précaution les blocs de pierres ainsi que de gratter les premiers centimètres de la surface du sol afin de contacter d'éventuels reptiles camouflés sous terre. Cette intervention peut s'apparenter au travail réalisé lors de fouilles archéologiques (même minutie demandée). Un herpétologue devra être présent lors de l'intervention. Il devra, dans la mesure du possible, attraper les éventuels reptiles présents dans les gîtes afin de les déplacer sur des secteurs non concernés par les travaux (hors périmètre projet et si possible assez loin du projet). Dans le cas où les individus fuient, il est important de s'assurer que les espèces pourront trouver d'autres zones de refuge localement. C'est le cas ici puisque des secteurs préservés peuvent servir de gîte aux reptiles plus à l'ouest, vers le Valentibus.

Notons qu'une attention particulière devra également être portée sur la zone d'enrochement vers la station de relevage, au sud du projet, où les blocs seront remaniés (déplacés pour un nouvel aménagement dans ce secteur) alors qu'ils sont utilisés par le Lézard ocellé (un individu observé en insolation en 2017). L'herpétologue suivra, ainsi, ces deux secteurs.

Une fois les pierres déplacées, nous verrons qu'elles pourront servir à l'aménagement d'autres murets ou la restauration de murets existant sur le pourtour du projet (cf. mesure suivante).

Ces interventions devront être réalisées à l'automne, préférentiellement en octobre, lors du démarrage des travaux. A la mi-novembre, toutes les interventions de défavorabilisation devront être achevées, c'est-à-dire avant la baisse

de températures où les espèces entrent en hivernage. En effet, il convient que les reptiles soient actifs pour leur permettre de fuir ou pour être en capacité de retrouver de nouvelles caches lors du relâché. Pour ces raisons, ces interventions doivent toujours avoir lieu durant des journées aux conditions météorologiques optimales (températures douces, temps ensoleillé). Deux journées d'intervention sont ici prévues avec un écologue.

- **MR3 : renforcement d'une continuité écologique favorisant les gîtes des reptiles, en bordure Ouest du projet**

- MR3a – création et restauration de murets (frange Nord-Ouest) :

Il a été convenu que :

- Pour les murets existants à enjeux forts localisés à l'extérieur des zones à urbaniser, les pierres issues du muret démantelé puissent être utilisées pour restaurer ces murets ou pour en recréer, au pourtour nord-ouest de la zone de projet). Pour le muret devant être recréé, il sera implanté en bordure de la voie existante qui mène à la villa plus au sud. Il s'agit d'une structure assez basse à réaliser (40-50 cm de hauteur) en continuité des murets existants, permettant de rendre la zone plus propice à des reptiles tel que le Lézard ocellé. Le projet permettra, par ailleurs, de réduire notablement le trafic sur cette voirie, puisqu'un nouvel accès à la villa est prévu par la voie nouvelle du parc d'activités.
- Pour les murets existants à l'intérieur des zones à urbaniser, leur enjeu est faible du fait de la création/restauration des murets précitées et des aménagements intérieurs du PAE. Toutefois, la partie de muret servant de clôture à la Villa contiguë au PAE ne sera pas démantelée. Elle sera conservée en l'état, et matérialisera la bordure ouest du chemin piétonnier Nord à aménager dans le cadre du PAE.

- MR3b - mise en place d'autres gîtes à reptiles (frange Sud-Ouest) :

En complément et en prolongement des murets précités, des linéaires alliant enrochements, haies, petits gîtes à reptiles (pierriers, branches...) sont prévus sur la frange sud-ouest du projet, pour favoriser la continuité des aménagements propices aux reptiles, jusqu'à l'extrémité Sud de l'opération (berge haute du Valentibus, zone d'enrochement existante aux abords de la station de relevage à remanier, bassin et prairie naturelle à créer en partie sud).

Ces différentes mesures favorisant les reptiles permettent, ainsi, de considérer que l'ensemble des espèces relevées localement, dont le Lézard ocellé, pourront se maintenir en bordure extérieures des zones à urbaniser, en lien avec les milieux naturels de grand intérêt alentour.

- **MR4 : limiter les éclairages en lien avec les milieux naturels périphériques**

Si les éclairages prévus sur le projet suivent les normes définies par la métropole en termes d'éclairage sur son territoire (normes aujourd'hui plus rigoureuses pour tous les nouveaux projets métropolitains), une vigilance a été portée sur les milieux naturels bordant le projet et sur les zones avec un réaménagement naturel (partie sud). L'objectif est, ainsi, de permettre de réellement favoriser ces milieux pour la biodiversité locale, y compris pour des espèces sensibles. Il s'agit également de préserver une trame noire dans ce secteur longeant le Valentibus.

Différentes mesures ont, ainsi, été prises :

- créer des haies en bordure des futures zones d'aménagement afin de masquer / atténuer les effets de l'éclairage ;
- implanter les bâtiments en fond de parcelles et les stationnements et accès côté voirie, permettant de regrouper l'éclairage au cœur des zones constructibles, et aux bâtiments de créer un écran ;
- interdire tout éclairage des parcelles privées sur les abords ouest, nord et sud du projet, en arrière des bâtiments ;
- intégrer un plan de composition précisant les espaces éclairés et les espaces non éclairés protégés de l'éclairage.

Précisons également que la commune de Sussargues pratique l'extinction des éclairages chaque nuit entre minuit et 5h du matin.

Cette mesure permet de préserver l'intérêt fonctionnel du Valentibus et de ses abords naturels afin d'assurer le maintien de sa fonction de corridor écologique pour de nombreuses espèces.

- **MR5 : limiter le risque de propagation d'espèces invasives en phase chantier et lors des futurs aménagements du site**

- Prise en compte des espèces invasives en phase chantier :

Plusieurs espèces invasives ont pu être relevées sur la zone de projet, notamment dans la partie sud plus remaniée aujourd'hui (par exemple des Vergerettes *Erigeron sp.* ou l'Aster écaillé *Symphyotrichum squamatum*). Il est, ainsi, important de prendre correctement en compte cette problématique durant le chantier. Pour cela, il conviendra, dans un premier temps, de réaliser un inventaire ciblé sur ces espèces invasives / envahissantes afin de géolocaliser toutes les zones qui en abritent. Dans un second temps, ces espèces invasives et la terre les accueillant devront faire l'objet d'un traitement particulier. Ainsi, en concertation avec le botaniste qui aura réalisé l'inventaire préalable, des zones de stockage de ces éléments seront définies. Dans l'idéal, il faudrait aussi procéder à un nettoyage rigoureux de tout matériel (godets, griffes de pelleteuse, pneus, chenilles, outils manuels, bottes...) entrant en contact avec les espèces invasives ou un substrat contenant potentiellement des organes de dissémination de ces espèces avant leur sortie de l'emprise du chantier. Nous proposons également d'interdire toute réutilisation du substrat contaminé pour un aménagement sur le projet ou en dehors des emprises du chantier. Au regard de l'aménagement envisagé nous recommandons la gestion de ces invasives en deux étapes :

- le stockage des parties aériennes et souterraines de ces espèces invasives, avec la terre, sur une zone préalablement définie (zone de stockage spécifique) ;
- leur enfouissement sous un moins 1,5 m de profondeur, lors des travaux de terrassement qui auront lieu pour la mise en place des aménagements.

- Prise en compte des espèces invasives sur les aménagements paysagers du projet

Lors des aménagements paysagers du projet, une attention devra également être portée sur les espèces invasives. Il est, ici encore, préférable d'éviter l'apport de terre allochtone. Il serait, alors, pertinent de réutiliser la terre issue des travaux même si, localement, il faudra prendre garde aux espèces potentiellement déjà présentes.

Ensuite, il faut éviter les plantations d'espèces exotiques. Certaines espèces exotiques vendues par les pépiniéristes sont connues pour leur fort pouvoir envahissant, d'autres ne le sont pas encore mais pourraient présenter les mêmes risques pour l'environnement. Afin d'installer des essences locales adaptées au contexte de l'aménagement logistique, la recherche d'une pépinière locale utilisant des plans d'origine locale (départements alentour) est à privilégier. Notons que la proximité avec le Valentibus est aussi à prendre en compte car les milieux de ripisylve peuvent être lourdement impactés par l'implantation d'espèces invasives en lieu et place des milieux riverains.

Nous proposons, à titre indicatif, plusieurs espèces pouvant être utiles lors des plantations ; la palette végétale définie pour le projet par les paysagistes devra être validée par l'expertise d'un botaniste.

Afin de vérifier l'absence de développement de foyers d'espèces invasives lors du chantier et une fois les aménagements en place, 3 années de suivis sont prévues. Il s'agira de rechercher toute éventuellement espèce invasive ayant colonisé la zone afin d'éviter son installation plus durable et les possibilités qu'elles s'étendent au-delà du projet. En cas d'observation d'espèces, des mesures spécifiques devront être prises (arrachage...).

- **MR6 : éviter les impacts indirects involontaires sur les milieux naturels alentour**

Afin d'éviter tout impact involontaire (passage d'engins, dépôts...) sur les milieux naturels de grand intérêt bordant le projet, il est convenu de matérialiser le plus précisément possible l'emprise des travaux et le sens de circulation. Un plan de circulation sera clairement établi en début de chantier (avec l'accompagnement d'un écologue) et devra être validé par toute entreprise devant intervenir sur le chantier. En ce qui concerne la délimitation des zones de chantier, le passage d'un géomètre préalablement aux travaux est nécessaire. Les pointages du géomètre seront remis aux entreprises et à tout intervenant sur le chantier en version numérique (pour être intégré à un logiciel de géolocalisation si possible) et/ou en version papier. Les numéros des bornes seront clairement annotés. Chaque entreprise sera, alors, tenue de respecter ces délimitations. Un balisage sur les pourtours du chantier sera également nécessaire pour permettre un visuel des emprises plus important (piquets bois, filets de protection orange...), notamment vis-à-vis des espaces naturels d'intérêt écologique au nord et au sud du projet.

Cette mesure, bien qu'en apparence très « banale », doit permettre d'éviter les constats de débordements de chantier souvent mis en avant lors de suivis de chantier. Cela permettra aussi d'éviter toute dégradation involontaire des milieux naturels périphériques (Valentibus + zones naturelles intégrées à une compensation écologique + zone évitée en partie nord).



#### Mesures d'accompagnement (MA) :

- **MA1 : suivi du chantier par une structure écologue**

Un suivi du chantier, réalisé par un écologue compétent et reconnu par les services de l'Etat, est ici nécessaire afin de s'assurer que les différentes mesures prises soient bien appliquées, dans le respect des enjeux environnementaux locaux.

Ce suivi comprendra les étapes suivantes :

- rappel sur la délimitation précise du chantier
- sensibilisation de l'équipe de chantier avant les travaux
- Suivi écologique du chantier, en particulier au démarrage des travaux.

- **MA2 : préconisations quant au futur bassin et aux prairies naturelles bordant le Valentibus**

Le futur bassin et les prairies qui seront créées en partie sud du projet devront garder un caractère le plus naturel possible et connaître un dérangement minimum. Il s'agira, en effet, d'espaces naturels ayant vocation à favoriser la biodiversité. Pour cela, différentes mesures ont été validées :

- interdire la circulation d'engins sur les abords du bassin et du Valentibus (blocage des accès par des blocs et/ou barrière depuis le projet afin d'éviter l'entrée de moto, quad, véhicules) ;
- favoriser l'intérêt écologique du bassin avec réalisation d'une végétalisation des berges et du fond, qui assure un intérêt pour la biodiversité (en évitant toute plantation d'espèces invasives) ; des gîtes à reptiles viendront également ponctuer certains abords du bassin pour le rendre plus propice à la petite faune.
- favoriser des prairies naturelles fleuries les plus propices à la biodiversité et à l'alimentation des espèces locales. Le mélange de graines pouvant être utilisé ici devra être convenu avec un botaniste afin d'être le plus approprié possible au contexte local. La technique de l'hydroseeding pourra être réalisée ici.

Rappelons également qu'aucun éclairage ne sera mis en place sur ce secteur.

Toutes ces préconisations permettront à ces milieux plus naturels au sud du projet de maintenir un intérêt pour la petite faune et de servir de zone tampon à l'aménagement par rapport au Valentibus et à sa ripisylve.

- **MA3 : suivi post-implantation du Lézard ocellé**

Afin de vérifier que l'espèce se maintient sur les abords de la zone d'aménagement, notamment au regard des mesures prises pour favoriser l'espèce, un suivi sera nécessaire sur les premières années suivant la mise en place du parc d'activités. 5 années sont prévues avec un suivi annuel. Au-delà, si l'espèce s'est maintenue, le suivi pourra s'arrêter puisque les mesures prises auront atteint leur objectif de préservation de l'espèce localement. A défaut, des mesures complémentaires devront être prises.

Lors de chaque année de suivi, 3 passages seront nécessaires afin de vérifier la présence de l'espèce et son utilisation des milieux naturels bordant le projet, du sud vers le nord. Le protocole à utiliser sera défini lors du lancement du suivi. Chaque année de suivi, un compte-rendu devra être réalisé et envoyé au maître d'ouvrage et aux services de l'Etat en charge du suivi du projet.

#### **Conclusion :**

**Au titre du projet, les différentes mesures définies et pour lesquelles s'est engagé le maître d'ouvrage permettent de limiter significativement les impacts attendus du projet.**

Cela avait également été échangé avec une représentante de la DREAL-Occitanie (service espèces protégées), lors d'une réunion sur site le 6 juillet 2018. Ces mesures permettent, ainsi, d'obtenir un projet de moindre impact sur les milieux naturels et les espèces protégées / patrimoniales locales.

Ainsi, fort de ces dispositions validées dès 2018, le projet n'aura pas d'incidences significatives sur les enjeux écologiques locaux, et ne nécessite pas de compensations. Aucun dossier de demande de dérogation ne sera donc requis pour le projet de PAE Jules Rimet.

#### 7.4.4.1. MESURES AU TITRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

**Au titre de la mise en compatibilité du PLU, les zones d'évitement convenues avec la DREAL ont été exclues des zones qui seront ouvertes à l'urbanisation dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.**

**Les mesures précitées qui seront mises en œuvre au titre du projet le seront essentiellement en dehors du périmètre des zones à urbaniser AU2.**

Seules l'intervention sur un muret situé à l'intérieur des secteurs à urbaniser fera l'objet pour partie d'un démantèlement doux (cf. MR2), accompagné par un écologue (cf. MR2), et une d'un maintien à titre de clôture (cf. MR3a). Cependant, ces interventions seront sans incidence notable, les enjeux de ces murets ayant été considérés comme faibles après aménagement du parc d'activités et après renforcement de la continuité écologique en bordure Ouest du zonage, tels que identifiés par le cabinet CBE Barbanson sur la figure 29 et dans la mesure concernée.

**Au titre de la mise en compatibilité du PLU, le projet n'aura pas d'incidence notable, et ne nécessite donc pas une préservation réglementaire dans le PLU, puisqu'ils présenteront un intérêt écologique faible après aménagement.**

7.5. INCIDENCES SUR LE MILIEU HUMAIN ET MESURES MISES EN ŒUVRE

7.5.1. BATI, EQUIPEMENTS ET RESEAUX

BATI & EQUIPEMENTS :

Le projet et la mise en compatibilité du PLU conduira à une augmentation du bâti par rapport à la situation actuelle. Les principaux équipements existants seront conservés et le parking du stade mutualisé avec l'aménagement du secteur Sud pour limiter les emprises du projet et optimiser les infrastructures existantes.

Au titre de la mise n compatibilité du PLU, le règlement fixe les conditions d'implantation des nouvelles constructions, imposant notamment :

- Aspect des constructions : « Par leur aspect, leur volume, les constructions et autres modes d'occupation du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt de la zone et des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain. Le traitement architectural doit être sobre et respectueux d'une cohérence architecturale d'ensemble (rythme, proportion des percements, proportions ou alternance pleins-vides, choix des matériaux) ».
- Emprise bâtie maximale : 60% à l'échelle de l'unité foncière  
Hauteur maximale des constructions : 10m.

Ainsi l'incidence de la mise en compatibilité du PLU sur le bâti et les équipements est faible.

RESEAUX :

Les principaux réseaux primaires sont situés à proximité. La capacité de certains est suffisante au projet. D'autres seront étendus afin de permettre la desserte complète du PAE.

- AEP (adduction eau potable et défense incendie)

Le stade est desservi par le réseau de distribution d'eau potable de la Commune de Castries, appartenant au Syndicat Mixte Garrigues-Campagne, par des canalisations en DN 80, avec alimentation d'un poteau incendie.

Le projet de PAE se raccordera quant à lui au réseau de la Régie des Eaux alimentant la Commune de Sussargues, le long de la RM54 (deux branchements prévus : secteurs Nord et Sud). Des travaux d'extension de la canalisation en DN 150 sur 800 ml sont prévus en ce sens.

La défense incendie sera effectuée par les deux réseaux (le PI existant raccordé au réseau SMGC + 2 PI raccordé au réseau de la régie des Eaux).

Ces deux réseaux n'étant pas bouclés entre eux, cela permettra un usage en simultané des deux réseaux,; la capacité de chacun des deux réseaux étant limité à un PI en simultané.

La ressource en eau de Sussargues (réseaux de la Régie des eaux et du Syndicat Mixte) est suffisante pour répondre aux besoins du projet.

- EU (réseau d'assainissement d'eaux usées)

Ce réseau existe à proximité immédiate du futur parc d'activités économiques J. Rimet, et se termine par un poste de refoulement au droit de l'îlot Nord. Le raccordement du PAE s'effectuera en amont du poste de refoulement, par le biais d'un collecteur principal qui devra être créé en DN 200, aucun raccordement n'étant possible sur les deux conduites publiques d'assainissement qui traversent aujourd'hui le secteur (une conduite de refoulement en DN 200 et le trop plein du poste en DN 300).

Les canalisations d'eaux usées existantes qui traversent le site doivent quant à elles pouvoir rester accessibles pour des interventions ultérieures de maintenance ou de réparations. De ce fait, le projet ne prévoit aucune plantation ou construction dans une bande de 2 mètres de part et d'autre de l'axe de ces canalisations. Il y sera aménagé une piste d'accès pour permettre le passage d'engins d'exploitation.

Les eaux usées du parc d'activités seront envoyées à la station d'épuration intercommunale de Sussargues/Saint-Geniès-des-Mourgues, via le poste de refoulement du stade situé en limite Sud/-Ouest du projet.

Ce poste de refoulement de 93 m3/h est suffisamment dimensionné pour permettre la reprise des effluents du projet en provenance de la future ZAE et l'acheminement jusqu'à la nouvelle station d'épuration intercommunale de Sussargues/Saint-Geniès-des-Mourgues.

Au total, le réseau d'assainissement d'eaux usées existe à proximité immédiate du futur parc d'activités économiques J. Rimet et dispose d'une quantité suffisante au regard des besoins du projet. De même, la station d'épuration est suffisamment dimensionnée pour accueillir les effluents générés par le projet.

7.5.2. MOBILITE / TRAFIC

7.5.2.1. Incidences sur le trafic

► Augmentation de trafic

La mise en compatibilité du PLU de Sussargues afin de permettre la réalisation de l'opération d'aménagement du PAE Jules Rimet aura pour effet une **augmentation limitée du trafic routier** dans le secteur.

L'incidence du projet de PAE est estimée à :

- 37 véhicules/heures entrants et sortants de l'îlot Nord en heure de pointe soir et 50 véhicules/heures entrants et sortants de l'îlot Nord en heure de pointe matin.
- 33 véhicules/heures entrants et sortants de l'îlot Sud en heure de pointe soir et 44 véhicules/heures entrants et sortants de l'îlot Sud en heure de pointe matin.

Le détail des flux circulatoires estimés est présenté dans les tableaux suivants :

Répartition des flux VP du programme de l'îlot Nord			Répartition des flux VP du programme de l'îlot Sud - V.E.A.S		
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie
Heure de Pointe du MATIN	45	5	Heure de Pointe du MATIN	40	4
Heure de Pointe du SOIR	9	28	Heure de Pointe du SOIR	8	25



Les flux les plus importants consistent en des entrées au sein du PAE aux heures de pointes de matin, c'est-à-dire des trafics depuis la RM610 vers la RM54. **L'augmentation de trafic liée au projet n'aura donc aucun effet sur la congestion observée sur la RM54** qui concerne uniquement le sens RM54 vers RM610.

De même, la hausse de trafic aux heures de pointe soir ne sera pas de nature à influencer sur les conditions de circulation globales actuelles sur la RM54 comme sur la RM610.

#### ► Création d'un seul nouvel accès

Le **secteur Sud** sera accessible par la voie d'accès existante au stade Jules Rimet, qui ne nécessite pas de modification significative. Cet accès est actuellement aménagé en carrefour à feux commandé par la sortie du stade. En cas de besoin, une sortie directe et occasionnelle du secteur Sud pourrait être rendue nécessaire pour les seuls véhicules de livraison de taille importante.

La desserte du **secteur Nord** nécessitera la création d'un nouvel accès sur la RM54.

Son aménagement sera urbain, afin de libérer les vues en amont de l'intersection, et si nécessaire, l'aménagement d'un marquage au sol sera réalisé.

**Ces aménagements ne sont pas de nature à avoir une incidence significative sur les conditions de circulation sur la RM54.**

#### 7.5.2.2. Mesures sur le trafic

Aucune incidence significative n'est donc attendue sur le contexte circulatorie actuel, ainsi aucune mesure spécifique n'est nécessaire.

Néanmoins, le parti d'aménagement souhaité par le maître d'ouvrage **favorise la desserte en transport en commun, ainsi que les mobilités douces.**

#### DESSERTE EN TRANSPORT EN COMMUN :

La desserte en transport en commun s'effectue actuellement par les bus des lignes 27 (Castelnau – Sablassou – Castries Beaulieu) et 31 (Sablassou – Baillargues) qui empruntent la RM 54. Toutefois, l'arrêt de bus se situe plus au Nord du PAE, au carrefour entre la RM 54 et le Chemin des Garrigues Basses. La connexion douce entre la future zone d'activités et l'arrêt de bus pourra soit se faire à terme, via la RM 54 une fois son profil réaménagé, soit par le chemin des Garrigues Basses dont une connexion piétonne est prévue au Nord-Ouest du Secteur Nord, soit par un déplacement au droit du projet et du stade.

#### MODES ACTIFS :

Le parti d'aménagement cherche pleinement à **assurer le principe de connexion avec les modes actifs environnants et futurs.**

Plusieurs dessertes douces existent ou vont être mises en place autour du PAE Jules RIMET. C'est pourquoi est prévu au niveau du Secteur Sud une liaison avec la promenade le long du Valentibus, permettant de rejoindre le

centre de Sussargues. Une autre liaison sera matérialisée avec le chemin des Garrigues Basses. Un franchissement de la RM54 pourra être aménagé pour rejoindre la promenade le long du Béranger.

Enfin, **des dispositifs seront mis en place pour permettre, le moment venu, le lien avec d'éventuels réaménagements de la RM 54.**

Ces dispositifs seront particulièrement utiles dans le cadre du fonctionnement du stade.

Le **recul des futurs ilots** a été pris en compte dans le cadre d'une évolution ultérieure de **l'emprise de l'emplacement réservé (ER)** au droit du projet afin de permettre l'aménagement des modes doux et règles de sécurité notamment du fait de la présence de vide à l'Est de la RM54 (anciennes carrières).

**Des connexions piétonnes au sein du PAE Jules RIMET sont également prévues.** La plus importante constitue la perspective Nord – Sud traversant les 3 entités de la zone d'activités, de la pointe Nord-Ouest du secteur Nord jusqu'à la pointe Sud-Ouest du secteur Sud. La jonction entre la séquence le long du stade et le secteur Nord nécessite un dispositif d'adaptation en raison de la topographie. Un système de rampe PMR sera aménagé. La voie de desserte au Nord disposera également d'un trottoir destiné aux piétons. De même, un accès direct piéton sera imposé à l'îlot du secteur Sud. Enfin, une liaison sera aménagée au Sud du secteur Sud, profitant de la servitude eaux usées, et permettra de rejoindre le futur itinéraire cyclable le long du Béranger via une traversée de la RM 54.

**Le projet et la mise en compatibilité du PLU n'aura donc aucune incidence significative sur le trafic routier et favorisera les modes de déplacements doux et en transport en commun.**



Figure 30 : Principe d'aménagement des mobilités douces au sein du PAE (source : SMU/ORTA - Octobre 2020)

## 7.6. INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE ET MESURES MISES EN ŒUVRE

### 7.6.1. PATRIMOINE

Le site n'est concerné par **aucun élément du patrimoine architectural ou culturel**. Par ailleurs, comme précisé au chapitre 6.4.1, la **DRAC Occitanie**, Service régional d'archéologie, a répondu le 24 janvier 2022 qu'elle avait décidé de ne **pas émettre de prescription d'archéologie préventive sur le projet**.

**Le projet et la mise en compatibilité du PLU ne devraient donc pas avoir, au stade des connaissances actuelles, d'incidence négative sur le patrimoine culturel et archéologique.** Toute découverte fortuite, à caractère archéologique ou historique, effectuée à l'occasion des travaux devra toutefois être déclarée immédiatement à la DRAC Occitanie en application du Livre V du code du Patrimoine (titre III, articles L531-14 à L531-16), comme le prévoit la réglementation sur tout le territoire national.

### 7.6.2. PAYSAGE

#### AU TITRE DU PROJET :

**L'ouverture à l'urbanisation du site aura pour effet de modifier les perceptions paysagères locales, des espaces naturels laissant la place à des surfaces partiellement artificialisées. Néanmoins, l'insertion paysagère du PAE a été pensée de manière à préserver et accentuer les atouts paysagers du site et plus généralement du territoire communal.**

Ainsi, l'aménagement du site Jules Rimet repose sur le respect et la valorisation des éléments paysagers existants. Il s'axe sur la sobriété d'aménagement, la priorité donnée aux modes actifs et sur la conservation et la confortation de l'écrin végétal.

Les espaces verts à préserver pour leur intérêt écologique ou paysager seront renforcés par des plantations complémentaires.

Sur le parking du stade Jules Rimet, les plantations arborées existantes seront également maintenues.

#### Les espaces naturels aux abords du Valentibus :

Les espaces naturels liés au Valentibus participent à la Trame Verte et Bleue qui borde le site du projet.

- Les **boisements de la ripisylve seront conservés**, et feront l'objet si nécessaire d'un entretien raisonné.
- Les **boisements remarquables** à chênes pubescents situés au Nord/Ouest,
- Le terrain d'entraînement et la promenade du Valentibus seront **préservés** en l'état.
- Une **requalification paysagère des remblais situés au Sud du terrain d'entraînement** est proposée avec des plantations arborées et arbustives de type forestier réalisées en partie sur des talus remaniés. Elle



permettra d'intégrer des enrochements calcaires qui seront remaniés pour préserver l'habitat du lézard ocellé.

- Une **prairie naturelle sera mise en œuvre à l'emplacement des terrains dégradés** qui bordent actuellement la ripisylve au Sud, afin de retrouver une biodiversité du couvert herbacé.

#### Les espaces publics du PAE :

- **Concernant la voie interne Nord** : des plantations d'alignement (arbres tiges constitués de tilleuls, micocouliers ou similaire) s'intercalent entre places de stationnement et accès aux parcelles. Elles composent et valorisent visuellement la voie d'accès du secteur Nord.
- **Concernant l'axe Nord Sud des circulations douces** : les plantations d'alignement le long de l'axe piéton Nord Sud (micocoulier, chêne pubescent ou similaire), participent à la structuration urbaine et paysagère du PAE en renforçant les alignements de façades du bâti et en guidant les perspectives visuelles. Elles apportent ombrage et agrément aux circulations douces (piétons / cycles).
- **Au Nord du terrain d'entraînement**, un talus de déblai mettant à nu la roche du sous-sol est réaménagé avec des plantations rustiques de type garrigue (chêne vert, amandier, arbousier, pistachiers, filaires...). Il constituera un espace paysager de transition avec le lot bâti.
- Un **espace de dégagement sera conservé entre les parcelles du PAE et la RM 54** pour permettre depuis la route une meilleure intégration visuelle des lots d'activités. Les terrains seront enherbés (semis de pelouse naturelle) et plantés de façon libre avec des bosquets arborés (plantation en mélange de chêne pubescent, chêne vert, amandier, érable de Montpellier, érable champêtre, azérolier, arbousier, pistachier térébinthe...). Le long du secteur Sud, seules les plantations de massifs arbustifs seront autorisées sur les talus bordant la route en raison de la présence de réseaux souterrains (AEP).

#### Les bassins de rétention :

- **Bassin Nord** : Implanté entre le stade et les lots privés, le bassin Nord s'inscrit dans une forme rectangulaire simple pour optimiser l'espace.  
Les nombreux réseaux qui bordent le stade ne permettront pas de plantations arborées au Sud du bassin. Ce dernier et ses abords seront simplement enherbés (semis pelouse naturelle). Des haies arbustives, libres et champêtres, seront plantées le long des clôtures (filaires, pistachiers, cornouiller sanguin, viorne tin, pittospore, troène commun, spirée blanche...) afin de cacher le bassin depuis l'espace public et limiter l'incidence visuelle des formations rocheuses du bassin de rétention.
- **Bassin Sud** : étant donné sa proximité avec le Valentibus et sa promenade exultante le long des berges, il est important d'assurer l'intégration paysagère du bassin de rétention sud. Sa forme sera plus naturelle avec des pentes de talus adoucies. Des plantations champêtres rappelant la ripisylve toute proche seront mises en œuvre en périphérie du bassin, formant des bosquets arborés et arbustifs en formation libre (chêne pubescent, érable champêtre, peuplier blanc, saule à feuilles de romarin, noisetier, cornouillers, fusain d'Europe, viorne tin, coronille...). Les ouvrages hydrauliques seront le plus discret possible.

#### Les lots privés :

- **Des bandes paysagères au caractère champêtre à créer délimiteront également les autres lots privés en limite de voirie et en fond de parcelle.** Elles se caractérisent par des plantations libres sur pelouse naturelle, couvre-sol ou massifs arbustifs avec des essences locales (pas de plantations exotiques = espèces végétales associées à la garrigue boisée dans le secteur Nord et à la ripisylve ou aux boisements frais dans le secteur Sud). Ces bandes de plantation participeront à l'intégration paysagère du bâti.
- Des arbres à caractère champêtre pourront être plantés sur parking et espaces libres pour conforter les ambiances champêtres du PAE et participer à l'intégration des éléments bâtis et des surfaces minérales (chêne pubescent, érable champêtre, chêne vert, tilleul, pin d'Alep, murier noir, amandier...)
- Dans le secteur nord, les arbres existants sur ces emprises libres de toute construction pourront être maintenus (chênes verts).

Le plan de composition paysagère du PAE ci-dessous illustre les principes d'aménagement paysager retenus dans le cadre de la réalisation du PAE Jules Rimet.

**Au titre du projet, bien que les incidences de la mise en compatibilité du PLU sur le paysage ne soient pas nulles, les aménagements prévus permettent de les réduire significativement et de garantir une préservation des grands marqueurs paysagers locaux.**



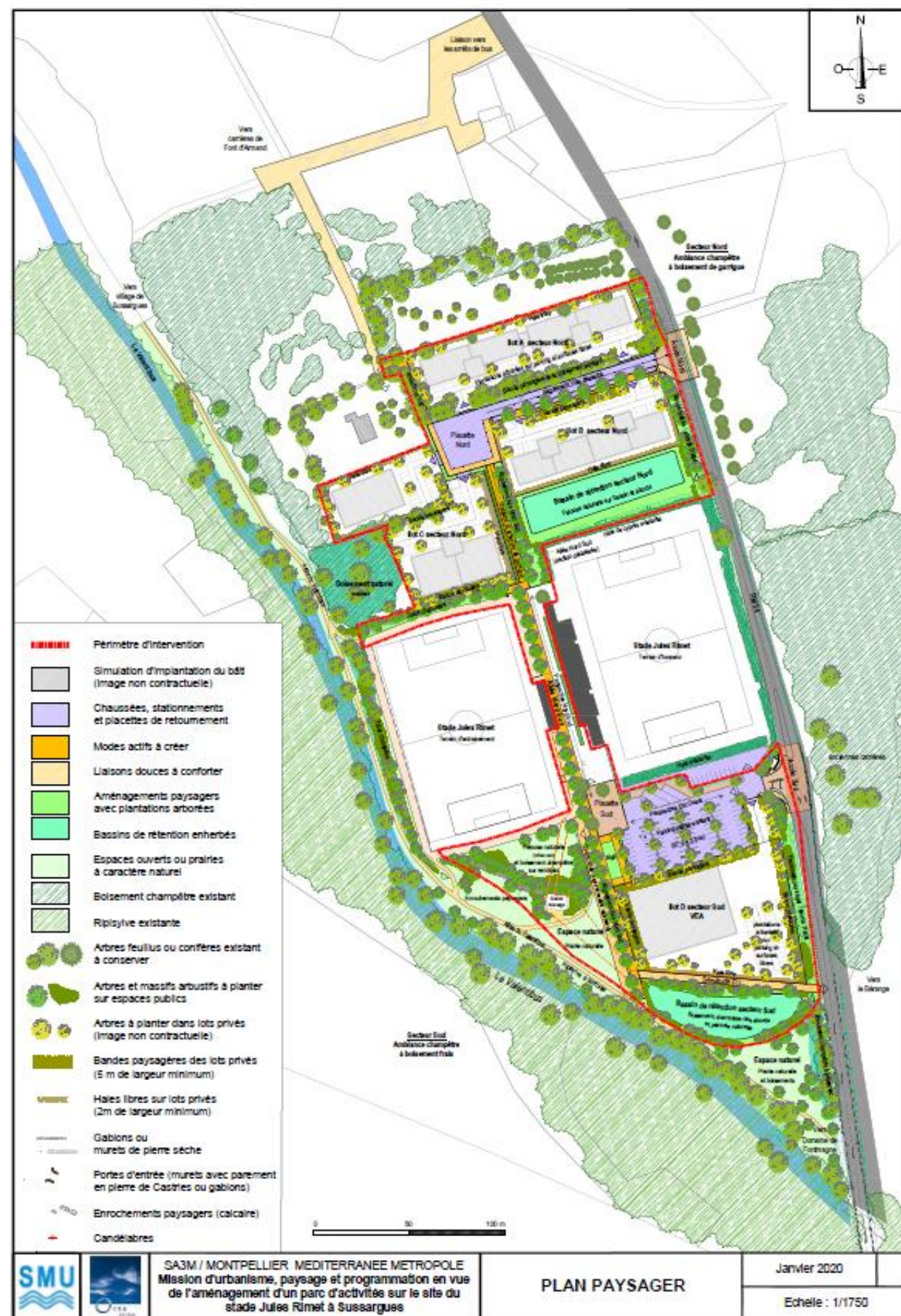


Figure 31 : Plan de composition paysagère du PAE (source : SMU/ORTA – janvier 2020)

AU TITRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU :

L'ensemble des dispositions sont reprises dans le tableau de synthèse au chapitre 8.

OAP :

Les principes d'aménagement et de programmation définis dans le cadre de l'OAP précisent ces ambitions qui sont retranscrites dans la carte ci-dessous, pour celles qui sont comprises dans le périmètre des terrains qui seront ouverts à l'urbanisation dans le cadre de la mise en compatibilité. Les terrains limitrophes seront conservés en zone N.

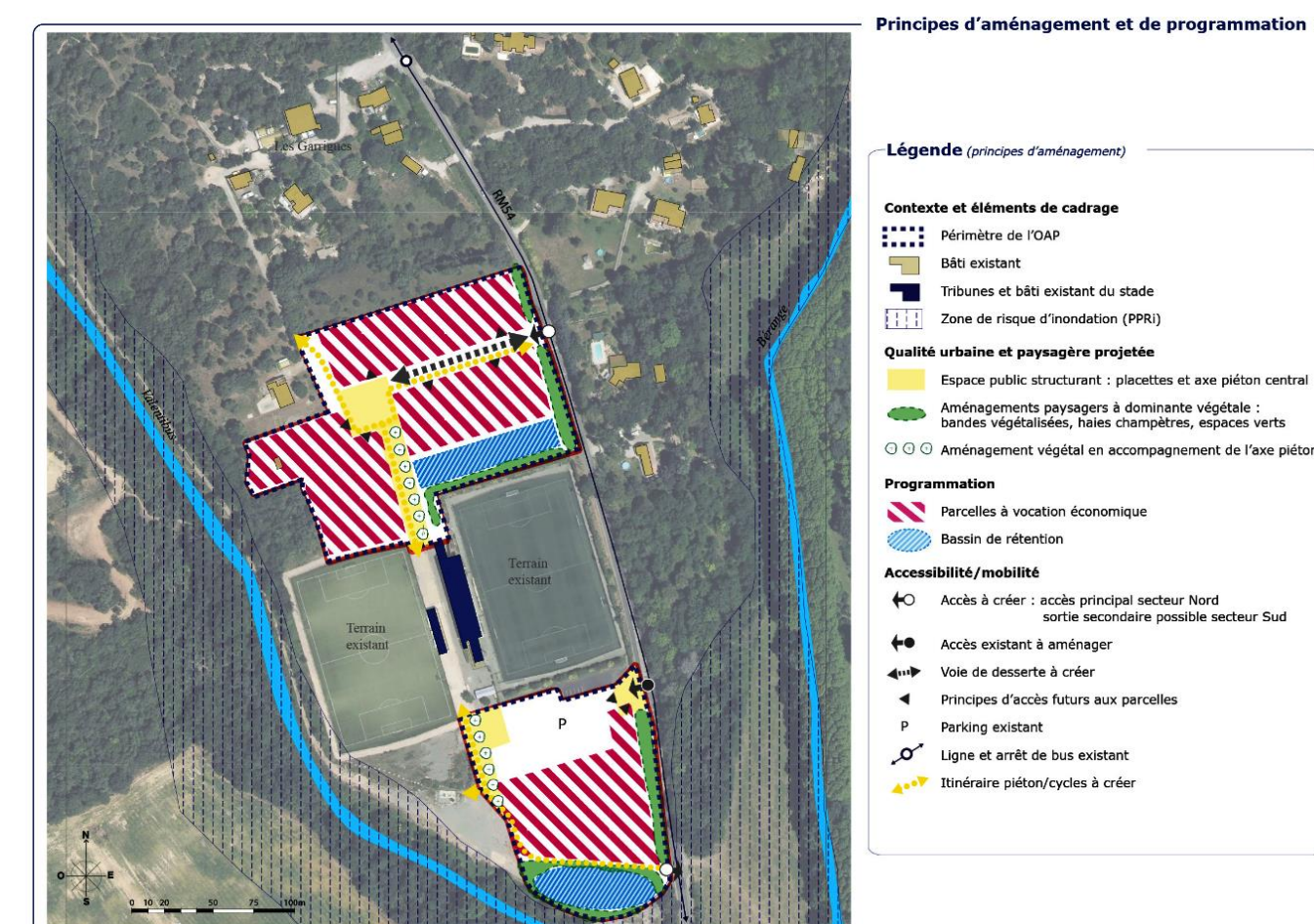


Figure 32 : Principes d'aménagement et de programmation définis dans l'OAP (source : DiverCités)

REGLEMENT :

Le projet de règlement du PLU défini dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité formalise ces grands principes d'aménagement paysagers et les rend opposables.

Le traitement paysager et la végétalisation du site font également l'objet de prescriptions spécifiques visant à préserver les caractéristiques paysagères locales : plantation d'un arbre de haute tige minimum par tranche de 100m<sup>2</sup> d'espace perméable.



Au-delà de ces espaces spécifiques, le règlement proposé dans le cadre de la mise en compatibilité impose un traitement paysager et une végétalisation de la zone stricte.

- Plantations et arbres de haute tige

Les plantations doivent être composées d’essences locales, limitant les besoins en eau. Il est imposé au minimum 1 arbre de haute tige planté ou existant pour 100 m² d’espace perméable.

De manière générale, la plantation d’arbres de moyen à grand développement est à concevoir en pleine terre.

Les emprises de pleine terre et le choix des espèces sont déterminés en cohérence afin de permettre un développement harmonieux des systèmes racinaires et des houppiers. Dans cette optique et afin de contribuer au paysage perçu depuis l’espace public, il est préconisé, le cas échéant, de valoriser les espaces de pleine terre situés à la fois dans la bande de retrait par rapport à l’espace public et dans la bande de retrait par rapport aux limites séparatives.

- Traitement paysager des aires de stationnement de surface

Les aires de stationnement de surface doivent comporter 1 arbre pour 2 places de stationnement, dont la plantation doit être connexe à l’ensemble formé par les places de stationnement. Toutefois lorsque 75 % au moins de la surface des places de stationnement est couverte par des panneaux photovoltaïques, les arbres peuvent être regroupés sur le terrain.

Ces dispositions permettent ainsi de recréer des plantations au sein de la zone ouverte à l’urbanisation favorables au maintien et au développement de la biodiversité locale.

**Au titre de la mise en compatibilité du PLU, les zonages et règles de traitement paysagers garantissant une incidence sur les milieux naturels sont faibles.**

7.7. INCIDENCES SUR LE CADRE DE VIE ET MESURES MISES EN ŒUVRE

7.7.1. AMBIANCE ACOUSTIQUE

La réalisation du projet permise par la mise en compatibilité du PLU aura pour effet, **une augmentation limitée du trafic sur la RM54 (Cf. chapitre 6.3.2).**

Il est admis que pour être perceptible par l’oreille humaine (seuil « physiologique »), l’augmentation du volume sonore doit être de minimum +2dB(A). Toute chose égale par ailleurs (vitesse, configuration des voies...), ce seuil de +2dB(A) correspond à un surcroît de trafic de +58%.

Le tableau ci-dessous synthétise le trafic moyen journalier annuel (TMJA), avec et sans projet

Axe de circulation	TMJA – Situation actuelle	TMJA – Situation future avec projet	% d'évolution
Voie de desserte du stade	290	470	61,7%
RM54 Sussargues	5 630	6 000	6,5%
RM610 Castries	17 880	18 170	1,6%
RM610 Boisseron	15 100	15 180	0,5%

**En dehors de la voie de desserte du stade, les augmentations de circulation sont minimes et imperceptibles du point de vue sonore. Compte tenu du très faible trafic actuel sur la voie de desserte du stade, la réalisation du PAE pourrait engendrer une hausse de trafic susceptible de modifier l’ambiance acoustique locale au droit de la voirie existante et de celle créée au Nord.**

**Toutefois cette approche est à relativiser fortement du fait de l’absence d’habitations ou d’activités sensibles au droit de l’axe existant de desserte du stade. Concernant la voie créée au Nord, une seule habitation est recensée à proximité de la nouvelle infrastructure, les autres étant distantes de plus de 70m. Celle-ci sera toutefois séparée du trafic par la végétalisation du site et les constructions réalisées dans le cadre du PAE qui atténueront la perception des émissions sonores du trafic. Rappelons également qu’il ne s’agit que d’une voie de desserte très locale dont la fréquentation et les nuisances associées seront limitées. Ainsi aucune dégradation de la qualité de vie due à l’évolution de l’ambiance sonore n’est attendue.**

7.7.2. QUALITE DE L’AIR

La mise en compatibilité du PLU de Sussargues afin de permettre la réalisation du PAE est susceptible d’avoir un effet sur la qualité de l’air. Afin de mesurer les effets réels du projet de PAE, une étude air et santé de niveau III a été réalisée. Ses principales conclusions sont présentées ci-après.

7.7.2.1. Estimation des émissions de polluants dans le réseau d’étude

Les émissions routières ont été évaluées selon la méthodologie COPERT (COmputer Programme to Calculate Emissions from Road Transport), dans sa version COPERT 5.

Cette méthodologie comprend une bibliothèque de facteurs d’émissions unitaires qui expriment la quantité de polluants émis par un véhicule donné, sur un parcours donné d’un kilomètre, pour une année donnée. Ces facteurs d’émissions unitaires, exprimés en g/km, sont fonction de la catégorie du véhicule (voitures particulières, véhicules utilitaires légers, poids-lourds, bus, etc.), de son mode de carburation (essence, diesel), de sa cylindrée (ou de son poids total autorisé en charge pour les poids lourds), de sa date de mise en circulation (normes Euro) et de son âge, de sa vitesse et des conditions de circulation.

Pour déterminer ces émissions unitaires, des mesures des émissions sont effectuées en laboratoire pour différents cycles représentatifs de conditions réelles de circulation.

Les parcs retenus sont les parcs roulants de COPERT de 2019 (**situation actuelle et future**). Ils ont été réalisés par l’IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l’Aménagement et des Réseaux). L’évaluation des émissions et de la consommation énergétique a été réalisée pour le réseau routier considéré dans le réseau d’étude.

Le bilan des émissions de polluants (et variations de ces dernières) est présenté dans les tableaux suivants, et ce pour la situation actuelle et la situation future avec projet.

Tableau 1 : Estimation des émissions entre l'état actuel sans projet et l'état futur avec projet

Sur l'ensemble du projet	CO	NOx	NMVOC	SO2	PM10	PM2.5	benzene	benzo_a_pyrene	NICKEL	ARSENIC
	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	g/j	g/j	g/j	g/j
Actuel 2019	6,038	14,675	0,460	0,123	1,129	0,779	13,835	0,042	0,004	0,000
Projet 2019	6,210	15,088	0,473	0,127	1,161	0,801	14,239	0,043	0,004	0,000
Impact projet 2019	2,9%	2,8%	2,9%	2,8%	2,8%	2,8%	2,9%	2,7%	0%	0%

**Le projet aura une incidence faible sur les émissions de polluants considérés. Cette incidence est à considérer avec le réseau d'étude pris en compte** (réseau d'étude restreint majorant les résultats) **et est cohérent avec l'augmentation du trafic sur le réseau avec l'aménagement projeté.**

#### 7.7.2.2. Les émissions de gaz à effet de serre

Le coût des émissions de gaz à effet de serre (exprimé en équivalent CO<sub>2</sub>) est issu d'un arbitrage cherchant à concilier des enjeux environnementaux, énergétiques et économiques. Divers modèles macroéconomiques ont été utilisés et ont abouti à une forte volatilité du coût de la tonne de CO<sub>2</sub>. Le choix s'est donc orienté vers un prix à l'horizon 2030 de 100 € la tonne de CO<sub>2</sub>, correspondant à la moyenne des valeurs obtenues par les modèles et jugé raisonnable dans une perspective volontariste par les experts de la mission (« la valeur tutélaire du carbone », mission présidée par Alain Quinet). Les évolutions sont ensuite basées sur une approche plus théorique que les modèles précédemment utilisés. Pour les évolutions post-2030, la règle de Hotling ajustée est utilisée. Cette règle issue de l'économie de l'environnement considère que le changement climatique peut être ramené aux règles de gestion dans le temps d'une ressource rare. Les engagements français en termes de plafond d'émission constituent la réserve de CO<sub>2</sub> et un taux de 4,5 % par an est retenu. Concernant les évolutions avant 2030, il a été choisi d'utiliser le coût de la tonne CO<sub>2</sub> déjà estimée lors du rapport Boiteux II pour l'année 2010 soit 32 € et de la faire varier jusqu'à 2030 pour atteindre la valeur pivot des 100 € (soit environ 5,8 % d'augmentation par an).

Les valeurs tutélaire de la note méthodologique de 2014 sont récapitulées ci-dessous :

Tableau 2 : Valeur tutélaire de la tonne de CO<sub>2</sub>

	T CO <sub>2</sub> en euro 2010
2010	32,0
2019	53,4

Les émissions de CO<sub>2</sub> du projet sont estimées à partir des facteurs d'émissions de COPERT V.

#### 7.7.2.3. Conclusion sur la qualité de l'air

**Le projet d'aménagement va générer une légère augmentation de trafic routier dans la zone d'étude. Cette augmentation entraine localement une incidence sur les émissions de polluants.**  
Cependant, **cette incidence est faible (environ 2,8%) et limitée à la zone d'étude, c'est-à-dire au strict périmètre de la zone d'aménagement ce qui majore le résultat.**

**La mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation du projet n'aura donc pas d'incidence significative sur la qualité de l'air.**

## 8. SYNTHÈSE GENERALE

Le tableau ci-dessous présente une synthèse globale :

- des enjeux environnementaux,
- des incidences pressenties
- des mesures d'évitement et de réduction prises :
  - o dans le cadre du projet
  - o et dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.

**Ce tableau de synthèse permet d'apprécier la bonne prise en compte de l'ensemble des enjeux environnementaux dans la conception du projet et la manière dont les principes d'aménagements définis sont retranscrits dans les différentes pièces constitutives de la mise en compatibilité du PLU.**

**Au vu de ce tableau, la mise en comptabilité du PLU n'aura ainsi aucune incidence significative sur l'environnement.**



Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
Ressource en eau	<p>Aucune incidence sur les eaux souterraines</p> <p>Aucune incidence sur les captages AEP</p> <p>Aucune incidence sur les eaux superficielles</p> <p>Ressource en eau suffisante pour l'alimentation du projet.</p> <p>Capacités de traitement des eaux usées suffisantes pour accueillir les effluents générés par le projet.</p>	<p>Conformité aux prescriptions applicables au sein du périmètre de protection de captage AEP.</p> <p>Mise en place d'un dispositif de gestion des eaux pluviales (réseau EP et bassins de rétention)</p> <p>Projet soumis à un dossier de déclaration « Loi sur l'eau » détaillant les mesures prises vis-à-vis de la ressource en eau.</p>	<p><b>Règlement du futur secteur AU2 dédié aux activités économiques productives :</b></p> <p>Rappel de la présence de périmètres de protection de captages AEP et des textes fixant les prescriptions applicables.</p> <p>Maintien de la servitude d'utilité publique AS1 existante et relative au périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à collectivité humaine</p> <p>Art.AU2 – 4 : Fixation des modalités de raccordements aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées.</p> <p>Fixation des modalités de gestion des eaux pluviales et des débits de ruissellement.</p>
Risques naturels	<p>Aucune incidence sur les risques naturels compte tenu des mesures prises.</p>	<p>Réduction du périmètre du projet afin de l'exclure de toute zone inondable (PPRi)</p> <p>Mise en place d'un système de gestion des eaux pluviales (projet soumis à dossier Loi sur l'eau)</p> <p>Mise en œuvre de dispositifs de défense incendie</p>	<p><b>OAP :</b></p> <p>Création de deux nouveaux bassins de rétention des eaux pluviales dont l'un en remplacement de celui existant au droit de l'actuel parking du stade. La gestion du ruissellement de surface sera étudiée à l'échelle de l'opération d'ensemble.</p>

Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
			<p>Représentation graphique du zonage PPRI et des bassins de rétention.</p> <p><b>Règlement :</b></p> <p>Art.AU2 – 4 :</p> <p>Fixation des modalités de gestion des eaux pluviales et des débits de ruissellement.</p> <p>Imposition de mise en œuvre de moyens permettant d'assurer la défense et la lutte contre l'incendie.</p> <p>Art. AU2 – 9 : Fixation de l'emprise bâtie maximale de 60 % à l'échelle de l'unité foncière.</p>
Espaces naturels et agricoles	<p>Aucune incidence sur les espaces agricoles</p> <p>Incidence limitée sur les espaces naturels</p>	<p>Choix d'un site présentant peu d'enjeux écologiques et déjà partiellement anthropisé.</p> <p>Pour les mesures spécifiques relatives au milieu naturel (Cf ligne ci-dessous).</p>	<p>La zone AU2 représente 3,45 ha, soit 1,6 % des surfaces totales des zones naturelles, 2,5 % des zones U et AU de Sussargues et 0,5 % du territoire communal.</p> <p>Pour les mesures spécifiques relatives au milieu naturel, cf ligne ci-dessous.</p>



Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
Milieu naturel	Aucune incidence sur les périmètres d'inventaire et de protection, dont sites Natura 2000		
Milieu naturel	Destruction d'habitats naturels et de gîtes, dérangement d'espèces et altération des axes de déplacement de la faune.	<p><b>Mesures d'évitement :</b></p> <p>ME1 : évitement de secteurs à fort enjeu écologique en partie nord du projet</p> <p><b>Mesures de réduction :</b></p> <p>MR1 : respect d'un calendrier d'intervention pour les travaux lourds lors du chantier</p> <p>MR2 : démantèlement doux du muret propice aux reptiles</p> <p>MR3 : favoriser les gîtes à reptiles en bordure du projet</p> <p>MR4 : limiter les éclairages en lien avec les milieux naturels périphériques</p> <p>MR5 : limiter le risque de propagation d'espèces invasives en phase chantier et lors des futurs aménagements du site</p>	<p><b>PADD :</b></p> <p>Affirmation de la préservation de la biodiversité et des boisements existants au sein de l'orientation relative au bois existant au Sud du village.</p> <p>Création d'une nouvelle orientation relative à la création du PAE mettant l'accent sur l'attention particulière devant être portée à son intégration dans son environnement naturel de qualité.</p> <p><b>OAP :</b></p> <p>Affirmation des enjeux environnementaux du site, en conservant la richesse écologique des abords du site.</p> <p>Affirmation des objectifs environnementaux se traduisant notamment par la préservation/ restauration/ renforcement des secteurs à enjeux écologiques et patrimoniaux (corridors et réservoirs identifiés par le SCOT, EMBF, et gîtes</p>

Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
		<p>MR6 : éviter les impacts indirects involontaires sur les milieux naturels alentours</p> <p><b>Mesures d'accompagnement :</b></p> <p>MA1 : suivi du chantier par une structure écologue</p> <p>MA2 : préconisations quant au futur bassin et aux prairies naturelles bordant le Valentibus</p> <p>MA3 : suivi post-implantation du Lézard ocellé</p> <p>Ces mesures ont été définies avec le cabinet environnemental CBE BARBASON, à la suite d'une concertation préalable avec la DREAL.</p> <p>Aucun dossier CNPN ne sera requis pour le projet de PAE Jules Rimet.</p>	<p>favorables au lézard Ocellé) en dehors des zones à urbaniser.</p> <p>Définition d'un principe d'aménagement consistant à « créer une trame d'espaces verts » et se traduisant par la constitution d'un « cocon » végétal.</p> <p><b>Plan de zonage :</b></p> <p>Maintien des zones d'évitement en zone « N ».</p> <p><b>Règlement :</b></p> <p>La totalité des zones à enjeux naturel ayant été évitées, et exclues des secteurs à urbaniser, aucune prescription spécifique ne s'appliquent aux zones à urbaniser concernées par le règlement.</p>



Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
Paysage et patrimoine	Aucune incidence sur le patrimoine culturel et archéologique (absence de périmètres de protection)	Absence de prescriptions d'archéologie préventive de la DRAC Occitanie, confirmée le 24 janvier 2022	
	Mutation du paysage par l'artificialisation d'espaces naturels	<p>Parti pris paysager fort visant à préserver et accentuer les atouts paysagers du site et plus généralement du territoire communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Préservation et valorisation des espaces naturels structurants (publics) et des grands espaces naturels qui encadrent le site : la ripisylve du Valentibus, les boisements de chênes verts à l'Ouest et les terrains plantés au Nord extérieurs à la zone de projet. Tout en offrant un recul vis à vis du hameau des Garrigues, ces espaces créent un écrin végétal autour du PAE et participent à sa valorisation.</li> <li>Requalification paysagère des remblais au Sud du stade et des</li> </ul>	<p><b>PADD :</b></p> <p>Affirmation de la préservation de la biodiversité et des boisements existants au sein de l'orientation relative au bois existant au Sud du village.</p> <p>Création d'une nouvelle orientation relative à la création du PAE mettant l'accent sur l'attention particulière devant être portée à son intégration dans son environnement naturel de qualité.</p> <p><b>OAP :</b></p> <p>Affirmation des enjeux paysagers et patrimoniaux du site (renforcement de la spécificité paysagère du site, valorisation des abords du site). Affirmation d'un objectif d'impact environnemental minimal se traduisant notamment par une intégration paysagère des ilots à bâtir.</p> <p>Définition d'un principe d'aménagement consistant à « créer une trame d'espaces verts » et la constitution d'un « cocon » végétal (bandes</p>

Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
Paysage et patrimoine		<p>terrains dégradés en bordure de ripisylve.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plantations d'alignements et d'ombrage sur les espaces publics et en bordure des lots privés.</li> <li>• Aménagement paysager des bassins de rétention</li> <li>• Intégration du bâti</li> </ul>	<p>végétalisées, arbres d'alignement, clôtures végétales, palette de végétaux locaux).</p> <p>Représentation graphique de boisements à préserver, d'aménagements paysagers à dominante végétale, d'aménagements végétaux en accompagnement de l'axe piéton ;</p> <p><b>Règlement :</b></p> <p>Art. AU2 – 10 : Fixation de la hauteur maximale des constructions à 10m.</p> <p>Art. AU2 – 11 : Fixation des conditions d'insertion des constructions garantissant l'insertion paysagère harmonieuse du projet d'aménagement, dans le respect du « caractère ou à l'intérêt de la zone et des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain ».</p> <p>Art. AU2 – 13 : Fixation des modalités de traitement des espaces libres et plantations. Cet article dispose notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les espaces perméables doivent constituer 25 % minimum de la surface des unités foncières, et être plantés à raison d'un</li> </ul>



Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
			<p>arbre de haute tige minimum par tranche de 100 m<sup>2</sup> d'espace perméable.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les aires de stationnement de surface doivent comporter 1 arbre pour 2 places de stationnement</li> <li>• concernant les espaces perméables, ceux-ci doivent être intégrés dans la conception globale de tout projet comme un élément structurant, en tant que composante de paysage et de biodiversité, selon une composition paysagère soignée, adaptée à l'échelle du terrain et aux lieux environnants. La végétation existante, les boisements, arbres isolés ou alignements d'arbres doivent être pris en considération lors de l'établissement du projet. Celui-ci doit être étudié dans le sens d'une conservation maximum des plantations.</li> </ul>
Cadre de vie	Augmentation limitée du trafic routier ne nécessitant pas de mesures spécifiques.	Création de cheminements actifs au sein du PAE et en connexion avec les	<p><b>PADD :</b></p> <p>Création d'une nouvelle orientation relative à la création du PAE mettant l'accent sur la recherche de</p>

Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
	Encouragement et favorisation des mobilités douces.	cheminements doux existants et futurs, notamment vers le village.  Sécurisation et réaménagement des carrefours avec la RM54	liaisons pour les piétons et les cycles vers le village et les espaces naturels et urbains proches.  <b>OAP :</b> Affirmation d'enjeux urbains (raccrocher le site du PAE au village de Sussargues, relier les deux secteurs du PAE, favoriser le partage des usages). Affirmation d'objectifs sociaux et urbains, en proposant un aménagement offrant un cadre de travail qualitatif.  L'un des principes d'aménagements définis consiste en la création d'une trame d'espaces publics structurants valorisant la place du piéton.
	Aucune incidence sur l'ambiance acoustique.  Faible incidence sur la qualité de l'air ne nécessitant pas de mesures spécifiques.		
	Etalement de l'urbanisation du site	Objectif de densification des constructions.	<b>PADD :</b> Création d'une nouvelle orientation relative à la création du PAE mettant l'accent sur la l'attention



Enjeu environnemental	Incidences pressenties	Mesures prises dans le cadre du projet	Mesures prises dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
Optimisation de l'occupation du sol		<p>Mutualisation des espaces et des équipements publics (bassin de rétention au Sud mutualisé afin de prendre en compte les ruissellements du complexe sportif existant et celui du Secteur Sud).</p> <p>Mutualisation du stationnement à l'intérieur des îlots privés, et avec le parking existant du stade.</p>	<p>particulière devant être portée à son intégration dans son environnement naturel de qualité.</p> <p><b>OAP :</b></p> <p>Favoriser la mutualisation du stationnement et équipements collectifs privés, en encourageant le regroupement de plusieurs bâtiments par îlot privés.</p> <p>Développer une densité cible de 2.500 à 2.800 m<sup>2</sup>/ha de SDP.</p> <p><b>Règlement :</b></p> <p>Art. AU2 – 9 : Fixation de l'emprise bâtie maximale de 60 % à l'échelle de l'unité foncière.</p>

